



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 5 au 16 décembre 2016

Date du document: 24/01/2017

No. du Projet: 1100001589

No. du rapport: 4339-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	2
D. État d'avancement de l'exécution du projet	21
E. Gestion fiduciaire	22
F. Durabilité	27
G. Autres aspects	28
H. Conclusion	31

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	33
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	37
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	43
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	63
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	71
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	75
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	77

Sigles et acronymes

AM	Aide-Mémoire
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
BCA	Bœuf de Culture Attelée
BFGD	Bureau de Formation Crédit pour le Développement
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
BVP	Bureau de Vente des Producteurs
CAFM	Chargé Administratif Financier et Marchés
CD	Compte Désigné
CDD	Contrat à durée déterminée
CIDR	Centre International de Développement et de Recherche
CIRES	Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales
CMR	Cadre de Mesure du Rendement
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
CODINORM	Côte d'Ivoire– Normalisation
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
CORERIZ	Société Coopérative Régionale des Riziculteurs
CORISAK	Coopérative Rizicole de Sakassou
COSOP	Country Strategy and Opportunities Paper
CPA	Chargé de Production Agricole
CRC	Cadre Régional de Concertation
CSE	Chargé de Suivi-Evaluation
CTC	Chargé de Transformation et Commercialisation
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine
DANO	Demande d'Avis de Non-Objection
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DEP	Direction de l'Évaluation des Projets
DGPSP	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations
DMP	Direction des Marchés Publics
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECD	États Certifiés des Dépenses
ESOP	Entreprise de Service aux Organisations et Producteurs
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FDR	Fonds de Roulement
FENARIZ-CI	Fédération Nationale des Riziculteurs de Côte d'Ivoire
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GaG	goute-à-goutte
IF	Institution Financière
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MPR	Mécanisme de Partage de Risques
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
OP	Ordre de Paiement
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OV	Ordre de Virement
PARFACI	Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés

PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-Verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RFI	Rapport Financier Intermédiaire
RMP	Revue à Mi-Parcours
RONGEAD	Réseau des Organisations Non-Gouvernementales Européennes sur le Commerce International, les Questions Agro-Alimentaires, l'Environnement et le Développement
RPM	Responsable de la Passation des Marchés
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SAF	Système Administratif et Financier
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SOCOWADI	Société Coopérative Agricole Walagata de Diawala
SOCOYENI	Société Coopérative Yekignaifairai de Nielle Scoopca
SSE	Système de Suivi-Evaluation
STD	Service Technique Décentralisé
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCP	Unité de Coordination du Projet
USD	Dollar des Etats-Unis

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Gouvernement ivoirien et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a procédé, du 5 au 16 décembre 2016, à la supervision des projets du portefeuille du FIDA à savoir: (i) le Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM), (ii) l'extension Ouest du PROPACOM (PROPACOM-Ouest).
2. Dans le cas du PROPACOM, projet concerné par le présent rapport de supervision, la mission visait l'examen du niveau de réalisation des objectifs du projet depuis son démarrage effectif en février 2013, d'analyser les goulots d'étranglements à la mise en œuvre du PROPACOM et de proposer les recommandations permettant d'en accélérer la mise en œuvre.
3. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM a eu plusieurs séances de travail avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) pour passer en revue l'état d'exécution globale du projet au regard des indicateurs de performance du projet ainsi que les activités prévues dans le Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA) révisé 2016. Plus particulièrement, les discussions ont porté sur: i) l'état d'avancement du PTBA révisé 2016 du PROPACOM; ii) la qualité de la gestion du projet; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de revue à mi-parcours (RMP) datant de mai 2016; et iv) les difficultés et les contraintes rencontrées ainsi que les mesures prises pour y pallier.
4. Les visites de terrain de la mission ont couvert les zones de Béoumi et Bouaké. Différentes séances de travail ont eu lieu avec l'UCP et ses diverses antennes, les représentants des services techniques déconcentrés, les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), les prestataires de services de structuration et d'appui-conseil.
5. Au terme de la mission, il a été organisé le 14 décembre 2016, sous la présidence du Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP) du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), une réunion de restitution des différentes observations et recommandations de la mission. Le présent AM fait non seulement le point des résultats de la mission mais intègre également les commentaires et observations faites lors de cette réunion de synthèse à laquelle l'Office National de Développement de la Riziculture (ONDR) aussi a participé.
6. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. L'accord de financement du PROPACOM a été signé le 16/03/2012 et le lancement officiel effectué le 15/12/2012 à Bouaké. Le projet comporte trois composantes, à savoir deux composantes techniques: i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles et ii) Valorisation et mise en marché et une composante de Coordination-Gestion et Suivi-Evaluation. Dans la zone d'intervention, il cible 25 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz inondé, maïs et cultures maraîchères.
8. La stratégie de mise en œuvre du projet est basée sur les demandes formulées par les OPA qui sont traduites ensuite en microprojets. A ce titre, le projet prévoit de financer 115 microprojets portant sur les activités de production et de commercialisation des spéculations cibles.
9. Le principal constat qui découle de l'examen de l'état de mise en œuvre du PROPACOM est que les réalisations physiques sont très en deçà de ce qu'elles devraient être à 15 mois de la clôture dudit projet. Ce retard est principalement dû au fait que les travaux de réhabilitation ou d'aménagements hydro-agricoles destinés à la production rizicole ou maraîchère peinent à démarrer

¹ La mission était composée de: (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Samir Bejaoui, Spécialiste en suivi-évaluation, Chargé de programme FIDA, (iii) Mme Odile Sarassoro, Spécialiste en durabilité, ciblage et genre, CPO du FIDA en Côte d'Ivoire (iv), M. Cheikh Tidiane Sarr, Chef de mission technique et Spécialiste en production et génie rural, (v) M. Michel M. Kouda, Spécialiste en production agricole, consultant du FIDA, (vi) M. Amadou Oury Diallo, Spécialiste en organisations paysannes, consultant du FIDA; (vii) M. Moussa Georges Sarr, Spécialiste en gestion fiduciaire, Consultant du FIDA; (viii) M. Alain Traoré, Spécialiste en développement de chaînes de valeurs et entreprises agricoles rurales, Consultant du FIDA. Le Gouvernement ivoirien était représenté par: (a) M. Silué Sionséligam, Directeur de la Direction de l'Évaluation des Projets (DEP), b) M. Yassongui Silue, Chargé de Suivi-Evaluation à la DEP.

et que l'UCP a même été contrainte de résilier certains contrats de travaux pour défaillances des entrepreneurs et/ou faiblesse des ingénieurs conseils chargés du contrôle et du suivi des travaux. La signature toute récente de la convention avec le Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement (BNETD), tel que recommandé par la mission de RMP, pourrait permettre de rattraper quelque peu ce retard.

10. Le taux de réalisation physique global depuis le début de l'exécution du projet au 30/11/2016 est de 50,92% alors que le taux d'exécution du PTBA 2016 révisé n'est que de 45,28% à la même date, pour des raisons liées en grande partie à la signature tardive (15 décembre 2016) de la très importante convention avec le BNETD.

11. En termes de réalisations financières, le taux d'exécution du PTBA révisé de 2016 s'élevait à 39% au 30/11/16 contre un taux de 14% au 30/04/16. On note que le taux a plus que doublé dans la période mais demeure inférieur à 50% d'exécution à un mois de la fin de l'exercice. Cette contreperformance s'explique en grande partie par le poids prépondérant et le faible taux d'exécution de la sous-composante «Aménagements hydro-agricoles» qui sont respectivement de 48% et 13%.

12. **Accélération de la mise en œuvre:** La mission de RMP du PROPACOM de mai 2016 avait recommandé à l'UCP, pour rattraper l'énorme retard dans la réalisation des aménagements et de certaines infrastructures qui constituent un préalable important pour d'autres volets du PROPACOM, de signer une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec le BNETD dans les domaines suivants: i) réhabilitation ou aménagement de périmètres rizicoles, ii) aménagements de sites maraîchers irrigués au système goutte-à-goutte et iii) construction d'infrastructures marchandes (magasins, hangars, centres de groupage, etc.).

13. Le contrat signé par les parties concernées n'a reçu l'approbation finale du Ministère du Budget qu'à la fin de la présente mission de supervision. Au vu de ce nouveau retard, il est recommandé à l'UCP de se réunir très rapidement avec le BNETD afin de réviser le volume et le chronogramme des travaux à exécuter en priorité. Toute économie éventuelle sur cette convention pourrait servir à augmenter les appuis en intrants aux OPA, surtout celles faisant du maïs ou pour financer les tests en énergie solaire.

C. Produits et effets

Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles

14. La mise en œuvre du PROPACOM vise, à travers la composante 1, la production de 14 400 tonnes de riz sur 2 400 ha sur la base d'un rendement moyen de 6 tonnes/ha, 7 500 tonnes de maïs sur 3 000 ha pour un rendement escompté de 2,5 tonnes/ha et la réalisation de 90 ha de cultures maraîchères (tomates, poivron, etc...) destinés au marché local et régional.

15. Pour atteindre ces objectifs, le PROPACOM a prévu d'apporter un appui en fourniture de semences améliorées (100 tonnes pour le riz et 45 tonnes pour le maïs), de fertilisants (engrais et produits phytosanitaires), des matériels de mécanisation des travaux agricoles et l'assistance du conseil agricole pour le renforcement des capacités organisationnelles et la maîtrise des itinéraires et paquets techniques.

16. Les 2 400 ha en riz et les 90 ha de maraîchage nécessiteront une mobilisation conséquente de l'eau dans des bas-fonds et sur des périmètres aménagés et/ou réhabilités. L'atteinte des objectifs pour ces deux produits agricoles dépendra en grande partie de la réussite des aménagements hydroagricoles tandis que le maïs sera produit dans les champs des bénéficiaires.

17. **Etat de la mise en œuvre des recommandations de la RMP** de mai 2016. Tout en se félicitant du taux d'exécution satisfaisant des mesures convenues (14/18) pour renforcer la mise en œuvre du PROPACOM, il importe de souligner que la disposition portant sur l'utilisation de la fumure organique n'a pas été exécutée malgré l'importance de l'action sur l'atténuation des effets néfastes des changements climatiques sur les cultures et en particulier le maïs. Il est recommandé de prendre en compte cette thématique dans l'appui-conseil pour les mises en valeurs de parcelles de riz et de cultures maraîchères après les aménagements par le BNETD.

Production de maïs

18. De 2013 à 2016 l'UCP a fait produire 65 tonnes de semences R1 certifiées de maïs sur un objectif de 45 tonnes et en a acheté environ 17,2 tonnes (15 T en 2015 et 2,2 T en 2016). Ces intrants ont permis aux producteurs d'accéder à du matériel végétal de qualité.

19. En 2013, la production de masse de maïs a été réalisée par des groupements communautaires sur une superficie emblavée de 647 ha alors que dans la période 2014 à 2016 la production a été réalisée sous forme de microprojets sur une superficie de 2 522,5 ha ce qui donne un total de 3 169,50 ha soit un taux d'exécution de 106% des objectifs du projet. Pour les deux années (2014 et 2015), la production obtenue a été de 6 144 tonnes avec un rendement moyen de 1,98 tonnes/ha contre un objectif du projet de 2,5 tonnes/ha. La RMP de mai 2016 avait recommandé qu'un accent soit mis par le projet pour augmenter les rendements et la superficie à emblaver qui passerait de 3 000 ha (objectif du projet) à emblaver à 5 000 ha compte tenu de l'engouement des producteurs vers cette spéculation et que cela devrait être possible non seulement au cours de la campagne 2016 mais aussi en 2017. En définitive, la réallocation budgétaire opérée a laissé peu de ressources disponibles sur la catégorie «*Equipements, moyens de transport, matériels et intrants* ». Aussi l'UCP a-t-elle fait un arbitrage dans le choix de spéculations à mettre en place en privilégiant les cultures sous aménagement (riz et cultures maraîchères) qui ont connu très peu d'appuis depuis le début de la mise en œuvre du PROPACOM.

20. Cette nécessité de procéder à des choix stratégiques a conduit à retenir dans le PTBA révisé 2016 une superficie à emblaver de seulement 90 ha dont 78,5 ha (87,2%) ont pu être emblavés par 225 exploitants dont 122 femmes et 33 jeunes. La production attendue en fin décembre sera d'environ 117,75 tonnes soit un rendement moyen de 1,5 tonnes/ha. Pour les trois années de production, le nombre d'exploitants a été de 15 165 dont 8 104 femmes.

21. Comme on peut le constater, l'année 2016 est celle qui risque d'enregistrer le plus faible rendement. En effet, de nombreuses parcelles de maïs ont été attaquées par des chenilles causant d'importants dégâts, allant même jusqu'à anéantir toute la production des parcelles qui ont reçu peu ou pas de traitement à temps. De plus, les perturbations climatiques ont engendré un stress hydrique fatal à la production du maïs comme la mission a pu s'en rendre compte dans la région de Béoumi. Les producteurs ont constaté que les chenilles ont eu très peu ou pas d'impact significatif dans les champs ayant fait l'objet d'un semis précoce (dès les premières pluies). Par contre, ils se sont déclarés impuissants face aux fluctuations pluviométriques qui se produisent dans le temps comme dans l'espace.

22. Si les résultats obtenus sur le maïs en termes de superficie et de production restent globalement satisfaisants, on note toutefois que les rendements réalisés restent en deçà de l'objectif de 2,5 tonnes/ha. L'impact de l'apparition des chenilles en 2016 et des perturbations climatiques, de plus en plus récurrentes et contribuant à baisser les rendements, peut être jugulé par des actions d'atténuation des effets du changement climatique (cf. para 39 et 40 ci-après) en vue d'atteindre des rendements entre 2,5 et 3 tonnes/ha.

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz

23. L'objectif du PROPACOM est d'apporter un appui à l'aménagement/réhabilitation d'une superficie de 2 400 hectares en vue de produire 14 400 tonnes de riz paddy sur la base d'un rendement escompté de 6 tonnes/hectare.

24. La production de riz avec l'appui du projet a démarré seulement en 2015 avec 284,5 ha et 129,95 ha en 2016 soit au total une superficie emblavée de 414,5 ha par 459 exploitants dont 151 femmes. Les 284,5 ha ont donné une production de 1 174 tonnes de paddy soit un rendement moyen de 5 tonnes/ha. La production de riz paddy sur les 129,95 ha est estimée à 650 tonnes avec un rendement de 5 tonnes/ha lors des prochaines récoltes en fin décembre 2016.

25. La mission a noté que le niveau de production depuis le démarrage du projet reste extrêmement faible au regard du cumul de deux années de production qui se chiffre à 1 824 tonnes, soit environ 12,70% et 17,2% en termes de superficies de riz emblavées par rapport aux objectifs du projet. Ces faibles résultats, à 15 mois de la fin du projet, ont conduit les autorités de tutelle du PROPACOM à confier au BNETD les aménagements portant sur 1 157,60 ha (48,2% des objectifs du projet). Les discussions avec le BNETD et les engagements pris par les parties prenantes devaient

permettre d'atteindre un taux de réalisation des activités autour de 60-65% de l'objectif du projet à la date d'achèvement. Cette convention ayant été signée avec un retard non négligeable, l'UCP et le BNETD devront très rapidement discuter des activités prioritaires et de la révision du chronogramme initial.

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production maraîchère

26. L'objectif global du projet est d'aménager 90 ha sous le système goutte-à-goutte. Prévue pour démarrer en 2015, la production maraîchère utilisant la technologie «goutte-à-goutte» a démarré seulement en octobre 2016 à Bouaké avec la mise en place de pépinière de tomate pour 3 ha de tomate (production attendue de 60 tonnes). Comme pour le riz, la défaillance des entreprises de travaux et des bureaux d'études n'a pas permis de réaliser les 15,6 ha prévus en 2014 ou les études techniques préalables pour lancer les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) de travaux.

27. Le système d'irrigation au «goutte-à-goutte», facilement appropriable pour les producteurs, fournit de très bons rendements et offre des produits très compétitifs sur le marché. Les aménagements qui sont entrepris par les bénéficiaires se limitent à la préparation de planches et/ou aux supports des plants. Seule l'acquisition des kits nécessite l'approbation de marchés avec en plus la possibilité de minimiser l'importance des lots. L'encadrement est généralement réalisé par les fournisseurs de kits sur une période de 6 à 12 mois voire plus.

28. En attendant la mise en place des kits du système goutte-à-goutte, certains producteurs dont une forte proportion de femmes ont utilisé des arrosoirs en s'appuyant sur des aménagements sommaires. Au 31/10/16, pour les travaux démarrés sur trois sites maraîchers de 15,6 ha en mai 2015, seuls 4,6 ha ont fait l'objet d'une réception provisoire en octobre 2016. Les 4,65 ha sont exploités par 109 exploitants dont 104 femmes. Tous les intrants (semences, fertilisants, et produits phytosanitaires) ont été livrés aux OPA avant la date de réception présumée des sites maraîchers aménagés au GaG.

29. Pour les deux autres sites couvrant 11,6 ha, le marché a été résilié. Les structures d'appui-conseil et d'encadrement ont été recrutées mais n'ont pas pu exécuter leurs mandats et ces sites non achevés sont reversés dans la convention avec le BNETD.

30. **La conclusion principale sur les microprojets de cultures maraîchères** est que la réalisation d'aménagements en système de goutte-à-goutte est une bonne option surtout en production maraîchère où le facteur eau doit être bien maîtrisé. Cependant, là encore, les retards au niveau de l'exécution des travaux d'aménagement ont totalement contrarié les attentes de la mise en place de cette technologie très prometteuse qui commence à faire ses preuves dans la sous-région ouest africaine. En effet, avec la technologie goutte-à-goutte bien maîtrisée, des rendements pouvant atteindre 20 tonnes/hectare sont fréquents pour la tomate, l'oignon, la pomme de terre et beaucoup d'autres spéculations. De plus, en optant pour le solaire comme source d'énergie pour l'exhaure de l'eau, on réduit drastiquement les coûts ainsi que la pénibilité liée à l'arrosage tout en donnant plus de temps aux producteurs pour entreprendre des activités connexes.

Mécanisation agricole

31. C'est un facteur important qui influe sur l'augmentation de la productivité et donc celle de la production. Il est cependant important de s'assurer du bon fonctionnement et de l'entretien adéquat du matériel par les producteurs. A cet effet, le projet a prévu 120 motoculteurs et 100 batteuses-vanneuses dont le mode d'utilisation est défini par les OPA. La livraison de ce matériel a également accusé un grand retard en raison de la procédure de passation des marchés. Au 30/11/2016 la situation se présente comme indiqué ci-après.

32. **Batteuses-vanneuses.** Au 30/11/2016 l'UCP a fait l'acquisition de 26 batteuses-vanneuses au profit des OPA soit 26% des objectifs du projet. La distribution et l'installation sur site se font progressivement au rythme du versement de la contribution de chaque OPA qui est de 5% du coût des équipements. En termes financiers, la contribution des OPA s'est élevée au 30/11/16, au titre des batteuses-vanneuses, à 3 215 881 FCFA, soit 87% avec des performances notables de 80% à Bondoukou et 100% à Bouaké; l'antenne de Korhogo n'avait pas de demande en batteuse-vanneuse.

33. **Motoculteurs.** 66 motoculteurs ont été livrés à l'UCP le 26/08/16. La distribution et la mise en route sur site au niveau des OPA se font progressivement au rythme du versement de la contribution due par chaque OPA à hauteur de 5% du coût des équipements. Au 31/10/16, au titre des

motoculteurs, la contribution totale des OPA est de 13 423 781 FCFA soit 78% dont 87%/Bondoukou, 71%/Bouaké et 30%/Korhogo.

34. Formation à l'utilisation du matériel de mécanisation agricole. Un total de 143 personnes dont 10 femmes ont été formées soit 114 utilisateurs/machinistes (dont 10 femmes) et 29 artisans-réparateurs, tous des hommes.

35. Culture attelée. En réponse à des besoins exprimés par certaines OPA en matériel de culture attelée, le second appel d'offres pour l'acquisition de 20 paires de bœufs de culture attelée (BCA) est au stade de la Demande d'Avis de Non Objection (DANO) d'attribution soumise à la Direction Régionale des Marchés Publics (DRMP) le 11/11/16 et dont l'approbation permettra d'envisager la livraison des BCA dans le courant du 1^{er} trimestre 2017.

36. Pour 2017-2018, les besoins complémentaires des OPA sont de 13 motoculteurs et 5 batteuses-vanneuses. Avec les spécifications des premiers matériels que les OPA ont appréciés, un appel d'offres sera lancé pour satisfaire ces nouvelles demandes.

Adaptations aux effets du changement climatique

37. Les discussions entre la mission et les producteurs dans de nombreux sites indiquent clairement que les producteurs sont pleinement conscients des effets du changement climatique sur leurs productions et sur eux-mêmes. Ils ont notamment cité le cas des chenilles qui ont dévasté de nombreux champs de maïs, les variations spatiotemporelles de la pluviométrie qui compromettent de plus en plus les deux cycles de cultures de riz que beaucoup d'entre eux pratiquaient régulièrement et la baisse des rendements en cas de stress hydrique.

38. Parmi les mesures recommandées pour faire face à ces effets néfastes, on retiendra: la formation préalable des producteurs, l'acquisition de matériel de prévisions météorologiques, la préparation des sols par des labours ainsi que l'apport d'amendements humiques pour une conservation plus durable de l'humidité sans oublier une surveillance accrue des parcelles pour détecter toute attaque et intervenir à temps. Ces mesures peuvent être rapidement conduites par les producteurs à condition que l'UCP leur apporte à temps l'appui nécessaire en matériel agricole en quantité appropriée pour limiter les retards de semis. De plus, les pratiques de fumure organique, le recours à la biomasse et l'agroforesterie sont des moyens efficaces pour améliorer les potentialités des sols tout en les aidant à mieux conserver l'eau ce qui contribue à renforcer la résilience des systèmes de production. A moyen et long termes, il est proposé de recourir aux semences et cultivars à cycle court développés par le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA).

39. En conclusion on peut dire que l'exécution de la composante «Appui à l'augmentation de la production agricole» n'est globalement pas satisfaisante pour le moment au regard des résultats obtenus par rapport aux objectifs du PROPACOM après plus de quatre années d'exécution. Elle est en effet plombée par l'absence de progrès significatif dans la réalisation des aménagements hydroagricoles depuis quelques années et 2016 n'a pas fait exception à la règle. De ce fait, tel que recommandé par la mission de RMP en mi-2016, tous les espoirs en termes de résultats acceptables pour les aménagements et certaines infrastructures sont tournés vers le BNETD dont la convention vient finalement d'être signée.

Recommandations sur la composante 1

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Organiser des formations sur la production et l'utilisation de la fumure organique pour accompagner la fumure minérale ainsi que l'agroforesterie	UCP	
Fournir un encadrement approprié aux producteurs sur la maîtrise des outils météorologiques et leur utilisation dans la planification des actions de semis et post-récoltes (séchages des récoltes).	UCP	Janvier 2017
Entreprendre une étude sur la faisabilité de séparer les aménagements hydroagricoles des microprojets et en faire une exécution à part au profit des OPA demandeuses	UCP	Février 2017
Organiser un voyage d'étude au profit des producteurs des zones de production maraîchères pour une meilleure maîtrise de la technologie goutte-à-goutte	UCP	Février-Mars 2017
Prendre en compte, dans les autres projets du MINADER comme le PARFACI, les besoins de certains des sites du PROPACOM en barrages destinés à la maîtrise totale de l'eau ou en forages pour remplacer les puits maraîchers	UCP / DGSP	Immédiat et continu

Composante 2: Valorisation et mise à marché

40. Le projet rencontre deux contraintes majeures dans la mise en œuvre de cette composante notamment: (i) la vacance des postes de Chargé de Transformation et Commercialisation (CTC) et (ii) le faible niveau d'exécution des activités de construction d'infrastructures marchandes. La conséquence est que le taux d'exécution physique de la composante à un an et demi de la fin du projet n'est que de 10 %. On note cependant les réalisations indiquées dans les sections qui suivent.

Acquisition d'équipements de transformation/commercialisation

41. Au 31/10/16, les équipements de transformation/commercialisation relatifs aux demandes des OPA issues des CRC (Cadres Régionaux de Concertation) de 2014 et de 2013 ont été livrés pour la plupart. Il s'agit de 316 palettes, 24 égreneuses de maïs, 58 bascules, 4 décortiqueuses, 8 moulins, 79 350 sacs vides de collecte, 57 sondes de prélèvements et 36 humidimètres. Comme pour le matériel agricole, la distribution aux OPA et l'installation se font au fil du versement de leur contribution. A ces équipements s'ajoutent quatre moulins et une décortiqueuse installés depuis 2015. La livraison de 1 306 palettes en bois et de 495 cageots plastiques pour tomate qui accuse du retard est prévue pour le 1^{er} trimestre 2017.

42. Les antennes s'attèlent à la livraison progressive de ces équipements aux OPA assujettie à une contribution préalable de 5% en numéraire de leur part. A la date du 30/11/2016, la mission note que le niveau de la mobilisation (63 à 92%) de cette contribution des bénéficiaires est très appréciable et traduit leur motivation et leur intérêt. Les responsables des antennes signalent que l'arrivée de ces équipements a stimulé les OPA dans leurs activités au point où celles-ci sollicitent des appuis complémentaires en formation.

43. **Pertinence et efficacité des équipements post-récolte.** L'appui en équipements contribue de manière significative à renforcer les capacités des OPA qui sont pour la plupart insuffisamment ou pas du tout équipées pour faire face aux opérations post-récolte. L'utilisation de ces équipements par les OPA permet de: (i) réduire la pénibilité des opérations unitaires post-récolte et de transformation; (ii) d'améliorer la qualité des produits (batteuses vanneuses) agricoles; (iii) réduire les importantes pertes post-récolte observées au niveau du producteurs; (iv) améliorer la conservation et le stockage des produits; (v) faciliter les échanges commerciaux par l'adoption des moyens de mesures et contrôle homologués (bascule et humidimètre) acceptés de tous. En outre, l'acquisition et l'exploitation de ces équipements induit un mode de gestion équitable, transparent et mutualisant qui nécessite des aptitudes que devraient forcément acquérir ces dernières par l'apprentissage.

44. **Les formations à l'utilisation et à l'entretien.** Le projet a procédé à la formation de 53 artisans réparateurs et machinistes à l'utilisation et l'entretien d'égreneuse de maïs, de décortiqueuse de riz, de moulins à grain dont quatre femmes améliorant quantitativement et qualitativement une offre de services opérationnels de proximité dans les chaînes de valeurs des filières riz et maïs. Les pièces des équipements introduits sont disponibles et accessibles aux bénéficiaires. La mission note cependant: (i) la mauvaise qualité des palettes livrées et qui doivent donc être changées, (ii) certaines OPA bénéficiaires d'humidimètres n'ont pas reçu la formation préalable à leur utilisation comme cela a été le cas pour d'autres; (iii) les modalités de gestion et d'exploitation des équipements, bien que contenus dans un manuel, restent peu maîtrisées par les OPA.

45. **Les formations des OPA sur les activités post-récolte.** Certaines formations n'ont pas été efficaces, car les formations théoriques ont été dispensées aux OPA avant l'arrivée des équipements et infrastructures nécessaires.

46. **Autres technologies post-récolte.** La mission note que l'étuvage du riz, une activité de transformation mobilisant principalement les femmes, nécessite peu de moyen et constitue une opportunité de diversification d'activité de transformation complémentaire des mini-rizeries, ce que la mission encourage fortement. Malheureusement, cette activité a été timidement menée par le projet qui n'envisage la mise à disposition d'équipement qu'auprès d'une seule OPA féminine en 2017.

47. Par ailleurs, le projet a commandité une étude diagnostic de l'unité de séchage de mangue de Fronan réalisée par le Centre de formation professionnelle de Katiola. La réhabilitation de cette unité de séchage est prévue pour 2017.

48. **Les Infrastructures marchandes.** En dépit d'importants retards consécutifs aux faibles capacités financières et techniques des entreprises adjudicataires, la construction des infrastructures

marchandes est achevée à la date du 30/11/2016. De mai à octobre 2016, six magasins de stockage, deux bâtiments de min-rizerie et un centre de groupage de produits maraîchers ont été réceptionnés. Au total, le projet a contribué à augmenter la capacité de stockage et d'agrégation des produits (vente ou achat groupés) des OPA de 1 200 tonnes améliorant du même coup leur assiette d'offres de services aux membres et non membres dans leurs localités. Il en est de même des aires de séchage qui sont portées à 600 m² permettant le séchage du riz ou du maïs destiné au stockage ou à la transformation.

49. **A Bouaké**, le magasin de stockage de Tabako et les deux bâtiments de mini-rizerie d'Akpokro et Béoumi sont terminés et livrés.

50. **A Bondoukou**, le chantier du centre de groupage de produits maraîchers est achevé et réceptionné. Suite à la recommandation de la mission de supervision de mai 2016, l'OPA bénéficiaire a procédé au nettoyage et à l'assainissement du site alors que la sélection des entreprises pour la construction de la clôture du site est toujours en cours.

51. Des réflexions sont engagées pour optimiser l'exploitation de ce site qui devrait, en plus d'être une plateforme logistique, offrir un cadre de vente d'un produit maraîcher mieux valorisé. Cette orientation recommandée par la mission de supervision de mai 2016 s'est concrétisée sous forme d'un microprojet en phase de mise en œuvre.

52. **A Korhogo**, les quatre magasins sont terminés dont celui de Dékokaha qui s'était effondré et qui a ensuite été entièrement reconstruit aux frais de l'entrepreneur, toujours sans la présence de l'Ingénieur Conseil. La mission est d'accord avec la démarche consistant à le réceptionner tout en faisant appel à la Direction régionale (DR) Construction de Ferké pour mieux évaluer l'augmentation de la durée de garantie.

53. **Constat général sur les infrastructures marchandes.** La mission constate que toutes les infrastructures sont livrées mais restent non utilisées par les bénéficiaires du fait de leur réception tardive. De plus, elle regrette que la mise à disposition des infrastructures n'ait pas été aussitôt accompagnée de mesures de renforcement des capacités du personnel. La mission recommande la conduite effective de la formation du personnel des OPA sur la gestion des magasins et l'utilisation des équipements y afférents et l'accélération des procédures de transfert aux OPA des infrastructures, tel que l'UCP semble l'avoir déjà programmé pour 2017.

Mise en place des nouvelles mini-rizeries à Bondoukou, Sakassou, Bouaké et Béoumi

54. **Caractéristiques techniques des modèles de mini-rizeries proposées.** Le projet a mis en place des infrastructures pour abriter quatre mini-rizeries en partenariat avec l'ONDR qui fournit les équipements. D'une capacité comprise entre 1 à 2 tonnes/h de riz paddy pour un taux d'usinage maximal de 67% les équipements sont constitués d'une chaîne de décortiqueuses type 15/15 qui est une vieille génération, d'origine chinoise répandues en Afrique de l'ouest et jugées relativement solides, faciles d'entretien et adaptées au contexte de nos pays dans la production du riz cargo. Malheureusement, ces lignes complètes fournies par l'ONDR aux quatre mini-rizeries sont issues d'un stock entreposé depuis 2009 dans de très mauvaises conditions. Les conséquences sont telles que plusieurs composantes de ces équipements sont absentes ou vétustes. A cela s'ajoutent les retards pour leur installation et opérationnalisation car il n'avait pas été prévu de ligne budgétaire pour leur raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité. La situation de ces nouvelles mini-rizeries est la suivante.

55. **A Bondoukou.** La seule mini-rizerie de la zone Est (Bondoukou) est opérationnelle depuis juin 2015, mais le système de gestion n'est pas encore mis en place. Le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) devra dans son prochain contrat étudier la faisabilité du modèle de gestion à mettre en place. La mission note et s'inquiète qu'une nouvelle rizerie de 5T/h est en cours en voie d'achèvement qui va sûrement représenter une concurrence sérieuse dans l'accès au paddy. De plus, elle se posait des questions sur l'opportunité de l'appui à cette OPA qui disposait déjà d'une unité de décortiquage de riz. Concernant cette seconde ligne de transformation de l'OPA, des mesures sont prises pour déplacer cette décortiqueuse qui est de moindre qualité.

56. **A Sakassou, Bouaké et Béoumi.** La mission constate qu'aucune des trois dernières mini-rizeries n'est fonctionnelle pour les raisons ci-dessus évoquées. Au vu de cette situation, le PROPACOM a recruté un consultant pour évaluer les deux chaînes usinage destinées aux mini-

rizeries de Béoumi et de Tabako/Akpokro et faire l'état d'avancement du montage de la mini-rizerie de Sakassou.

57. **A Sakassou**, le bâtiment a été construit par l'ONDR et les travaux d'installation des machines qui ont démarré en décembre 2014 sont toujours en cours. Certains des équipements sont vétustes ou manquants sans compter plusieurs autres défauts conceptuels (installations mal cadrées dans la salle des machines, entrée des WC située à l'intérieur de l'atelier de transformation, etc.). Pour rendre opérationnelles ces installations, le consultant chargé du diagnostic propose deux options: (i) l'une consiste à réparer les équipements livrés, compléter le plateau technique par l'achat d'équipement complémentaire, raccorder l'unité au réseau d'eau et d'électricité, procéder au montage pour un coût total d'environ 30 millions FCFA; (ii) la seconde option consiste à acquérir une nouvelle chaîne complète d'équipement pour environ 26 millions de FCFA auxquels il faut ajouter les charges de raccordement à l'eau et à l'électricité et les frais de montage, soit un montant global pour cette seconde option de l'ordre de 40 millions FCFA.

58. Le projet d'entreprise autour de cette mini-rizerie est porté par une coopérative dynamique, Coopérative Rizicole de Sakassou (CORISAK) qui désire gérer elle-même cette mini-rizerie (un directeur a déjà été recruté). Cette OP qui regroupe des producteurs de riz disposant de grandes surfaces de production se distingue par son expérience et son niveau d'organisation appréciable. L'OPA s'engage, quelles que soient les options choisies, à contribuer au frais de raccordement au réseau d'eau et d'électricité.

59. **A Béoumi (Kongossou) et Bouaké (Akpokro)**. Au 30 /11/2016, les équipements transférés début novembre 2016 sur site font l'objet de diagnostic sur leur fonctionnalité et ne sont pas encore montés. Ils sont pratiquement dans le même état que ceux de Sakassou. L'option 1 pour chaque mini-rizerie est d'une valeur totale d'environ 55 millions FCFA tandis que la seconde option qui consiste à acquérir une nouvelle chaîne complète d'équipement pour 26 000 000 FCFA auxquels il faut ajouter les charges de raccordement à l'électricité et à l'eau de même que les frais de montage est de l'ordre de 60 millions FCFA soit une différence de 5 millions entre les deux options.

60. **Observations et recommandation sur l'opérationnalisation des mini-rizeries**. La mission, recommande: (i) de remplacer les trois chaînes de décorticage par des nouvelles chaînes plus modernes afin de minimiser les risques d'exploitation; (ii) d'améliorer et moderniser le plateau technique; et (iii) de monter les machines en suivant les normes ergonomiques et de sécurité. Les OP et l'UCP devront rencontrer l'ONDR et d'autres partenaires pour étudier les possibilités de co-financement de cette activité.

61. Les résultats de la consultation réalisée en octobre 2016 sur les solutions avec un mix énergétique (solaire et réseau public d'électricité) pour alimenter les mini-rizeries révèlent des investissements d'un montant global de 158 879 272 FCFA. L'UCP commanditaire de cette étude n'a pas opérationnalisé cette option par manque de ressources financières.

Fonctionnement des ESOP

62. L'Entreprise de Service aux Organisations et Producteurs (ESOP) est un produit développé par le CIDR qui a été sollicité depuis 2014 pour mettre en place et renforcer les capacités de ces derniers sous financement du PRAREP et plus tard du PROPACOM à travers des contrats. Trois ESOP installées dans la région du nord à **Korhogo, Ferké et Katiola** se caractérisent comme suit.

63. **L'ESOP de Katiola** (Katio-Akpa Sarl) a un capital réparti entre la Fédération Nationale des Riziculteurs de Côte D'ivoire (FENARIZ-CI) pour 17%, la Société Coopérative Régionale des Riziculteurs (CORERIZ) pour 50% et les associés externes qui détiennent les 33% restants. Elle a repris du service après l'arrêt consécutif aux graves problèmes de gouvernance. L'ESOP a été restructurée avec un nouveau Directeur. D'un effectif de quatre personnes, l'unité n'a traité en 2015 que 89 tonnes de riz paddy avec un taux d'usinage exceptionnel de 66%. De juin à décembre 2016, 123 tonnes de paddy ont été collectées pour une valeur de 19 177 000 FCFA.

64. **L'ESOP de Korhogo (Korhogo Riz Sarl)**, a un capital réparti entre la FENARIZ-CI 17%, la Coopérative Départementale des Riziculteurs (CODERIZ) 41%, la Direction 10% et les associés externes 32% et elle emploie quatre personnes. Elle est confrontée au problème d'approvisionnement en riz paddy à cause, entre autres, de la faible disponibilité de riz paddy dans la zone alentour. Ce manque de riz paddy dans la zone d'intervention de l'ESOP s'explique par le fait que le système de riziculture est passé du type irrigué au type pluvial à cause de la vétusté des aménagements hydro-

agricoles. La mauvaise pluviométrie de ces dernières campagnes n'a pas permis à l'ESOP de s'approvisionner convenablement dans le département de Korhogo. De janvier à novembre 2016, l'ESOP a pu acheter environ 185 tonnes dont près de 75% en dehors de sa zone, plus précisément à Ferké, Gagnoa et Issia.

65. Le capital de **l'ESOP de Ferké** (Tchologo Riz Sarl) est réparti entre la FENARIZ-CI/17%, la CODERIZ/33%, la Direction 17% et les associés externes/33%. Elle applique le principe de ristourne aux producteurs et établit des relations avec les banques pour faire face à ses besoins en fonds de roulement (FDR). Toutefois, elle connaît des pannes fréquentes de machines liées aux difficultés de trésorerie pour réaliser les entretiens adéquats et à la mauvaise qualité du riz paddy livré. Les achats de riz paddy cumulés de l'ESOP entre janvier et novembre 2016, s'élèvent à 279 tonnes.

66. Il ressort des échanges que ces trois unités connaissent une certaine amélioration de leurs activités de production, de gestion et de commercialisation grâce à l'assistance technique du CIDR qui en est à son deuxième contrat. Malgré ces progrès, toutes ces unités sont confrontées aux difficultés de: (i) mobilisation de FDR adéquat pour boucler leur plan de production (le besoin en FDR de chaque ESOP est d'environ 45 millions de FCFA par an); (ii) des défaillances et des limites des équipements utilisés; (iii) d'approvisionnement en quantité et en qualité de riz paddy du fait des mauvaises pratiques post récolte et du manque d'eau sur les sites de production. Cette situation n'est pas sans conséquence sur le fonctionnement et la rentabilité des unités qui se ravitaillent en riz paddy de mauvaise qualité avec des teneurs en eau atteignant souvent 31%, les obligeant ainsi à poursuivre le pré-séchage du paddy avant décortiquage. Elle interpelle tous les acteurs et partenaires des différents maillons sur la nécessité d'instaurer une véritable culture de la qualité du riz paddy qui prend en compte les actions de sensibilisation, de renforcement des capacités et d'équipement dans l'intérêt général de la filière.

67. Le fond de roulement de l'ONDR de 10 000 000 FCFA par ESOP a été mis à la disposition de chacune des trois ESOP qui exécutent leurs plans d'affaire de la campagne 2016 avec l'appui du CIDR. Ce fonds qui est logé dans les institutions financières, permettra aux mini-rizeries d'avoir accès aux crédits, d'accroître les volumes traités et ainsi leurs revenus. La mission note avec satisfaction que l'ESOP de Korhogo et de Ferké ont entamé des négociations très avancées avec des IMF afin de leur faciliter l'accès au crédit à partir de produits financiers offerts sur le marché.

68. **Le renforcement des capacités des ESOP.** Face au besoin en renforcement de capacité des ESOP et suite à l'évaluation satisfaisante des prestations du CIDR (2014-2016), un nouveau contrat spécifique leur a été confié pour l'appui à la gestion de fonds paddy et à la fiscalité des ESOP. La mission tout en appréciant les efforts déployés par le CIDR pour l'accompagnement des ESOP note que «l'approche qualité» n'est pas suffisamment appliquée, notamment au niveau de l'approvisionnement de la matière première et la bonne conduite des opérations unitaires des unités. A cet effet, les formations assurées par l'ONDR et prévues en janvier 2017 seront complémentaires des actions d'appui du CIDR.

69. Dans l'ensemble, la mise en place des mini-rizeries gérées selon le modèle ESOP est positivement appréciée par les différentes parties prenantes. Toutefois des inquiétudes et des frustrations sont apparues notamment par certaines OPA qui ne se sentent pas véritablement bénéficiaires de ces mini-rizeries. Elles estiment qu'une part importante devrait leur être accordée dans la répartition du capital social du fait de leur poids et des charges qu'elles supportent souvent pour soutenir ou maintenir l'ESOP en vie en cas de problème. Par ailleurs, elles pensent pouvoir gérer elles-mêmes ces unités. Cette situation légitime met en évidence la nécessité de mettre en place un cadre de dialogue et d'échange permanent (CIDR, ESOP, CODERIZ, FENARIZ-CI Associés, ONDR et PROPACOM) afin d'éviter les frustrations et la méfiance qui découlent d'incompréhension sur les objectifs et le rôle de chacune des parties prenantes de ce modèle. Pour l'heure, le PROPACOM devrait se donner tous les moyens, avec l'ensemble des partenaires, de tirer les leçons de cette première expérience du modèle ESOP pour l'orienter vers le choix du modèle à proposer. Les conclusions de l'étude filière de Bouaké et de Béoumi conduite par le CIDR sont attendues afin de clarifier l'organisation de la production et de la transformation autour des mini-rizeries et informer la stratégie de «sourcing» du paddy à poursuivre. Les résultats de cette étude devront déboucher sur la mise en place et le test du système de gestion différent du modèle ESOP promu par le CIDR.

Recommandations sur la valorisation

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Inclure dans le mandat des prestataires d'appui à la structuration des OPA un module de gestion des magasins et d'utilisation de l'humidimètre	COPA	Immédiat
Diffuser le manuel de gestion des équipements post-récolte et appuyer les OPA à l'élaboration de règles de gestion et d'utilisation commune des équipements post-récolte	COPA	Immédiat
Rencontrer l'ONDR et d'autres partenaires pour opérationnaliser les mini-rizeries de Sakassou, Bouaké et Béoumi	UCP	Immédiat
Déplacer la porte des WC de la mini-rizerie de Sakassou vers l'extérieur du bâtiment principal	UCP /CORISAK	Janvier 2017
Equiper toutes les mini-rizeries d'extracteur d'air afin de garantir la santé et la sécurité du personnel	UCP	Mars 2017
Orienter les prestataires d'appui-conseil vers la formation des OPA sur l'utilisation et les techniques post-récolte	CPA	Immédiat
Prendre en compte «l'approche qualité» dans l'appui-conseil aux ESOP et aux CODERIZ	CIDR	Immédiat
Poursuivre les séances des comités locaux de suivi des ESOP pour renforcer le cadre d'échange entre les ESOP, CIDR, les CODERIZ, les actionnaires pour aplanir les incompréhensions et valider le modèle de gestion des mini-rizeries	UGP/CODERIZ ESOP/CIDR	Immédiat
Assister les ESOP pour obtenir du crédit auprès d'IF avec une gestion efficiente des 10 millions de fonds paddy perçus	UCP /CIDR	Immédiat et continu

Appui à la commercialisation du riz: les plateformes départementales

70. La mission note qu'aucune action n'a été entreprise par le projet allant dans le sens de l'appui de six plateformes départementales du riz bien que des recommandations aient été formulées dans ce sens par les missions de supervision précédentes. A date, aucune avancée significative n'a été réalisée pour matérialiser la suggestion initiale de prendre Technoserve pour accompagner cette initiative. Aussi, la mission suggère-t-elle maintenant de diversifier les offres et procéder par appel d'offres restreint notamment en relançant rapidement les discussions avec d'autres partenaires en plus de Technoserve, i.e. le Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles (PARFACI), le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) et le Bureau de Formation Crédit pour le Développement (BFCD).

71. PROPACOM, FairMatch Support et BRASSIVOIRE sont en discussion pour conduire une recherche/action. Il s'agit de définir un «business model» durable et adapté qui permettra aux ESOP de Korhogo, Ferkessedougou et Katiola de vendre une partie de son riz long à la SOVOCIM. Cette dernière la transformera en fines brisures pour les besoins de la Brasserie BRASSIVOIRE. Ce modèle doit permettre également de définir une stratégie d'approvisionnement en intrants.

72. La mission recommande de poursuivre les échanges avec tous les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de cette activité en prenant les dispositions suivantes: (i) une définition claire du rôle de chacune des parties en tenant compte du contrat CIDR/PROPACOM; (ii) une coordination assurée par le PROPACOM; (iii) la réduction de la phase de diagnostic préalable; (iv) un accent particulier sur les actions de recherche de financement, de marché, et de mise en place de l'approche qualité y compris la traçabilité sur l'ensemble de la filière; (v) une action de recherche-développement pragmatique basée sur des résultats concrets. La mission recommande, en outre, une revue du budget qui doit tenir compte: (i) du contrat du CIDR/PROPACOM; (ii) de la coordination qui doit être assurée par le PROPACOM; et (iii) de la mise en place d'un fonds de renforcement du fonds intrants et de test au profit de l'ESOP de Korhogo. Une proposition est jointe en annexe.

Appui à la commercialisation des vivriers (maïs et maraîchers): promotion d'une structure d'appui à la commercialisation

73. La mission a noté les dynamiques en cours ou en préparation pour l'appui à la commercialisation des productions vivrières et elle recommande d'identifier et de se rapprocher effectivement des partenaires impliqués afin d'analyser les possibilités d'intégrer ces dynamiques.

74. Par ailleurs, une étude devrait être commanditée pour comparer les forces et les faiblesses d'un modèle basé sur un opérateur privé (comme proposé par le Bureau de Vente des Producteurs -

BVP) ou celles d'une structure collective de type plateforme (à l'image du modèle soutenu par le BFCD).

75. Enfin, la mission reconduit la recommandation qui avait été précédemment faite s'agissant de CODINORM (Côte d'Ivoire– Normalisation). Ainsi, le PROPACOM devrait chercher à connaître les normes et standards existants sur les produits vivriers et étudier la façon de les promouvoir auprès des producteurs via le système de commercialisation.

Système d'Information sur les Marchés (SIM)

76. Pour des raisons budgétaires et compte tenu de la fiabilité de leur SIM, la mission invite l'UCP à rencontrer rapidement le RONGEAD (Réseau des Organisations Non-Gouvernementales Européennes sur le commerce international, les questions Agro-alimentaires, l'environnement et le Développement) et l'OCPV (Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers) pour mieux connaître le fonctionnement du système dans ses détails, préciser l'offre, vérifier qu'elle couvre les zones et les cultures vivrières du PROPACOM et correspond bien aux besoins des producteurs bénéficiaires.

Recommandations sur la mise en marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Diversifier les offres et procéder par appel d'offres restreint notamment en relançant rapidement les discussions avec d'autres partenaires en plus de Technoserve, i.e. le PARFACI, le CIRES et le BFCD	UGP	Immédiat
Identifier et initier des rencontres avec les structures d'appui à la commercialisation des produits pour des synergies d'action en faveur des OP	UGP	Immédiat
Obtenir de CODINORM et respecter les normes des produits rizicoles et vivriers	UGP/Antenne	Immédiat
Rencontrer RONGEAD/OCPV pour finaliser les conditions de mise en place du SIM	Coordo	Immédiat

Conclusion sur la Valorisation et la mise en marché

77. La mise en œuvre de cette composante a connu des difficultés provenant de la faiblesse des superficies aménagées et l'absence des CTC chargés d'initier les actions dans ce domaine. A cela s'ajoutent les avis de sélection de prestataires souvent rendus infructueux. Toutes les activités post-récoltes ont été programmées pour après la mise en place des aménagements qui n'ont toujours pas toutes été réalisées. Néanmoins, certaines activités, surtout de commercialisation, auraient pu être tenues notamment les mises en relation entre producteurs et clients, tant au niveau local que régional, à partir de l'identification des acteurs intervenant dans les différents maillons des filières promues.

78. L'intégration des OP dans les dynamiques nationales existantes, quoique recommandées par les différentes missions de supervision, est restée sans suite. A défaut de disposer de CTC, le projet gagnerait à orienter les prestataires CTC recrutés vers l'organisation et la tenue de visites d'échanges inter OP, la facilitation de la participation d'OP aux événements régionaux tels que les foires, ces visites ou mises en relation pouvant déboucher sur des liens d'affaires permet aux OPA d'instaurer le dialogue en vue de mieux cerner les conditions de vente (cahier de charge sur la qualité et le prix des produits). L'augmentation des volumes commercialisés stimule et encourage les OPA à plus et mieux produire donc à appliquer les itinéraires techniques de production.

79. L'étuvage de riz est une activité créatrice d'emplois et de revenus et permet de mettre sur le marché et à la disposition du consommateur un produit riche en nutriments. Simple et moins coûteuse, la mise en place d'unité d'étuvage de riz sous forme de micro-projet adossé aux mini-rizeries permettra de rentabiliser les grosses installations tout en offrant des opportunités d'activités génératrices de revenus aux femmes en particulier. C'est un défi que les antennes se doivent de relever en suscitant la demande auprès d'OPA très peu informées sur les opportunités du marché.

Finance rurale

80. En matière de financement rural, le dispositif prévu pour le PROPACOM-Ouest devait être étendu au PROPACOM. Cependant, en raison du démarrage tardif de cette activité et de la proximité de l'achèvement du PROPACOM, le Comité de pilotage (COP) de 2016 a décidé de surseoir à cette activité. Toutefois, la coordination du programme estime que les OPA appuyées par le PROPACOM ont besoin d'une mise en relation avec les Institutions Financières (IF) partenaires dans le cadre de la stratégie de sortie. A ce titre, un certain nombre d'activités sont prévues dans le programme

d'activités 2017. Au nombre de ces activités, on peut citer: la sensibilisation, le recensement des cibles performantes, la mise en relation avec les IF, la mise en œuvre du Mécanisme de partage de risques (MPR) pour faciliter l'accès des OPA au crédit et le suivi du portefeuille.

Organisations Professionnelles Agricoles

81. **Maturité des OPA.** Le principe central de la mise en œuvre du PROPACOM repose sur l'appui à l'autonomisation des OPA pour faire de ces organisations les véritables maîtres d'ouvrage des actions mises en œuvre en faveur des producteurs ruraux. Cette autonomisation passe par l'appui à l'identification et l'exécution de micro-projets, le renforcement des capacités techniques et de gestion des membres, la structuration des organisations, la prise en main de fonctions économiques en faveur des membres (fourniture d'intrants, commercialisation, recherche de marchés, entretien et maintenance des infrastructures et équipements, recherche de financements, etc.).

82. Pour être effective, cette approche doit être mise en œuvre à travers une synchronisation d'actions dont les résultats convergents induisent des effets positifs sur les capacités des OPA. Depuis le début du projet, cette synchronisation logique des interventions n'a malheureusement pas eu lieu et les actions ont été exécutées dans une séquence ne favorisant pas l'accumulation progressive des connaissances et des prises de responsabilités.

83. A titre illustratif, on peut citer le cas des aménagements hydro-agricoles qui auraient dû précéder la livraison des équipements de labour, la formation des OPA à l'entretien et la maintenance des infrastructures, la gestion de l'eau, la mise à disposition des intrants pour la mise en valeur des périmètres, etc. Ces interventions exécutées de manière chronologique auraient eu les effets escomptés sur la vie associative de l'OPA et sur leurs capacités techniques et de gestion. Il est à regretter que cette logique n'ait pas eu lieu comme souhaité. Les aménagements ne sont pour la plupart pas encore réalisés, alors que les équipements de labour sont livrés. Au même moment, les producteurs ont reçu des formations, sous une forme totalement théorique, sur les thèmes généraux de gestion et de vie associative sans que cela ne repose sur du concret.

84. Les thèmes de formation identifiés par les prestataires recrutés par le projet en partenariat avec les OPA ont été effectivement dispensés. Ils ont porté sur les aspects ci-après: i) vie associative, ii) gestion comptable, financière et administrative, iii) techniques de commercialisation, iv) recherche de financement avec les institutions financières, v) lobbying et leadership, vi) esprit entrepreneurial et gestion des affaires, vii) gestion des stocks, viii) mécanisme de reconstitution de fonds, ix) gestion des intrants et du matériel dans une OPA, x) gestion des aménagements hydro-agricoles, xi) gestion des infrastructures marchandes, des équipements de mécanisation et du matériel de valorisation xii) organisation et fonctionnement des comités spécialisés.

85. La participation des bénéficiaires a été très faible, les apprenants ayant trouvé peu d'intérêt pour des formations théoriques non accompagnées de pratiques du fait de la non-exécution et livraison à temps des aménagements et des équipements. Les chiffres suivants illustrent bien ce constat. Au 30/11/2016, le nombre d'exploitants formés était de 6 384 dont 3 677 femmes sur 12 950 prévus (721 dont 178 femmes à Bouaké sur 1 127 ; 2 056 dont 1 346 femmes à Korhogo sur 5 971 et 3 607 dont 2 153 femmes à Bondoukou sur 5 852). Les OPA réclament une reprise des formations estimant, à juste titre, que la récente livraison d'équipements de labour, d'infrastructures de stockage et de mini-rizeries met à leur disposition de véritables supports de formation leur permettant d'assimiler plus aisément les apprentissages.

86. La mission fait remarquer que la non réalisation de ces préalables a privé les OPA de leviers pouvant faciliter/accélérer leur évolution dans la chaîne de structuration et de passage de niveau. Du fait de cette faible évolution des activités, le suivi des OPA et l'évaluation de leur migration d'un niveau à un autre n'ont pas été faciles à réaliser.

87. Toutefois, certaines formations (vie associative, reconstitution des fonds intrants) ont été globalement efficaces car elles ont permis, dans une certaine mesure, d'améliorer l'organisation et le fonctionnement des OPA de base qui disposent désormais d'outils de gestion, d'organes de gestion redynamisés, de comités spécialisés (gestion d'intrants, d'équipements et de commercialisation). Celles-ci ont désormais, grâce à l'appui du projet, une existence légale et disposent pour la plupart de comptes bancaires dans les institutions financières. Elles organisent des réunions de concertation et des assemblées générales pour la plupart sanctionnées de PV. Mais, il faut souligner que l'évolution des OPA est lente et le nombre de celles qui ont migré vers des niveaux supérieurs demeure très limité.

88. **Dynamisation des organes des OPA.** Les exercices d'évaluation montrent un faible taux de passages entre les niveaux. Pour l'ensemble du PROPACOM, sur les 68 OPA sélectionnées en 2013, seules 17 sont passées du niveau 1 à 2 et 8 de 2 à 3 (Antenne de Bouaké, deux OPA sont passées du niveau 1 au niveau 2 et une OPA est passée du niveau 2 au niveau 3). Pour ce qui est des 56 OPA sélectionnées par les CRC de 2014, trois sont passées du niveau 1 au niveau 2 et aucune au niveau 3 (l'appui à la structuration et à la gestion des OPA vient juste de démarrer pour les 13 OPA de l'antenne de Bouaké et le diagnostic est en cours). Aucune OPA n'est passée au niveau 4. Ceci laisse penser qu'à l'achèvement du projet en mars 2018, l'essentiel des OPA seront, tout au plus, au niveau 2 avec très peu de capacités effectives de gestion.

89. Les indicateurs de passage de niveau contenus dans le cadre logique ont peu de chance d'être atteints, à moins d'un effort important de formation et de coaching des OPA par les prestataires durant les 15 derniers mois du projet. Réaliser cet objectif est un gros défi qui pourrait cependant être relevé si: (i) on introduit des éléments spécifiques dans les termes de référence (TDR) devant servir au renouvellement des contrats des prestataires; (ii) l'UCP et les antennes organisent un suivi rapproché du travail des prestataires et (iii) on implique les Directions Régionales (DR) dans la supervision du travail des prestataires avec des cahiers de charge clairs et précis.

90. Quelques éléments autorisant un certain espoir sont néanmoins notés par la mission. En fait, il a été remarqué que les migrations, là où elles ont eu lieu, se sont traduites dans la pratique par une bonne prise de responsabilité par les OPA en matière d'approvisionnement en intrants (paiement différé des fournisseurs, crédits auprès des institutions de microfinance), de commercialisation groupée et de négociation de prix.

91. Ces résultats sont le fruit des appuis apportés par les prestataires de services recrutés pour accompagner les OPA dans le domaine de la formation et de leur structuration.

92. La mission note que certaines formations portant sur la vie associative, la reconstitution des fonds intrants ont été globalement efficaces, car elles ont amélioré l'organisation et le fonctionnement des OPA de base, qui disposent aujourd'hui d'outils et d'organes de gestion redynamisés, de comités spécialisés (gestion d'intrants, d'équipements et de commercialisation). Elles ont une existence légale et disposent pour la plupart de comptes bancaires dans les institutions financières. Elles organisent des réunions de concertation et des assemblées générales sanctionnées par de PV pour la plupart. Il est vrai que les formations ont été rarement synchronisées avec les activités économiques, ce qui a limité leur impact sur les évolutions de maturité des OPA. Du fait de cette lacune, le suivi de ces OPA et l'évaluation de leur migration d'un niveau à un autre n'ont pas été faciles à réaliser.

93. La mission a remarqué que ces migrations, là où elles ont eu lieu, se sont traduites dans la pratique par une certaine prise de responsabilité par les OPA. Ceci est particulièrement remarquable dans le domaine de l'approvisionnement en intrants (collecte des demandes, négociation de paiement différé des fournisseurs, prise de crédits auprès des institutions de microfinance), de commercialisation groupée et de négociation de prix. Les exemples des coopératives CORISAK, SOCOYENI (Société Coopérative Yekignafairai de Nielle Scoopca) et SOCOWADI (Société Coopérative Agricole Walagata de Diawala) présentés plus haut montrent bien la justesse de la stratégie de capacitation et de responsabilisation des OPA afin qu'elles puissent rendre des services économiques à leurs membres. Ces acquis figurent parmi les fondements de la durabilité des interventions. Ils contribuent à ouvrir des pistes pour une stratégie de sortie qui place les OPA au centre du dispositif. Il est vrai que le nombre d'OPA pouvant jouer ces différents rôles reste encore limité.

94. **Reconstitution des fonds intrants.** L'autonomisation des OPA dans ce domaine se fait de manière progressive pour les spéculations appuyées et l'expérience après deux campagnes montre: (i) une acceptation effective du principe de reconstitution par les membres des OPA, (ii) la mise en place au niveau des OPA, de comités de gestions des intrants chargés du recouvrement des créances, (iii) une reconstitution effective des fonds là où le niveau de production (sans aléas climatique) a été satisfaisant et les OPA dynamiques.

95. Les exemples suivants montrent des résultats différents par spéculation, région et niveau de maturité des OPA. A Bouaké par exemple, sur un montant total de 11 968 500 FCFA placés en intrants riz en 2015, la reconstitution a été de 10 723 300 FCFA soit un taux moyen de 89,69%. Pour le maïs par contre, pour la campagne 2014 et dans la même région, le niveau de recouvrement pour quatre OPA en janvier 2016 est de 11,14% seulement alors que pour 2015 et pour la même

spéculation, le taux se situe à 62% pour une campagne de recouvrement encore en cours. Il semblerait que les mauvaises récoltes dues aux aléas climatiques et le faible niveau de maturité des OPA bénéficiaires qui ne réussissent pas systématiquement à bien sensibiliser leurs membres et à gérer le recouvrement seraient en partie responsables des contre-performances constatées.

96. Fort heureusement, des cas de reconstitution totale de fonds intrants et de négociations réussies par certaines OPA en matière d'approvisionnement et de commercialisation groupée montrent une face positive des actions entreprises, notamment pour:

- l'antenne de **Korhogo** avec une reconstitution de 61% sur le programme maïs en 2014 et de 100% en 2015,
- **Bondoukou**, le groupement de femmes de Brovila a pu emblaver 30 ha de maïs après avoir reçu une dotation initiale en intrants en 2015 pour 10 ha de maïs,
- la coopérative CORISAK à **Bouaké**: (i) rend de plus en plus de services à ses membres en leur octroyant des crédits de campagne pour l'acquisition d'intrants, (ii) négocie des contrats d'achats groupés d'intrants avec des firmes et (iii) organise des ventes groupées de riz, ce qui facilite les négociations avec les firmes d'une part, et la récupération des redevances, d'autre part,
- à **Korhogo**, 10 OPA bénéficiaires de microprojets en 2014 ont acquis 90 tonnes d'engrais spécial maïs en 2015 auprès de la représentation de la société YARA (entreprise de production et de commercialisation d'engrais). Les négociations pour cette acquisition d'une valeur de 31 320 000 FCFA et l'obtention d'une réduction de 500 FCFA sur le prix du sac d'engrais ont été réussies grâce: (i) à l'appui de l'antenne du PROPACOM et la structure en charge de l'appui structuration (BFCD); (ii) à la vente groupée de la production dédiée à la reconstitution; (iii) l'élaboration du plan de campagne de l'année au niveau des OPA et, enfin. (iv) l'achat groupé et l'appui de l'antenne.

Recommandation sur la maturité des OPA

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Réévaluer, au cours de l'année 2017 et avec la participation des DR et des antennes, la migration des OPA entre les niveaux et documenter les fonctions économiques assumées avec le changement de niveau	COPA/RSE	Fin 1 ^{er} et 2 ^{ème} semestre 2017
Reprendre dans le mandat des prestataires dans le cadre de la reconduction de leurs contrats, les formations dont les aspects pratiques n'ont pas été diffusés	RPM/COPA	Dès janvier 2017
Reprogrammer en 2017, à la faveur de la livraison des aménagements, équipements et magasins, les formations dispensées antérieurement sur les thèmes liés à l'exploitation, l'entretien des infrastructures et la structuration des OPA	COPA	Dès janvier 2017
Organiser des visites d'échange entre OPA pour favoriser les formations auprès des OPA qui ont développé des compétences sur des thèmes spécifiques	COPA	Immédiat et continu
Organiser, par antenne, des mini-foires où: (i) des expériences et méthodes de travail jugées performantes seront exposées; (ii) des mini-ateliers animés par des OPA et des opérateurs économiques partenaires sur leurs expériences en matière de partenariat (approvisionnement, financement, commercialisation, gestion et reconstitution des fonds intrants et crédits divers seraient présentées)	COPA	Une fois par semestre
Documenter pour les besoins du futur rapport d'achèvement, les expériences réussies par certaines OPA en matière de contractualisation, gestion des fonds intrants, etc.	RSE/COPA	A partir de janvier 2017
Organiser un suivi rapproché du travail des prestataires par l'UCP et les antennes	RSE/CSE	Continu à partir de janvier 2017
Impliquer avec des cahiers de charges clairs et précis, les DR dans la supervision du travail des prestataires dans le domaine de la formation et le coaching des OPA dans la perspective de leur changement de niveau durant 2017	Coordo/COPA/D R	Continu à partir de janvier 2017

Alphabétisation fonctionnelle

97. La mission a pris connaissance des réalisations du programme qui avait été retenu au titre de l'année 2015. Les résultats sont plutôt encourageants car, sur 530 inscrits (142 hommes et 388 femmes) dans 20 centres, on note 348 personnes assidues (78 hommes et 270 femmes) pour un taux de fréquentation de 66%. Ce chiffre est à apprécier en prenant en compte les charges de travail des familles, les activités sociales, etc.

98. La mission de RMP de mai 2016 avait noté un fort engouement pour l'alphabétisation fonctionnelle exprimé par les membres des OPA rencontrées. Elle avait alors recommandé la poursuite de cette activité durant l'année 2017. La mission note que la mise en œuvre de cette recommandation n'en est encore qu'à ces débuts du fait de retards importants dans le lancement de la procédure de passation de marchés pour le recrutement des prestataires et l'établissement du protocole d'accord avec la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) pour la supervision des activités. La présente mission note que pour ce qui concerne l'antenne de Bouaké, le DAO en est au stade de validation par la Direction Régionale des Marchés Publics (DRMP) de Bouaké et ultérieurement de Demande d'avis de non objection (DANO) au FIDA. Ce retard difficilement explicable risque de plomber l'exécution de l'activité. Vu les délais de passation de marché qui pourraient encore prendre quatre mois, les prestataires à recruter ne pourront pas être en activité avant la fin mars 2017(hypothèse optimiste).

99. La supervision des formations devant être assurée par la DAENF, la mission suggère au projet, pour éviter d'autres retards dans le processus de contractualisation avec la DAENF, d'explorer la possibilité de passer plutôt un contrat direct avec elle sur la base de cahier de charges à respecter. Ce mode de contractualisation dispense des formalités de numérotation par la DMP et d'autorisation et approbation par le Ministre en charge des Marchés Publics.

100. Le programme d'alphabétisation vise en 2017 un objectif de couverture de 21 OPA pour 525 personnes à former dans 21 centres sur une durée de six mois. La désagrégation par sexe ne sera connue que lorsque le programme sera effectif. En attendant, le projet a fixé un taux minimum de 40% de participation féminine.

101. La mission est en faveur de la poursuite de cette activité. Mais elle insiste sur la nécessité d'une accélération du processus, d'un suivi rapproché du dossier voire l'étude de la faisabilité de la désignation d'un leader thématique au niveau du projet. Celui-ci prendrait en charge la gestion et le suivi du dossier sur l'alphabétisation.

Recommandation sur l'alphabétisation fonctionnelle

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Signer un cahier de charge avec la DAENF en vue de la supervision de la formation en alphabétisation fonctionnelle dans les trois antennes du projet	RPM/Coordo	Dès janvier 2017
Anticiper sur les échanges préparatoires avec la DAENF en attendant les coûts des contrats d'alphabétisation avec les prestataires à recruter	RPM	Dès janvier 2017
Faire un suivi régulier de l'implication des antennes dans la mise en œuvre de l'activité	Coordo	Continu à partir du début de l'activité
Evaluer la faisabilité de la désignation, au sein du projet, d'un leader thématique (un des cinq COPA) qui serait responsable de la gestion et du suivi des activités d'alphabétisation	Coordo	Dès janvier 2017

Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

102. **Unité de Coordination du Projet et les différentes antennes** L'UCP, en tant qu'organe de coordination et de suivi quotidien de la mise en œuvre du projet, a un rôle crucial dans l'atteinte des objectifs de développement du projet. Elle ne réussira cependant cette mission que si des efforts sont faits dans les domaines indiqués ci-après et qui ont fait l'objet d'une discussion spécifique entre la mission et le personnel à la tête de l'UCP:

- la tenue de réunions régulières de l'équipe au siège comme dans les antennes et entre les deux, telle que préconisée par les précédentes missions de supervision, est plus que jamais indispensable pour accélérer la mise en œuvre du projet. Ce type de réunions a permis de

préparer et de faire adopter le PTBA 2016 révisé et de préparer le PTBA de clôture 2017-2018. Ces réunions devront être plus régulières afin de renforcer l'esprit d'équipe, la solidarité interne et l'efficacité des équipes par un suivi très étroit de la part de la coordination du projet et des chefs d'antennes, par un décloisonnement des équipes et par le renforcement de la concertation et de la communication au sein du projet. Cela permettra également de créer des synergies et de prendre collectivement des décisions destinées à accélérer la mise en œuvre du projet,

- il faut également que l'UCP: (i) utilise avec beaucoup plus d'efficacité encore le cadre logique comme outil de gestion et (ii) soit par conséquent guidée par l'atteinte des objectifs de développement et ne vise pas uniquement la réalisation des activités,
- les activités sont nombreuses dans le PTBA d'achèvement de 15 mois (2017-2018) qui a été soumis pour approbation au FIDA. Par conséquent, l'UCP devra organiser un atelier/ retraite pour les classer par ordre de priorité en fonction des objectifs de développement visés par le projet dans le peu de temps restant. Lors de la réunion de restitution d'ailleurs, la DGPSP a décidé de procéder à une revue détaillée du PTBA d'achèvement avant de le soumettre de nouveau à la non-objection du FIDA,
- le coaching et la supervision rapprochée de l'UCP par l'organe de tutelle (DGPSP) et la représentation locale du FIDA devront être intensifiées et faire l'objet de rapports réguliers et de missions de terrain plus fréquentes,
- une meilleure facilitation des réunions du comité ad hoc par la soumission régulière de rapports mensuels de l'UCP,
- l'élaboration d'un tableau de bord pour le suivi rapproché du projet par l'UCP,
- comme lors de la fin du PRAREP, il faut éviter que l'UCP ne se concentre trop sur le PROPACOM au détriment du PROPACOM Ouest. Il est donc nécessaire d'équilibrer les efforts de suivi des deux projets.

Orientation et Pilotage du projet

103. **Comité ad hoc d'appui technique à l'UCP.** Ce Comité est chargé de prendre les mesures appropriées pour une bonne exécution du projet. Le comité ad hoc s'est réuni régulièrement et a contribué à dénouer plusieurs difficultés au niveau du projet (ex des aménagements confiés au BNETD).

104. La qualité de l'assistance technique que cette cellule apporte au projet ne sera améliorée que si: (i) des réunions régulières sont tenues; et que (ii) les recommandations de ce comité sont effectivement suivies d'effet. Il est recommandé à la DGPSP du MINADER que, tout en évitant d'aller jusqu'à s'immiscer dans la gestion quotidienne de l'UCP, elle assure un suivi plus rapproché des activités du projet et continue de lui apporter tout le soutien possible (tel que fait récemment pour la saisie des données comptables).

105. **Cadres Régionaux de Concertation (CRC).** Dans toutes les antennes régionales du projet, les CRC se sont réunis deux fois au cours de l'année 2016. Seule l'antenne de Bouaké a tenu une session extraordinaire du CRC en mars 2016 au cours laquelle un total de 13 microprojets a été sélectionné.

106. **Comité d'Orientation et de Pilotage (COP).** Le COP est l'organe consultatif et de bonne gouvernance. Il est chargé de la supervision, de l'orientation et de la bonne exécution des projets en veillant au respect des objectifs et de la stratégie de l'intervention des projets et en s'assurant de la cohérence des interventions avec les politiques nationales et les autres projets en cours. Dans ce cadre le COP s'est régulièrement réuni en 2016; ce qui a permis de valider les différents PTBA et de suivre le projet dans son exécution. Le COP commun au PROPACOM et au PROPACOM-Ouest a tenu des sessions ordinaires respectivement les 13/07/16 et 03/11/16 à Bouaké. Ces sessions ont eu à examiner et approuver le PTBA 2016 révisé et le PTBA 2017-2018 du PROPACOM et les PTBA 2016 révisé et 2017 du PROPACOM Ouest.

Recommandation sur la Coordination et Gestion

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre toutes les mesures d'amélioration de la coordination discutées par la mission et la direction de l'UCP cf. para 102 du présent rapport	DGPSP / FIDA	Continu
Organiser très rapidement, avec l'appui d'un facilitateur (DGPSP et/ou Consultant externe) une retraite pour revoir et classer par ordre de priorité les activités prévues dans le PTBA 2017/2018	UCP / DGPSP	Immédiat
Assurer un suivi régulier et rapproché des dossiers auprès du FIDA, du Ministère du budget, de la DRMP et de la Préfecture	Coordo / RMP	Immédiat et continu
Prendre les dispositions nécessaires pour l'analyse et le jugement des offres dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables ² (marchés de travaux et fournitures) afin d'accélérer au maximum les travaux de la Commission interne, de la COPE et de la COJO	RMP/Coordo	Dès le dépôt des offres

Appui du MINADER au projet

107. Le MINADER assure la tutelle technique du PROPACOM. A ce titre, il apporte au projet différents appuis concernant surtout le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du projet à travers la DEP. En 2016, la DEP a effectué les deux missions. Ces missions ont permis d'alerter le Ministère sur l'état de fonctionnement et les blocages au niveau général du projet notamment le manque d'un bon suivi des activités de terrain, les attaques des cultures par les chenilles, etc.

108. Parmi les autres appuis de l'organe de tutelle, on notera que: (i) face aux lenteurs dans les dossiers de passation de marché le projet a bénéficié d'un appui du Ministère à travers la Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP); (ii) pour accélérer le paiement des fournisseurs avec la charge de travail devenue grande pour l'assistant comptable seul (avec le démarrage du PROPACOM Ouest), le Ministère a envoyé un comptable pour aider l'assistant comptable en attendant qu'un recrutement soit effectué; (iii) pour faciliter le démarrage des activités à l'ouest, le Ministère à travers les DRA a mis à la disposition des antennes de Man et de Séguéla des bureaux et le premier matériel bureautique. A cela il faut ajouter l'attribution de parcelle pour la construction des nouveaux bureaux des antennes de l'ouest; (iv) la Direction de la Maitrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations (DMEME) a eu à intervenir dans le cadre des aménagements (Kpato) et sera certainement sollicitée pour le suivi des travaux d'aménagement.

Suivi-Evaluation

109. **Renforcement des capacités.** C'est en août et septembre 2016 que l'UCP a bénéficié d'une assistance technique pour renforcer ses capacités en matière de gestion axée sur les résultats, planification, suivi-évaluation et travail en équipe. Ainsi, deux consultants internationaux ont animé des sessions de formation spécifiques et personnalisées au profit de l'UCP et des antennes régionales. Ces sessions ont pris en compte le stade d'exécution de chaque projet et les compétences individuelles du personnel.

110. Les résultats attendus de cet appui technique étaient notamment de: (i) réviser le cadre logique du PROPACOM; (ii) développer un outil de suivi et d'analyse des microprojets; (iii) une méthode de calcul des taux d'exécution physique à l'échelle du PTBA et du projet arrêtée.

111. A l'issue de ces appuis techniques, les outils du dispositif de planification et de Suivi-Evaluation (S&E) ont été revus, nuancés et/ou harmonisés pour tenir compte des spécificités de chaque projet (PROPACOM et PROPACOM-Ouest). Concernant la planification, le cadre logique et le cadre de mesure du rendement du projet, ils ont tous été revus et des indicateurs plus réalistes à collecter ont été proposés.

112. Les réflexions autour de l'outil de suivi et d'analyse des microprojets, prévu initialement sous Excel, ont servi d'étape préparatoire à l'actualisation de l'application informatique de S&E démarrée en septembre 2016. Quant au calcul des taux d'exécution physique, les présentations et débats

² Cette recommandation est possible pour les fournitures et les travaux dont les ouvertures d'offres se font en une seule étape. En ce qui concerne les consultants, les ouvertures se font en 2 étapes: i) offres techniques ouvertes puis évaluées; ii) ensuite offres financières ouvertes et évaluées, (iii) puis combinaison offres techniques et financières et jugement. Entre les étapes i) et ii) il faut observer 10 jours aux soumissionnaires pour formuler des réserves éventuelles ou réclamations sur les résultats de l'évaluation des offres techniques. En somme, pour les consultants, il faut prévoir **au moins 20 jours ouvrables**

prévus à ce sujet n'ont plus constitué un objectif en tant que tel dans la mesure où l'équipe du projet serait en préparation d'une proposition méthodologique qui sera soumise à l'équipe du bureau FIDA à Abidjan. Dans une optique de partage de connaissances et de bonnes pratiques sur le mode de calcul des taux d'exécutions physiques, la mission a suggéré au Responsable Suivi Evaluation (RSE) du PROPACOM de rentrer en contact avec le RSE du Neer-Tamba au Burkina Faso pour s'inspirer de la méthodologie de calcul adoptée par ledit projet. Une fois la note méthodologique arrêtée avec l'appui de l'équipe technique du FIDA à Abidjan, elle sera revue et approuvée par le MINADER puis fera l'objet d'une DANO formelle auprès du FIDA.

113. En conclusion à la mission d'appui, toute une série de recommandations a été proposée par les deux consultants internationaux. Celles-ci ont été intégrées au présent rapport dans les sections relatives au S&E.

114. **Révision du cadre logique et des cibles du projet.** Avec l'appui d'un consultant international, le cadre logique du projet a été revu pour une meilleure prise en compte du genre et une meilleure articulation entre les niveaux produits, effets et impacts. Les sources de vérification ont également été passées en revue et actualisées.

115. Ainsi, certains indicateurs ont été reformulés pour en clarifier le libellé et en faciliter la compréhension, le mode de collecte et de calcul. D'autres indicateurs qui n'étaient pas pris en compte jusque-là (retenus comme essentiels au suivi des résultats du projet par le consultant) ont également été proposés. Enfin, l'ensemble des indicateurs a été resitué au sein de la structure du cadre logique sur la base de leur nature (produits, effets, impacts) dans la chaîne de résultats.

116. Faisant suite à la mission de RMP, cette révision en profondeur du cadre logique se doit encore d'être finalisée avec l'aide du bureau FIDA à Abidjan puis soumise pour approbation formelle au MINADER et au FIDA. Conjointement à cette finalisation, il convient de recruter un prestataire pour réaliser les enquêtes et sondages nécessaires aux renseignements de certains indicateurs d'effet.

117. Enfin, la mission recommande de prévoir en complément au manuel de S&E (sous forme d'addendum), la mise à jour des fiches de présentations des indicateurs afin de refléter la révision du cadre logique.

118. **Cadre de mesure du rendement (CMR).** Le reformatage de l'application informatique du Système de Suivi-Evaluation (SSE) a pris en compte l'harmonisation de la collecte des indicateurs issus de plusieurs cadres de résultats contractuels (cadre logique, Système de Gestion des Résultats et de l'Impact-SYGRI, Plan National d'Investissement Agricole-PNIA, Country Strategy and Opportunities Paper-COSOP) que le projet est tenu de renseigner. Après collecte et calcul, l'application informatique renseigne automatiquement en une seule fois, dans leur cadre de résultats respectifs, tous les indicateurs "apparentés" mais provenant de différentes sources.

119. De cette façon, une correspondance évidente est établie entre indicateurs SYGRI et ceux du cadre logique. De plus, pour chaque indicateur d'un niveau donné pour un cadre de résultats donné (SYGRI en particulier), il est possible de regrouper les indicateurs à partir desquels il est renseigné (par enquête, ratio, somme, etc.).

120. **Rapportage et suivi des activités sur le terrain.** Le dispositif de suivi et les exercices de collecte de données dépendant fortement des prestataires de service (appui conseil agricole et appui à la structuration des OP), la mission a constaté une sérieuse défaillance au sein du SSE. En effet, l'accès aux données relatives aux activités d'appui matériel aux OP n'est pas immédiat. Cela est dû en partie à la situation transitoire pour certains prestataires (tel que l'ANADER- Agence Nationale d'Appui au Développement Rural) qui auraient commencé la mise en œuvre avant que la convention ne soit signée en préfinançant les activités du projet sans, à date, aucune garantie formelle d'être remboursé.

121. De plus, il a été relevé que même lorsque les contrats de prestation sont signés, les délais de remontée de l'information sont longs avec parfois des retards importants. Il est dès lors recommandé qu'à l'occasion des rencontres mensuelles (contractuelles) entre les antennes et les prestataires, la collecte (le cas échéant) ou la vérification des données de réalisation collectées auprès des OP, se fasse systématiquement et que ces rencontres soient sanctionnées d'un PV à remonter à l'UCP. Par ailleurs, le circuit de collecte et de traitement des données a été clarifié avec une meilleure précision et répartition des rôles et responsabilités entre l'UCP et les antennes. L'actualisation du manuel de

S&E et les appuis techniques fournis au service S&E ont permis l'atteinte d'une compréhension harmonisée du dispositif du S&E du projet à tous les niveaux d'exécution.

122. Comme cela a été suggéré lors de la RMP et en conséquence à l'appui technique des consultants internationaux, l'application du SSE propose à présent une organisation plus efficace du dispositif, respectant les principes de subsidiarité entre les niveaux et d'harmonisation / intégration des outils utilisés au sein du projet. Ainsi, les Chargés de suivi-évaluation (CSE) vérifient, compilent et saisissent des données relatives à l'exécution des tâches et des activités (indicateurs d'activités et de produits). Le RSE est tenu ensuite d'assurer la cohérence des données saisies et contenues dans les outils de programmation (PTBA, marchés/contrats, etc.).

123. Les CSE des antennes restent en première ligne de responsabilité quant au contrôle de qualité du rapportage des prestataires et le traitement plus poussé des données pour sortir des éléments d'analyse de l'activité du projet dans leurs zones respectives. La mission a cependant constaté que les données partagées au niveau UCP ou au niveau antennes différaient, illustrant ainsi une communication défailante malgré les différents appuis et formations dont les cadres du projet ont pu bénéficier. Une rigueur tant au niveau de la collecte qu'au niveau de la remontée des informations reste indispensable pour un SSE efficace et pertinent.

124. Ainsi et malgré les nombreuses recommandations des différentes missions de supervision depuis le démarrage du PROPACOM, il a été à nouveau constaté qu'une dynamique d'équipe (technique, financière, décentralisée au niveau des antennes, bénéficiaires et prestataires), pourtant nécessaire à la collecte des données et des informations, fait encore défaut. Il n'y a aucun doute que, en dépit de l'exhaustivité du manuel de S&E l'absence d'un travail collectif et complémentaire empêchera de déboucher sur un SSE fiable et complet. A ce stade d'exécution du PROPACOM, il est primordial qu'une culture de partage et de complémentarité des responsabilités s'impose au risque d'une inefficacité du principal cadre de mesure d'atteinte des résultats du projet. La mission exhorte donc la coordination du projet à faire respecter ce principe en l'insérant dans les fiches d'évaluation des cadres de l'UCP et des antennes après s'être assurée de façon individuelle d'une bonne compréhension des enjeux de ce travail d'équipe.

125. **Suivi de la mise en œuvre de l'approche microprojets.** Concernant l'approche "microprojets", les trois outils-clé ont été mis en place avec l'appui d'un consultant international, à savoir: le registre des demandes, le registre des microprojets et la base de données de suivi et de gestion des microprojets.

126. Un chronogramme a été associé à chaque microprojet. Il pourra également servir lors de l'élaboration des PTBA (ou justifier une actualisation du PTBA en cours) et il permet d'intégrer le microprojet dans le tableau de bord de mise en œuvre du projet. Ce chronogramme permet ainsi à l'équipe projet et aux bénéficiaires de mieux appréhender le processus d'exécution du microprojet, le phasage des activités et des interventions des prestataires. Le suivi de la mise en œuvre de l'approche microprojets a été pris en compte dans l'application informatique du SSE reformatée à cet effet.

127. **Plateforme du SSE.** L'application du S&E telle qu'elle était conçue avant l'appui technique de septembre/août 2016 ne permettait pas d'assurer un suivi détaillé des microprojets (nature précise des activités, niveau d'exécution physique et financier).

128. L'application informatique du SSE a ainsi été reformatée pour permettre de faire évoluer la base de données intégrées et assurer la programmation et le suivi des réalisations physiques. La plateforme pourra ainsi servir à la préparation des PTBA et au suivi de leur exécution tout en permettant de présenter l'avancement de chaque microprojet pris individuellement ou regroupé par filière, par antenne, par OPA ou par CRC.

129. Avec l'appui du RSE (administrateur principal de la plateforme), le consultant en charge de la réorganisation de la plateforme du SSE a assuré la formation des CSE des antennes régionales (administrateurs délégués), du comptable et du Responsable de la Passation des Marchés (RPM). Le RSE et les CSE se sont engagés à répliquer la formation reçue aux autres cadres du projet ainsi qu'à formaliser les rôles et responsabilités en matière d'alimentation du Registre et de la Base de Données entre COPA, CSE et CAFM (Chargé Administratif Financier et Marchés) au travers d'une note interne du projet rédigée par la Coordinatrice.

130. L'ensemble des outils du SSE reformatés permettra, dès que la base de données sera complètement renseignée, de générer et d'obtenir des informations suffisamment détaillées par antenne, par localité, par nature d'appui, par filière/maillon et par année sur les OPA (répertoire, évolution du niveau de maturité, fonctionnalité), les demandes (statistiques dynamiques sur la nature et les quantités des appuis), les microprojets (instruction, montage, approbation, suivi, gestion, résultats, etc.). Cependant, l'équipe de S&E en est encore à l'étape de saisie des données et de synchronisation manuelle des bases de données de la précédente plateforme. A cette étape de l'exécution du projet (et à 15 mois de son achèvement), il est fondamental que cet exercice de saisie se termine dans les meilleurs délais afin de se focaliser sur la mise à jour des informations relatives aux microprojets qui seront exécutés en 2017 et de l'utilisation du SSE pour renseigner les études d'effets et d'impacts à débiter durant le second semestre de 2017, en vue de la mission de revue d'achèvement.

131. Aussi et afin d'assurer une mise à jour rigoureuse de la plateforme, la mission recommande-t-elle aux antennes, lors des réunions de coordination du PROPACOM ainsi qu'à l'occasion des missions de supervision du MINADER et du FIDA, de présenter leurs résultats en temps réel et en ligne à partir des données enregistrées sur la plateforme informatique.

132. La diffusion du manuel du système informatisé de S&E et la mise en place de formations à destination des différents usagers (MINADER, FIDA, partenaires, etc.) restent indispensables pour rendre cet outil véritablement opérationnel et pour clarifier formellement les rôles et responsabilités des différentes personnes habilitées à alimenter le système.

133. **Tableau de bord.** Cet outil de planification pluriannuelle des activités n'a toujours pas été actualisé sur la base des réalisations effectives et des nouvelles planifications. La mission réitère l'importance d'un tel tableau de bord qui permettrait de mieux intégrer les programmations annuelles entre elles et surtout d'inscrire les microprojets, et les marchés qui en découlent, dans un cadre unique de programmation pluriannuelle qui faciliterait la gestion globale du projet.

134. **Suivi des indicateurs.** Les indicateurs-clé du cadre logique sont renseignés notamment pour les produits et les impacts. Concernant les indicateurs de produits du cadre logique et du SYGRI (1^{er} niveau), ils sont renseignés régulièrement à partir des fiches de collectes de données remontées par les prestataires au travers des antennes régionales. Pour l'impact, les indicateurs ont été renseignés à partir des deux enquêtes SYGRI déjà réalisées au démarrage du projet en 2014 et à mi-parcours en 2016.

135. Quant aux effets, aucune enquête n'a été organisée pour collecter les données sur l'efficacité et la durabilité des appuis fournis aux OPA par le projet. Il en est de même pour l'autoévaluation par les OPA pour mesurer les effets du projet. Les retards dans le processus de passation des marchés et la défaillance des titulaires de ces marchés (fournisseurs, entreprises de travaux, bureaux d'étude, etc.) n'ont pas permis de satisfaire sur une période acceptable les demandes des OPA. De plus, les résultats ne sont comptabilisés que lorsque l'activité est totalement achevée (travaux et équipement réceptionnés et mis en exploitation, renouvelés, etc.). Malgré ces retards, au 31/10/16, la quasi-totalité des appuis sont presque complets pour bon nombre d'OPA et devraient pouvoir être évalués (au niveau des effets) à partir de 2017.

Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Elaborer, en s'inspirant des bonnes pratiques du projet Neer-Tamba, une note méthodologique sur le calcul des taux d'exécution physique à soumettre au MINADER pour approbation et au FIDA pour non-objection	Coordo., RSE, CSE	15 janvier 2017
Finaliser la revue approfondie du cadre logique et de ses indicateurs avant soumission au MINADER et à l'ANO du FIDA	RSE, CSE	Juste après la prochaine COP (pour la soumission de l'ANO)
Recruter un prestataire pour réaliser les enquêtes et sondages nécessaires aux renseignements de certains indicateurs d'effet	RSE	Immédiat
Rédiger un PV comprenant les données de réalisations physiques des activités de support aux OP lors des rencontres mensuelles antennes/prestataires et le faire remonter à l'UCP	CSE, COPA	Immédiat et continu
Tenir des discussions individuelles avec les cadres du projet lors des prochaines séances d'évaluation de leurs performances et insérer dans	Coordonnatrice	A l'évaluation des performances du

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
les fiches personnelles des responsabilités relatives au S&E		personnel pour 2016 et préparation des objectifs de 2017
Répliquer la formation sur la plateforme informatisée du SSE aux cadres du projet et formaliser les rôles et responsabilités en matière d'alimentation du Registre et de la Base de Données entre COPA, CSE et CAFM dans une note interne du projet	Coordo, RSE, CSE	15 janvier 2017
Terminer la saisie des données et la synchronisation des bases de données de l'ancienne à la nouvelle plateforme informatique afin de la rendre pleinement fonctionnelle	RSE, CSE	31 janvier 2017
Présenter les résultats en temps réel et en ligne à partir des données enregistrées sur la plateforme informatique lors des missions de coordination/supervision	COPA, CSE	Immédiat
Organiser la formation des différents utilisateurs de la plateforme informatique de S&E (MINADER, FIDA, partenaires) et clarifier les rôles et responsabilités de chacun dans l'alimentation de la base de données	Coordo, RSE	15 février 2017
Produire et utiliser le tableau de bord pour assurer la planification pluriannuelle du projet	Coordo, RSE	Immédiat, de façon concomitante avec la préparation du PTBA 2017 et continu

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Ciblage des OPA bénéficiaires

136. La méthode de ciblage adoptée dans ce projet permet désormais de sélectionner les OPA³ sur la base des critères suivants: (i) se situer dans la zone d'intervention du projet; (ii) développer des actions correspondant aux domaines d'intervention du projet; (iii) avoir une expérience de deux ans au minimum; et (iv) compter au moins 30 % de femmes parmi ses membres.

137. Depuis 2013, suite aux campagnes d'information/sensibilisation organisées par le projet, ce sont 124 OPA qui ont été sélectionnées. Toutes les trois antennes ont tenu les deux sessions annuelles de CRC prévues. A travers l'appui à ces 124 premières OPA, le projet se proposait de toucher 16 795 bénéficiaires (répartis comme suit : 3 003 à Bouaké dont 1 288 femmes, 7 911 à Bondoukou dont 3 707 femmes et 5 881 à Korhogo dont 3 359 femmes). Malheureusement, à cause du retard pris dans la réalisation des aménagements, les activités rizicoles et de maraîchage tardent à démarrer de manière significative; ce qui a limité le nombre de producteurs bénéficiaires d'appui dans ces domaines. Les activités de maraîchage également ne démarrent que timidement.

138. **Cohérence entre PTBA et exécution.** La structure du PTBA est conforme aux spécificités requises pour ce type d'outil, elle permet d'assurer la programmation et le suivi de l'exécution technique et financière dans un tableau unique sur Excel. Les données de ce fichier ont été formatées dans l'application informatique de S&E. Le tableau est correctement rempli et l'on peut en tirer différents types d'extraits en fonction des besoins. Globalement, le niveau de réalisation des produits est très en deçà de ce que l'on pourrait attendre d'un projet à la fin de sa cinquième année d'exécution (exécution de moins de 50% du PTBA révisé de 2016). Les taux de réalisation physique et financière cumulée comme ceux portant sur le PTBA 2016 sont faibles (cf. chapitres B et E).

139. Les membres de la mission sont d'avis que l'UCP devra réviser le PTBA de clôture (janvier 2017 à mars 2018) qui est actuellement dans le processus de finalisation et d'approbation. Il faut en effet que le coût total des activités contenues dans ce PTBA ne dépasse pas le reliquat des fonds disponibles (cf. para 144-145 et 161) et l'UCP doit éviter d'y inclure un nombre trop élevé d'activités à réaliser. La mission a recommandé une retraite pour rationaliser le contenu de ce PTBA, identifier les activités à retenir en priorité et enfin procéder à la répartition/ ventilation par antennes avec toutes les personnes concernées, avant de présenter le résultat de ce travail de priorisation au MINADER pour approbation).

³Mécanisme transitoire de sélection des microprojets (élaboré par le PROPACOM en fin 2013)

E. Gestion fiduciaire

140. **Appréciation d'ensemble.** Le projet compte à date un effectif de 45 agents qui va être porté à terme à 48. Il a enregistré dans la période revue trois départs dont deux décès et une démission. Le montant des salaires et indemnités mobilisé sur les ressources du FIDA s'établit à 285 352 916 FCFA au 30/11/16 et le taux de décaissement réel sur la dotation réallouée de la catégorie V du Don à la même date ressort à 49,8%.

141. Le PTBA 2016 révisé se chiffre à 3 878 264 131 FCFA, soit une hausse de 15% par rapport au 30/04/16 imputable à l'augmentation du budget des aménagements hydro-agricoles. Le taux d'exécution financière au 30/11/16 s'établit à 39% en hausse de 15 points par rapport au 30/04/16 mais reste faible à un mois de la fin de l'exercice.

142. Le taux de décaissement global des bailleurs au 30.11.16 se chiffre à 45,8% avec une faible performance financière de l'Etat (33%) et des Bénéficiaires (4,8%). Le taux de décaissement réel sur le Don FIDA s'évalue à 53,6% et passe à 58% en y ajoutant les DRF pendantes.

143. Des tensions de trésorerie sont perceptibles et liées à l'absence de plan de trésorerie et à une organisation comptable non efficiente.

144. Les engagements globaux du projet sur les ressources du Don se chiffrent au 30/11/2016 à 8 917 774 DTS soit 62% des ressources du Don. D'où un montant disponible pour de nouveaux engagements sur les ressources du Don estimé au 30/11/2016 à 5 582 225 DTS.

145. Les dépenses prévisionnelles pour la période restant à courir jusqu'à l'achèvement du projet s'estiment à 6 546 772 DTS. Le rapprochement avec les ressources disponibles pour de nouveaux engagements fait ressortir un déficit de ressources de 964 547 DTS qui appelle un ajustement de 15% du budget 2017/18.

Gestion du personnel

146. **Effectif et rémunérations.** L'effectif du PROPACOM compte à date 45 agents dont 37 pris en charge sur les ressources du FIDA et 8 agents sur les fonds du Trésor (trois contractuels de l'Agence comptable et cinq agents de bureau). La mission note que l'état du personnel est à jour.

147. Par rapport aux mouvements de personnel, le recrutement du Chargé de Production Agricole-(CPA) de l'antenne de Bondoukou est effectif depuis aout 2016. Le projet a enregistré les décès du Chef d'antenne de Korhogo et d'un chauffeur de l'antenne de Bouaké ainsi que la démission d'un chauffeur de l'UCP. Par ailleurs, le projet prévoit de recruter une technicienne de surface et de procéder au remplacement du Chef d'antenne de Korhogo pris en charge tous les deux sur les ressources du Don. S'y ajoute, le recrutement du reprographe pris en charge par la Contrepartie. A terme, l'effectif total projeté se chiffre à 48.

148. La mission de RMP avait recommandé de recruter avant le 15/07/16, trois agents chargés de la transformation et de la commercialisation (CTC) avec un statut de consultant. A date, le processus a démarré mais n'est pas achevé (projets de TDR en cours de validation). **La mission recommande** d'accélérer le recrutement des CTC et le remplacement du Chef d'antenne de Korhogo pour une mise en place effective au plus tard en fin février 2017.

149. Le personnel dispose de contrats type CDD (durée déterminée) d'une durée d'un an renouvelable sur la base d'une évaluation annuelle des performances. Le calendrier des évaluations de performance 2016 prévoit la fin des évaluations au 23/12/16 à l'issue de laquelle un rapport complet sera soumis au MINADER pour validation avant sa transmission au FIDA. La mission a noté que les résultats de l'évaluation de 2015 n'ont pas encore été transmis au FIDA.

150. Au 30/11/2016, le montant des salaires et indemnités, y compris les frais de mission, mobilisé sur les ressources du FIDA sur l'exercice 2016 s'établit à 285 352 916 FCFA. Le taux de décaissement réel sur la dotation réallouée de la catégorie V du Don à la même date ressort à 49,8%. En y ajoutant la Demande de retrait de fonds-DRF 24 (salaires exclusivement) en instance de 238 728 DTS, le taux de décaissement s'établit à 66%.

Gestion budgétaire

151. **PTBA 2016 révisé.** Le PTBA a été validé par le COP le 29/06/16, envoyé au FIDA le 11/07/16 et approuvé par celui-ci le 22/07/16 (ANO n°144). Il se chiffre à 3 878 264 131 FCFA en hausse relative de 15%. Cette hausse est imputable principalement à la sous composante-«Aménagements hydro-agricoles» qui a augmenté de 43%.

152. En termes de réalisations financières, le taux d'exécution au 30/11/16 s'établit à 39% contre un taux de 14% au 30/04/16. On note que le taux a plus que doublé dans la période mais demeure inférieur à 50% d'exécution à un mois de la fin de l'exercice. Cette contreperformance s'explique en grande partie par le poids prépondérant et le faible taux d'exécution de la sous composante-«Aménagements hydro-agricoles» qui ressortent respectivement à 48% et 13%.

153. Les taux par bailleurs s'établissent comme suit: Bénéficiaires 205%; Etat 104%; FIDA 33%. L'importance des taux des Bénéficiaires et de l'Etat s'explique par la sous-évaluation des prévisions de contribution de ces bailleurs. La forte contribution des Bénéficiaires est imputable à l'apport de 5% exigible sur l'acquisition des motoculteurs et batteuses vanneuses avant leur livraison.

154. **Suivi budgétaire au niveau des antennes.** La mission a noté que les Chargés Administratifs Financiers et Marchés-CAFM ne sont pas en mesure de faire le suivi budgétaire de leurs antennes car ils ne disposent pas de budgets approuvés par antennes (seul est mis à disposition le budget global approuvé). Cette situation découle du fait que les PTBA ne font pas l'objet d'un partage et d'une répartition après leur approbation. **La mission recommande** que le budget 2017/18 approuvé fasse l'objet d'un partage et d'une ventilation par antennes en atelier avec toutes les personnes concernées.

Gestion financière et décaissements

155. **Décaissements/bailleurs.** Le coût total du projet dans le Document de conception du projet (DCP) est de 28 680 400 USD dont: 22 213 916 USD/Don FIDA ; 5 410 000 USD/Etat et 1 056 500 USD/ Bénéficiaires.

156. Au 30/11/2016, le montant total décaissé sur les obligations de financement des bailleurs est de 13 156 400 USD soit un taux de décaissement global de 45,8% en hausse de 4 points par rapport au même taux au 30/04/2016. Les décaissements par bailleur en valeur absolue et relative sont respectivement de : i) FIDA/11 325 200 USD (51%); Etat/ 1 780 500 USD (33%) et Bénéficiaires/ 50 700 USD (4,8%).

157. La très faible performance des Bénéficiaires et de l'Etat à 15 mois de la date d'achèvement du projet est à relever.

158. **Décaissements Don FIDA.** Au 30/11/2016, les décaissements du projet sur les ressources du Don en prenant en compte l'avance initiale s'élèvent à 7 776 036 DTS (DRF 1 à 22), soit un taux de décaissement réel de 53,6%.

159. La DRF 23 (393 193 DTS) a été transmise au FIDA et est en attente de paiement. La DRF 24 (238 728 DTS) est en cours de validation au niveau de la tutelle administrative. En prenant en compte ces DRF, le taux de décaissement du projet s'établit à 58%.

160. **Exécution Financière sur le Don FIDA.** L'état des dépenses effectives sur le **Don FIDA** au 30/11/2016 se chiffre à 8 614 758 DTS soit un taux d'exécution financière de 59% du montant du Don.

161. **Engagements sur les ressources du Don FIDA.** Les engagements globaux du projet sur les ressources du Don se chiffrent au 30/11/2016 à 8 917 774 DTS soit 62% des ressources du Don. Parmi les engagements à solder, figurent les dettes fournisseurs partenaires et fournisseurs divers pour 303 016 DTS. Le montant disponible pour de nouveaux engagements sur les ressources du Don s'élève au 30/11/2016 à 5 582 225 DTS.

162. **Plan de dépenses prévisionnelles.** Les dépenses prévisionnelles du mois de décembre 2016 imputables sur les ressources du Don s'estiment à 557 281 DTS/455 137 002 FCFA⁴. Par ailleurs, le PTBA 2017/2018 chiffre les dépenses du projet financées sur le Don FIDA à 5 989 491

⁴ 1 DTS=816,71 FCFA

DTS/4 891 677 750 FCFA., soit un total prévisionnel de 6 546 772 DTS/5 346 814 752 FCFA. Rapporté au montant disponible pour de nouveaux engagements sur les ressources du Don, les ressources disponibles affichent un taux de couverture de 85% correspondant à un déficit de ressources de 964 547 DTS. A la lumière de ce résultat, **la mission recommande** au projet de réduire de 15% le budget 2017/2018 financé sur les ressources du Don.

163. **Compte Désigné (CD).** Le rapprochement du CD au 30/11/2016 met en évidence un montant reconstitué de 1 110 562 724 FCFA pour une dotation initiale de FCFA 750 000 000, soit un écart positif dans le compte de 360 562 724 FCFA qui s'explique par des versements effectués par erreur sur le CD et le compte de projet. La régularisation du CD donne un solde de 1 448 101 FCFA qui, ajouté aux soldes des comptes d'opération, porte la trésorerie disponible en banques/caisse à 47 107 511 FCFA (6% du CD). Par ailleurs, la DRF 23, d'un montant de 327 526 643 FCFA (44% du CD), est pendante au niveau du FIDA et la DRF 24, d'un montant de 199 996 750 FCFA (27% du CD), est en cours de validation par la tutelle. Les montants sortis du CD en attente du seuil de soumission se chiffrent à 175 369 096 FCFA (23 % du CD). **La mission recommande** que les versements en trop soient retournés au Trésor pour régulariser le CD.

164. **Trésorerie disponible.** Au 30/11/2016, relativement au Don, le disponible en banque est de 47 107 511 FCFA et le disponible en banque relatif à la contrepartie est de 46 926 811 FCFA, soit un total de 94 034 322 FCFA. Les dettes et engagements échus des fournisseurs et autres tiers (y compris les frais de missions) payables sur les ressources du Don se chiffrent à 253 942 999 FCFA soit un taux de couverture de 37%. Compte tenu de ce taux, des tensions de trésorerie sont prévisibles à court terme. **La mission recommande** de diligenter la mise à disposition de la DRF n°23 en instance au FIDA d'un montant de 327,5 millions FCFA et que des plans de trésorerie trimestriels soient systématisés à partir de 2017 pour avoir plus de visibilité sur les flux et anticiper les tensions de trésorerie.

165. **Contrepartie de l'Etat.** Les prévisions budgétaires en matière de contrepartie sur l'exercice 2016 se chiffrent à 290 443 061 FCFA. A date, la mobilisation des ressources des fonds de contrepartie telle qu'elle ressort de l'exécution du PTBA révisé 2016 se chiffre à 300 947 487 FCFA, soit un taux de réalisation de 103,6%. En termes de décaissement, les réalisations sont de 158 347 801 FCFA, soit un taux de 54%. La mission relève le faible taux de réalisation des impôts et taxes (9,5%) imputable à un faible rythme de collecte des attestations d'exonération de TVA. **La mission recommande** de diligenter la collecte des attestations d'exonération de TVA.

166. **Contributions des Bénéficiaires.** Les prévisions budgétaires en matière de contribution des bénéficiaires sur l'exercice 2016 se chiffrent à 13 612 514 FCFA. A date, les réalisations (décaissements) s'établissent à 25 249 027 FCFA, soit un taux de réalisation de 185%.

Dispositions de l'Accord de financement

167. **PTBA.** Le PTBA 2016 révisé a été présenté au FIDA pour approbation le 11/07/16. Par ANO 144 en date du 11/07/16, le FIDA a marqué son approbation. Le PTBA et le PPM 2017/18 ont été envoyés au FIDA le 16/11/16 et sont en cours d'approbation.

168. **Plan de Passation des Marchés (PPM).** Le PPM 2016 révisé a été présenté, en même temps que le PTBA, au FIDA pour approbation le 11/07/16. Par ANO 144 en date du 11/07/16, le FIDA a marqué son approbation. Le PPM 2017/18 a été envoyé le 16/11/16 au FIDA et est en cours d'approbation.

169. A date, des retards à un an ou plus sur le respect de l'échéancier n'ont pas été relevés. L'écart moyen entre la date prévue et la date réelle d'approbation des marchés par les autorités compétentes est estimée entre deux et trois mois. Par ailleurs, le registre des contrats est à jour ainsi que le tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours.

Comptabilité, Contrôle Interne, Audit et Supervision

170. **Comptabilité.** La production des états financiers 2016 et leurs annexes est prévue dans le premier trimestre 2017. A date, cette comptabilité est à jour avec la mise à disposition de la balance au 30/11/2016. Toutefois, le service comptable a mis quatre mois à sortir la DRF 20 (première DRF smart SOE) du fait: i) des longs délais de paramétrage du logiciel comptable; ii) de la consistance du stock de pièces à saisir; iii) du fait que le Comptable est l'unique personne qui saisit les pièces dans le système. Combinés à l'absence de plan de trésorerie, ces facteurs ont contribué à accentuer les

tensions de trésorerie. **La mission recommande** d'évaluer la charge de travail du personnel comptable et de revoir l'organisation du travail afin de rendre le travail plus performant.

171. Concernant les antennes, la saisie des factures par les CAFM n'est pas encore effective dans la mesure où la formation à la prise en main du logiciel Tom2Pro n'est pas finalisée. **La mission recommande** qu'un atelier de formation sur le logiciel comptable soit organisé au plus tard dans la première quinzaine de février 2017 à l'issue duquel les CAFM démarreront la saisie des factures, ce qui devrait se traduire par une réduction des délais de traitement des pièces comptables au niveau de la comptabilité.

172. Les CAFM attendent de traiter exhaustivement les factures (de l'engagement au règlement) avant de les envoyer à l'UCP ce qui allonge considérablement les délais (une à quatre semaines environ). Attendu que la méthode appliquée est celle de la comptabilité d'engagement, la rétention des factures jusqu'à liquidation n'est pas nécessaire. **La mission recommande** que les CAFM envoient, toutes les quinzaines, les copies des factures après validation, à l'UCP pour comptabilisation. En outre, des états de pré-saisie des opérations de banque (brouillards) appuyés des pièces justificatives et des relevés bancaires devront parvenir à l'UCP toutes les fins de mois (recommandation de la mission de supervision de décembre 2015). Enfin, les CAFM devront définir de commun accord avec le Responsable Administratif et Financier (RAF), des délais de traitement en interne des opérations et s'attacher à les respecter.

173. **Manuel des procédures.** Le manuel des procédures administratives, comptables et financières a fait l'objet d'une mise à jour en juillet 2016 consécutivement aux recommandations de la mission de RMP de mai 2016. Toutefois, l'insertion du chronogramme de l'évaluation du personnel dans le manuel reste à faire.

174. **Immobilisations.** Au 30/11/16, les immobilisations acquises en 2016 dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PROPACOM se chiffrent à 42 837 532 FCFA dont 36 577 722 FCFA (85%) financés sur les ressources du Don. La part de l'Etat (taxes) ressort à 6 259 810 FCFA. Le principal investissement porte sur l'acquisition d'une version multi projets des logiciels Tom2Pro, Tom2Marchés et Tom2Paie pour un montant de 41 036 532 FCFA TTC. Le fichier des immobilisations est à jour et le total du fichier est égal aux soldes des comptes correspondants de la balance au 30/11/16. Toutefois, l'examen de ce fichier montre que les biens hérités du PRAREP (véhicules et autres) pour un montant total de FCFA 75 576 360 ont été regroupés sur trois lignes. **La mission recommande** d'éclater ces lignes en autant de lignes que d'items selon le principe «une ligne un item» et d'en faire un suivi individualisé.

175. **Gestion du carburant.** La comparaison des tableaux des dépenses et consommations de carburant ainsi que les relevés kilométriques aux 30/04/16 et 30/11/16 révèle des incohérences. Par ailleurs, il a été noté que la carte Total PRAREP et la carte attribuée à un véhicule sorti du patrimoine continuent d'être utilisées par d'autres véhicules. **La mission recommande** de procéder à un examen minutieux de ces tableaux pour identifier et corriger ces incohérences afin de permettre un suivi efficace de ces dépenses. Elle recommande également de retirer du circuit les cartes TOTAL qui ne sont plus concernées par le projet.

176. **Gestion des missions.** La revue par sondage effectuée sur 2016 montre que les missions sont documentées (ordres de mission et de paiement signés et visés, décomptes, rapport de mission effectués). Toutefois, il apparaît que les liasses ne sont pas systématiquement complétées (ordres de paiement des avances ou copies chèques de règlement manquants). **La mission recommande** de veiller systématiquement à l'exhaustivité des liasses.

177. **Arriérés de sécurité sociale.** Le paiement des frais de sécurité sociale est pris en charge sur les fonds de contrepartie. Des arriérés de paiement d'un montant de 16 865 584 FCFA n'ont pas fait à date l'objet d'un apurement. Il s'agirait d'un montant cumulé lié aux gratifications mais jamais réclamé par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS). **La mission recommande** de se rapprocher de la CNPS pour tirer au clair cette situation.

178. **Gestion des comptes d'opération.** La gestion des comptes d'opérations du projet est de la responsabilité exclusive de l'Agent Comptable et des Régisseurs des antennes qui en sont les signataires uniques. **La mission recommande** d'assujettir si possible le fonctionnement de ces comptes à la règle de la double signature: i) pour le compte de projet co-signature de l'Agent Comptable et de la Coordonnatrice (et du RAF en cas d'absence de celle-ci); ii) pour les comptes des antennes co-signature du Régisseur et du Chef d'Antenne.

179. **Gestion de la caisse.** La caisse du projet sert à payer les petites dépenses de fonctionnement et celles liées à l'organisation de séminaires et ateliers. Comme pour les comptes d'opération, la caisse est placée exclusivement sous la responsabilité de l'Agent Comptable. Le manuel des procédures fixe: i) les seuil et plafond de réapprovisionnement respectivement à 50 000 FCFA et 300 000 FCFA; ii) la dépense maximale pouvant être faite par caisse entre 50 000 FCFA et 300 000 FCFA. Mais le manuel ne plafonne pas les dépenses relatives à l'organisation de séminaires et ateliers payables par caisse. **La mission recommande** de i) limiter à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse; ii) définir un plafond réaliste pour le règlement par espèces des dépenses des séminaires et ateliers en partant d'une analyse préalable des budgets desdits événements pour identifier les dépenses payables par chèques ou virement.

180. **Contrôle de la caisse.** Le manuel décrit les actions de contrôles mensuels et inopinés devant être effectuées par le SAF du projet. A date, cette procédure n'est pas appliquée. **La mission recommande** l'application de la procédure de contrôle de la caisse.

181. **Audit des comptes.** L'audit 2015 avait relevé, pour ce qui concerne la gestion des contrats, que le tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats était tenu sous Excel avec tous les risques d'erreur liés à une manipulation humaine. Cette situation n'a pas connu d'évolution même si le tableau a été actualisé. **La mission recommande** de paramétrer ce tableau dans le logiciel Tom2Pro de sorte à en automatiser la sortie.

182. Le mandat du cabinet qui a fait les trois derniers audits a expiré. Les TDR pour le recrutement d'un nouveau cabinet par voie d'appel à manifestation d'intérêt sont en cours de validation au niveau du FIDA. **La mission recommande de diligenter et de finaliser le processus d'ici fin janvier 2017.**

183. **Reporting périodiques.** La mission a noté que les rapports financiers mensuels et trimestriels prévus par le manuel de procédures ne sont pas tenus. Par ailleurs, le FIDA a mis à disposition un modèle de Rapport Financier Intermédiaire-RFI que le projet, en relation avec le prestataire de Tom2Pro, compte paramétrer dans le cadre du contrat de maintenance qui sera signé en janvier 2017. **La mission recommande** le paramétrage effectif de ce modèle de sorte que les rapports intermédiaires mensuels puissent être rendus disponibles à partir de février 2017 au plus tard.

184. **Suivi supervision.** Sur les 20 recommandations en matière fiduciaire de la mission de RMP, 15 ont été entièrement réalisées et trois sont en cours d'exécution.

185. **États Certifiés des Dépenses-ECD.** La revue des ECD a été effectuée sur les DRF N° 20, 22 et 23 en fonction du respect du seuil unique de 25 000 000 FCFA applicable à toutes les catégories de dépenses à partir d'un échantillon de factures par DRF représentant en moyenne 35% de la valeur totale de la DRF. La mission a noté: i) l'exhaustivité des liasses de règlement (facture, bon de commande/copie contrat, bordereau de livraison/PV de réception, décompte, fiche de contrôle service fait, OP, OV, ANO); ii) la systématisation de la certification des pièces; iii) l'annulation des factures par un cachet «payé»; iv) l'éligibilité des dépenses; v) le classement des dépenses dans les catégories appropriées. Elle a relevé aussi l'absence de datation des OP et le caractère groupé des montants figurant sur les Ordres de Virement (un OV peut concerner plusieurs OP si bien que la traçabilité du règlement de la dépense n'est pas matérialisée).

Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsables	Dates convenues
Accélérer le recrutement des CTC (Consultants) et le remplacement du Chef d'antenne de Korhogo	Coordo/RAF	Fin février 2017
Organiser un atelier de partage et répartition par antennes du PTBA 2017/18 approuvé	UCP/Antennes	Janvier 2017
Reverser au Trésor le trop-perçu sur le Compte Désigné	AC/RAF	Immédiat
Accélérer la mise à disposition de la DRFn°23	RAF	Décembre 2016
Dresser des plans de trésorerie trimestriels	RAF	Décembre 2016
Diligenter la collecte des attestations d'exonérations de TVA	RAF	Immédiat
Organiser un atelier de formation sur Tom2Pro à l'intention des CAFM	RAF/RPM	1 ^{ère} quinzaine de février 17
<ul style="list-style-type: none"> Envoyer toutes les quinzaines les copies des factures à l'UCP pour comptabilisation Envoyer toutes les fins de mois à l'UCP les brouillards de banque appuyés des pièces justificatives et des relevés 	CAFM	Janvier 2017

bancaires		
<ul style="list-style-type: none"> Définir de commun accord avec le RAF les délais de traitement en interne des opérations 		
Eclater les lignes des biens hérités du PRAREP en autant de lignes que d'items selon le principe «une ligne un item» pour les immobilisations	COMPT	Décembre 16
Revoir les tableaux des dépenses et consommations de carburant; retirer du circuit les cartes de TOTAL non concernées par le projet	RAF	Décembre 16
Appliquer si possible, la règle de la double signature pour les comptes d'opération	MINAGRI/MEF	Janvier 2017
Plafonner à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse pour les petites dépenses	COORD/AC/RAF	Janvier 2017
Appliquer la procédure de contrôle de la caisse	RAF/AC	Décembre 16
Réduire de 15% le budget (PTBA) 2017/2018	RAF/RSE	Décembre 16
ECD		
<ul style="list-style-type: none"> Dater les Ordres de Paiement (OP) Joindre à la liasse un tableau explicatif chaque fois que l'Ordre de Virement concerne plusieurs OP. 	COMPT	Immédiat
Evaluer la charge de travail du personnel comptable et réorganiser le travail de la comptabilité	CONSULT	Janv./Fév. 17
Transmettre les résultats de l'évaluation de 2015 au FIDA	Coordo	Immédiat
Insérer le chronogramme de l'évaluation du personnel dans le manuel des procédures administratives	RAF	Immédiat
Arriérés de paiement de la Sécurité sociale d'un montant de 16 865 584 FCFA : se rapprocher de la CNPS pour tirer cette situation au clair	RAF	Immédiat
Paramétrer le tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats dans le logiciel Tom2Pro	RAF/CONSULT	Immédiat
Reporting périodique. Paramétrer dans Tom2Pro le modèle RFI pour rendre disponibles les rapports financiers intermédiaires mensuels à partir de février 2017 au plus tard	RAF/CONSULT	Janvier 17

F. Durabilité

186. L'analyse de la mise en œuvre du projet fait ressortir des résultats assez satisfaisants dans le domaine de la production de maïs et de semences pour lesquels les objectifs d'emblavement ont été aussi largement dépassés. L'accès à du matériel végétal de qualité et aux intrants ont été très appréciés par les bénéficiaires et ont vu un accroissement substantiel de leur production. Toutefois, le mécanisme de reconstitution des fonds intrants mis en place pour garantir le maintien de cet accès enregistre de faibles taux d'exécution (en moyenne moins de 50%), ce qui ne permet pas aux bénéficiaires de pérenniser leurs activités économiques. Par ailleurs, certaines OPA n'ont pu bénéficier d'appui-conseil (distribution d'intrants, formation aux techniques agricoles), faute d'avoir recruté les prestataires dans les délais. Les relais formés, en une seule campagne agricole, pour pérenniser l'encadrement des producteurs aux bonnes pratiques agricoles, ne possèdent pas encore les compétences requises pour assurer cet accompagnement technique.

187. A quinze mois de l'achèvement du projet, la plupart des investissements structurants (aménagements rizicoles et maraîchers) ne sont pas achevés, contrariant ainsi l'atteinte des objectifs de production de riz et de produits maraîchers. Les infrastructures de stockage et de mini-rizeries ne sont pas non plus opérationnelles et la majorité des OPA appuyées par le projet n'ont pas atteint un niveau de structuration leur permettant de passer à un degré de maturité supérieur (généralement le niveau 2). En effet, l'évaluation de la maturité des OPA bénéficiaires laisse apparaître que: (i) certains dirigeants ne maîtrisent toujours pas leur rôle et responsabilité; (ii) les comités techniques des équipements et des aménagements mis en place sont pour la plupart non fonctionnels.

188. Ces constats mettent donc en exergue la faible probabilité de pérennisation des acquis du projet après son achèvement. Incertitude qui est exacerbée par: (i) l'accès limité des OPA bénéficiaires à des financements durables; (ii) la préparation insuffisante des bénéficiaires sur le mode de gestion et de renouvellement des équipements de mécanisation, de transformation et de post-récolte distribués. Ceci s'explique en partie par une planification et une gestion du projet peu

axée sur les résultats et impacts au-delà de la fin du projet. En effets, dès le début du projet, l'UCP aurait dû mener des réflexions sur les facteurs et les conditions de poursuite des acquis du projet à long terme. Ce qui lui aurait permis: (i) d'orienter la conception et la mise en œuvre des microprojets vers les impacts et l'atteinte des objectifs de développement du projet, (ii) d'opter pour des stratégies d'exécution durables telles que l'utilisation de l'énergie solaire, la construction de forages, les techniques d'apprentissage dual etc.

189. La stratégie de durabilité du projet prévoit le désengagement progressif du PROPACOM au profit des OPA bénéficiaires à travers le renforcement de capacités de la maîtrise d'ouvrage des OPA et aboutir à l'appropriation par celles-ci de la gestion de la fourniture de services à leurs membres. Toutefois, force est de constater qu'à un an de la fin du projet, les OPA bénéficiaires n'ont pas atteint le niveau de maturité et de maîtrise d'ouvrage requis pour poursuivre les appuis du projet et rendre des services efficaces à leurs membres.

190. Il est actuellement plus qu'urgent d'élaborer une stratégie de sortie et de mettre en place les conditions d'un désengagement progressif du PROPACOM au profit de structures pérennes (Services de l'Etat, faîtière d'OPA, etc.) ou d'autres projet de développement. Une telle stratégie est d'autant plus importante que la fonctionnalité et la gestion d'une partie des aménagements hydroagricoles et infrastructures marchandes et de mini rizerie ne pourra pas être vérifiée par le PROPACOM. Elle pourrait s'articuler autour des principaux axes suivants: (i) consolider les activités d'appui conseil technique; (ii) renforcer la structuration et la professionnalisation des OPA; (iii) mettre en place des mécanismes de gestion des aménagements hydroagricoles, des infrastructures et équipements; (iv) relier le mécanisme de reconstitution au service financier.

191. La stratégie de sortie devra aussi: (i) décrire les conditions qui permettront de garantir la durabilité des résultats du projet (ii) identifier des actions supplémentaires pour garantir la durabilité des appuis; (iii) définir les conditions de transfert des acquis du projet à des structures pérennes de l'Etat, à d'autres projets de développement ou des projets cofinancés par le FIDA (PROPACOM-ouest ou projet futurs).

Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Recruter un consultant pour élaborer la stratégie de sortie du projet	UCP/Siège	Fin janvier 2017
Soumettre à la non-objection du FIDA la stratégie de sortie du projet	UCP/Siège	31 mars 2017

G. Autres aspects

Prise en compte du genre et inclusion des jeunes

192. La stratégie de ciblage du projet a privilégié la sélection des microprojets d'OPA qui ont au moins 40% de femmes et de jeunes parmi leurs membres. Ceci a permis de toucher 4 272 femmes sur un total de 10 682 bénéficiaires. Les données désagrégées par sexe permettent de constater une répartition inégale entre les filières ciblées. Pour le maïs, environ 40% de femmes ont bénéficié des appuis du projet (intrants et formations techniques). En ce qui concerne la production rizicole, ce pourcentage est de 25% et la production maraîchère 95%.

193. Il ressort de ces données que les femmes sont majoritaires dans les OPA de maraîchage et le maïs sur de petites superficies (0,25 à 2 ha), qui leur offre non seulement des opportunités de satisfaire au besoin alimentaire du ménage mais aussi la possibilité d'accéder à la terre et avoir des revenus. Par contre, dans les OPA rizicoles aménagés ou de production de maïs sur de grandes superficies et qui sont le plus souvent exploités à des fins commerciales, les femmes sont en minorité. Lors de la visite de terrain sur le site de la CODERIZ de Bouaké exploitant un site rizicole de 320 ha, la mission a pu constater que seulement 4% des membres sont des femmes. Elle relève toutefois que les sensibilisations effectuées par l'UCP sur l'accès des femmes et des jeunes à la terre, en particulier à des parcelles aménagées, semblent porter leurs fruits. Les deux CODERIZ (Sakassou et Bouaké) rencontrées lors des visites de terrain prévoient attribuer sur les extensions de leur site 50% des parcelles à des femmes. Face au vieillissement de ses membres producteurs, la CODERIZ de Sakassou a mis en place un système de relève priorisant les jeunes filles.

194. D'une manière générale, les femmes participent très peu à la prise de décision (19% de femmes sont des dirigeants) et très peu d'entre elles sont formées comme formateurs endogènes (moins d'1/3 des membres formés). Les échanges avec les femmes sur le terrain ont pu faire ressortir d'autres contraintes spécifiques telles que la pénibilité des travaux de labour, ainsi que leur analphabétisme.

195. La mission déplore le fait que les formations en alphabétisation programmée n'ont pas pu être effectuées. L'analyse de l'inclusion des jeunes n'a pas non plus été possible en l'absence de désagrégation des données par tranches d'âges. La mission constate aussi que la stratégie genre ne sera disponible qu'à la fin du 1er trimestre 2017.

196. Compte tenu de l'achèvement prochain du PROPACOM, la stratégie en cours d'élaboration ne devra concerner que le PROPACOM-Ouest. Quant au PROPACOM, il est plutôt conseillé de faire une évaluation des actions de prise en compte du genre par le projet, tout en faisant ressortir les effets et les leçons apprises. Ces leçons pourront être prises en compte dans le cadre du PROPACOM-Ouest.

Recommandations sur le genre, ciblage et inclusion des jeunes

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire une évaluation de la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes dans la mise en œuvre de PROPACOM	UCP/ RSE	31 janvier 2016

Renforcement des institutions et autonomisation

197. Le PROPACOM a inscrit parmi ses objectifs, l'appui à la création ou à la consolidation des institutions rurales partenaires (OPA, STD-Services Techniques Décentralisés, etc.) au travers de la formation, l'équipement, la structuration, la responsabilisation dans la programmation, la mise en œuvre et la gestion des actions de développement. La vision du projet a toujours été de faire des OPA des acteurs de développement capables d'évoluer progressivement vers l'autonomie et de se procurer les facteurs de production à des coûts raisonnables, de produire et de commercialiser des produits de bonne qualité et en quantité suffisante.

198. Le PROPACOM s'est alors fondamentalement appuyé sur le pilier de la formation pour réussir ce pari. Le renforcement des capacités a concerné des formations en technique agricole et en structuration et gestion des OPA. Au total, environ 8 200 personnes ont été formées dont 3 318 femmes soit environ 40%. Cependant, le caractère théorique des formations, surtout en structuration et gestion, a contrarié leur efficacité. Un apprentissage dual plus pratique aurait permis de mieux favoriser l'adoption des formations par les producteurs.

199. L'articulation logique entre les différents maillons de la construction institutionnelle n'a pas eu lieu de la manière souhaitée dans la mesure où les producteurs n'ont pas eu accès à temps aux superficies aménagées, faute de réalisations physiques (seulement 709 ha aménagés en riz et 4,5 ha en maraîchage). La non mise à disposition des OPA de ces infrastructures et des intrants pour la mise en valeur a privé le projet d'un important outil de formation, d'appui à l'organisation des groupements de producteurs. Malgré ces retards, l'architecture de la formation, déjà dispensée ou en attente de l'être, laisse penser qu'une exécution plus rapide des infrastructures libérerait les actions en aval ce qui pourrait concourir à une plus grande responsabilisation des OPA.

Participation des bénéficiaires

200. Sur le plan de la participation des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités, le projet prévoit: (i) une contribution des bénéficiaires en nature ou en numéraire (selon leurs choix) à la réalisation des infrastructures, (ii) une prise en charge par les bénéficiaires de l'entretien des infrastructures réalisées (magasins, centres de groupages, aménagements, etc.), (iii) une contribution en numéraire des OPA à hauteur de 5% aux coûts d'acquisition des équipements (de labour, transformation, etc.) achetés par le projet, (iv) la constitution par les OPA d'un fonds d'amortissement et de fonctionnement des équipements acquis dans le cadre du projet, et (v) la reconstitution des fonds intrants afin de pérenniser la chaîne d'approvisionnement en intrants et autonomiser les OPA. Pour l'ensemble des équipements acquis par le projet et distribué aux bénéficiaires, le niveau de contribution des bénéficiaires est de plus de 80% (environ 25 millions FCFA sur 25 420 512 FCFA).

attendus). Les bénéficiaires solderont leur contribution au plus tard le 31 décembre 2016 selon les engagements pris auprès des antennes et des régisseurs.

201. La mission note que: (i) la contribution à la réalisation des quelques infrastructures mises en place (aménagement de bas-fonds et périmètre maraîcher, construction du centre de groupage, etc.) a d'une manière générale été respectée. Cette contribution a été plutôt libérée en nature en raison du niveau de pauvreté des bénéficiaires qui ont du mal à disposer de l'argent frais; (ii) du fait de la réalisation très récente ou en cours des infrastructures, la prise en charge de l'entretien n'est pas encore effective, mais des sensibilisations ont été conduites; (iii) la contribution en numéraire à hauteur de 5% a été progressivement libérée par les OPA à l'effectivité de la réception de ces équipements et matériels agricoles par le projet. Cette contribution se situe autour de 46% pour l'ensemble des équipements livrés et la constitution du fonds d'amortissement et de fonctionnement des équipements n'est pas encore effective.

202. En ce qui concerne la reconstitution du fonds intrants, elle est assez bien comprise, généralement acceptée, mais son efficacité se heurte aux aléas climatiques, le faible niveau de structuration et de maturité des OPA, voire l'attitude de certains producteurs, entraînant la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation à ce niveau.

Etablissement de Partenariats / Adaptabilité/compétence des prestataires de services

203. La stratégie du projet est basée sur le faire-faire et la sélection des prestataires privilégie l'application des procédures nationales des marchés publics. La mise à concurrence, l'allotissement des marchés et la signature de contrats de performance sont les principes directeurs essentiels qui sous-tendent le processus de passation des marchés du projet.

204. La passation des marchés a été l'une des contraintes majeures rencontrées par l'UCP et cela a impacté négativement la mise en œuvre du projet. Les précédentes missions de supervision ont relevé des délais relativement longs d'environ huit mois entre l'élaboration des DAO et la signature du marché. Les lenteurs sont surtout persistantes au niveau de la numérotation et l'approbation des marchés et ont été accentuées par de nombreux dossiers déclarés infructueux.

205. Suite à la formation du personnel en passation des marchés et au recrutement d'un RPM, la qualité des dossiers et la gestion de la passation des marchés s'est nettement améliorée par un meilleur suivi du PPM et une communication soutenue entre les principaux acteurs de la chaîne de passation, à savoir: l'UCP, la DRMP et le Préfet. La réforme récente (décrets de juillet 2015 et de mars 2016) effectuée par le Gouvernement, tendant au relèvement des seuils de passation des marchés publics et à l'adoption de procédures simplifiées, devrait permettre de consolider ces progrès surtout dans le sens d'une réduction substantielle des délais de passation.

206. Toutefois, sur le plan de l'exécution des marchés, la mission a relevé le niveau d'exécution physique et financière faible des marchés, principalement ceux relatifs aux infrastructures rurales, qui ont eu pour effet de contrarier l'exécution des activités de production agricole (riz et maraîcher) et de post récoltes (stockage, conservation, commercialisation). De manière générale, l'exécution des marchés s'est heurtée à (i) la faible capacité financière, technique et matérielle des prestataires de services, aboutissant à des mises en œuvre pour non-conformité aux spécificités contractuelles, défauts techniques (malfaçons) ou retards importants; (ii) la dispersion géographique des sites ou la dévolution de plus de deux lots à une même entreprise de capacité réelle insuffisante; et (iii) la faiblesse du contrôle et du suivi de l'exécution des marchés. Plusieurs marchés ont fait l'objet de pénalités; certains ont obtenu des délais moratoires, tandis que d'autres ont fait l'objet d'une procédure de résiliation pure et simple ou avec faute de l'entreprise, auprès de la DRMP.

Sécurisation foncière

207. L'accès au foncier ne paraît pas poser de problème particulier dans les zones d'interventions pour les populations cibles du projet. Les situations sont spécifiques à chaque zone et même à chaque aménagement, en fonction notamment des droits coutumiers locaux et des aménagements en présence ou qui avaient été réalisés par le passé. L'établissement d'une situation claire en matière de droit foncier, que ce soit un droit de propriété ou un droit d'usage, n'en demeure pas moins indispensable pour la pleine et durable valorisation des aménagements réalisés.

208. Dans le cadre du PROPACOM, la clarification foncière a fait l'objet d'enquêtes sommaires en vue de recueillir la confirmation orale de la part du «propriétaire terrien» ou des autorités

traditionnelles de la possibilité de réaliser les aménagements au profit des bénéficiaires appuyés par le projet. Cette clarification foncière a été réalisée par les DR et DD du MINADER. Elle a été matérialisée par un acte écrit du Préfet.

H. Conclusion

209. A 15 mois de la fin du projet, l'atout le plus important pour que le projet atteigne enfin un niveau appréciable d'exécution physique, en termes d'aménagements hydroagricoles, infrastructures marchandes, et périmètres maraîchers est la matérialisation des différentes conventions dont la plus importante vient à peine d'être signée (convention avec le BNETD).

210. La mission réitère la nécessité de mener à bien les tâches indiquées ci-après afin que l'UCP parvienne à atteindre non seulement des taux de réalisation physique et financière acceptables mais également une bonne part des objectifs de développement assignés au projet :

- de renforcer le suivi rapproché des activités du PTBA de clôture 2017-2018 afin d'améliorer le taux d'exécution du projet vu que le volet «aménagements hydroagricoles» constitue non seulement une grande part dans le budget du projet mais également la base de l'espoir de réaliser quelques objectifs de développement;
- de faire accélérer par le BNETD le recrutement des entreprises chargées de réaliser les travaux du volet «aménagements hydroagricoles» relatifs à la convention avec le PROPACOM;
- de mettre en place un dispositif de suivi rapproché de la convention BNETD- PROPACOM;
- d'accélérer le recrutement des consultants et assistants techniques nécessaires pour renforcer l'équipe de l'UCP ou pour suppléer l'absence de certains profils qu'il a été impossible de trouver sur place après plusieurs tentatives infructueuses (notamment sur les actions de valorisation agricole);
- de lancer la réalisation des études préparatoires à la conduite de la revue d'achèvement;
- d'élaborer une stratégie de sortie du projet;
- de renforcer l'information, la sensibilisation et l'appui aux OPA en vue de la mobilisation effective de leur contribution en numéraire aux financements des équipements et autres matériels.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1589 [1100001589]	No. du prêt/don DSF	1000004128
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	24/01/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	8	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	16/12/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2011			Coût total	28.97	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	0.00	0
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	56
Examen à mi-parcours	20/05/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit		field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2018			Financement national total	6.47	
Clôture	30/09/2018			Beneficiaries	1.06	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.41	4
				Cofinancement total externes		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	2
			8. Prise en climat et environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. amélioration de l'offre de produits agricoles	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. valorisation et mise en marche	3	3	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	3

B.5 Justification des notes

Qualité de la gestion financière : Système de gestion financière acceptable. Toutefois, absence de plan de trésorerie entraînant des tensions de trésorerie, longs délais mis dans paramétrage du logiciel comptable pour conformation des formulaires aux standards smart SOE ayant affecté les temps de soumission des DRF (4 mois entre DRF 19 et DRF 20). Fonds de contrepartie : Taux de mobilisation des fonds de contrepartie de 103,6% mais absence d'échéancier permettant un suivi des prévisions des fonds de contrepartie. Conformité aux règles de passation des marchés : Retard importants absorbés, écart moyen entre date prévue et réelle d'approbation des marchés par les autorités compétentes réduit à 2/3 mois. Qualité de la gestion du projet: Le faible niveau d'exécution physique illustre la coordination et gestion des activités du projet peu axée sur les résultats et impacts. Le niveau de compréhension et d'engagement des cadres du projet vis-à-vis des objectifs du projet est jugé comme faible et compromet l'atteinte des objectifs. Prise en compte de l'équité hommes-femmes: La note d'orientation sur prise en compte et stratégie de communication vers femmes/jeunes ruraux n'ont pas connu de mise en œuvre effective. Le projet ne dispose d'aucune stratégie genre. Innovation et leçons apprises : Quelques initiatives (qui restent à documenter) ont été envisagées en matière de d'énergie solaire pour l'alimentation des mini-rizeries, introduction de biofertilisants, d'association légumineuses-maïs et de fertilisation organique. Autonomisation : 5 005 coopérateurs dont 2 898 femmes des OPA formés. Les efforts seront davantage renforcés avec l'exécution du volet infrastructures, qui libérerait les actions en aval et conduirait à une plus grande responsabilisation des OPA.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	2	3
C.2 Sécurité alimentaire	2	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	3	3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Actifs physiques/financiers. Les réalisations du projet commencent à être visibles sur le terrain : 709 ha de superficies réhabilitée, 1 824 tonnes de riz paddy produit et 6 144 tonnes de maïs produit. Des équipements de mécanisation, de transformation et commercialisation, des infrastructures marchandes ont été livrés aux OPA. Un renforcement de capacités sera fourni pour la gestion efficiente des infrastructures marchandes et les équipements de transformation-commercialisation livrés au profit des OPA ne sont pas encore mis à disposition.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet accuse un sérieux retard dans son exécution. Les résultats obtenus n'ont toujours pas atteint un niveau satisfaisant au vu des objectifs globaux du projet. La mise en œuvre de la convention avec le BNETD portant sur la réalisation d'infrastructures rurales (périmètres rizicoles et maraîchers et d'infrastructures marchandes) devrait permettre d'améliorer les produits physiques à atteindre au niveau du cadre logique et augmenter le taux de décaissement. Cependant, la probabilité de voir se réaliser l'atteinte des objectifs de développement reste très mince.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Risque sur l'exécution des activités lié à l'absence de plan de trésorerie.
Avancement de l'exécution du projet	Une incapacité du management à impulser une dynamique de travail en équipe permettant une exécution effective des activités du PTBA d'achèvement vers l'atteinte des objectifs du projet. Le retard dans la mise en œuvre de la convention avec le BNETD pourrait entraver la réalisation des objectifs du projet en matière d'aménagements rizicoles et maraîchers, et d'infrastructures marchandes et de production agricole. L'absence d'alternatives pour le financement des besoins en matériel technique rendrait les mini-rizeries obsolètes avec pour effet d'anéantir tous les efforts de valorisation des

	productions rizicoles.
Produits et réalisations	La contrainte climatique demeure un risque majeur pour la réalisation des objectifs tant au niveau des cultures pluviales (maïs) que des spéculations irriguées (riz et produits maraichers). La faible capacité des prestataires de services constitue un risque pour la mise en œuvre efficace des activités du projet.
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) l'absence d'une stratégie de sortie, (ii) l'incapacité des OPA à la stratégie de maintenance des infrastructures, équipements et services offerts par le projet, ii) la non adaptabilité des équipements et des infrastructures iii) la non évolution de la maturité des OPA vers son autonomisation; et iv) le mode de gestion efficace et pérenne des minirizeries.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Besoin d'un suivi rapproché pendant la période critique du projet	Effectuer 1 à 2 missions légères de suivi de l'UCP en sus de la prochaine mission de supervision	• De janvier à juin 2017	à mettre en œuvre

Observations supplémentaires

Le retard dans le recrutement des Chargés de Transformation et Commercialisation (CTC) affaiblit l'approche de développement des filières agricoles ciblées.

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

(par année et cumulé au 30 novembre 2016)

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisatio n 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 16)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 nov 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisatio n en %	Moyens de vérification	Hypothèses /Risques
		1. Objectif général									
	Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et du Zanzan	La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% *								Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
		Insuffisance pondérale								DSRP	
		Garçon	9%			22%				Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV)	
		Fille	7%			marai%				Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD	
		Malnutrition chronique								Statistiques nationales et enquêtes de référence	
		Garçon	37%			33%					
		Fille	33%			34%					
		Malnutrition sévère ou aigüe									
		Garçon	20%			10%					
		Fille	16%			10%					
		Au bout de 5 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté									
		% des femmes chefs de ménages les plus pauvres	33%			17%					
		% des femmes chefs de ménages pauvres	19%			16%					
		% des femmes chefs de ménages moyennement pauvres	19%			10%					
		% des femmes chefs de ménages riches	9%			19%					
% des femmes chefs de ménages très riches	7%			12%							
		2. Objectif de développement									
La production agricole a concerné le maïs en 2013 et 2014. Pour	Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations	- Au bout de 5 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 15 % (par genre et classe d'âge)	ND	ND		ND	ND	≥15%		Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
		- 25 000 exploitations familiales rurales sont directement touchées par le projet au bout de 5 ans				9 344	9 344	25 000	37%	Rapport annuel SYGRI 2013 et rapport	

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisatio n 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 16)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 nov 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisatio n en %	Moyens de vérification	Hypothèses /Risques
2013, aucun encadrement n'a été apporté aux producteurs en raison des difficultés pour recruter des structures d'encadrement. Concernant 2014, les données sur les rendements ne sont pas encore disponibles vu que les récoltes sont en cours jusqu'à fin décembre 2014.	des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.									d'activités fin décembre 2014	
		- % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 5 ans *	82%			77%	ND	ND		Suivi-évaluation du PNIA	
		- Rendements de cultures ciblées augmentés pour au moins 30%								Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	
		Riz irrigué	ND	ND	ND	ND		≥30%		Statistiques nationales	
		Maïs	ND	33%				≥30%			
	3. Résultats										
	Composante 1 : appui à l'amélioration de l'offre de produits										
	Résultat 1 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production										
La production de semence R1 a été réalisée sur l'année 2013 seulement pour couvrir les besoins du projet en 2014	Produit 1 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)	- Au moins 30% des ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants*				0%	0%	≥30%		Enquête SYGRI	Les paysans s'intéressent aux variétés améliorées ; constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
		- Au moins 30% des OPA ciblées ont renouvelé au moins un équipement agricole				0%	0%	≥30%		PV de réception des ouvrages	
		- Quantité de semences certifiées produites									
		semences R1 de riz irrigué (t)	0	0	0	0	0	300	0%	Rapports des prestataires	
		semences R1 maïs (t)	250	0	0	0	250	45	556%	Rapports des prestataires	
		- Quantité d'intrants (semences, engrais et équipement) distribués									

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation n 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 16)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 nov 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses /Risques
		Semences									
		Riz irrigué de base (kg)	0	0	0	0	0	3 000	0%		
		Riz irrigué R1 (kg)	0	0	22 156	3 800	25 956	120 000	22%		
		Maïs de base (kg)	4 200	0	3 065	0	7 265	750	969%		
		Maïs R1 (kg)	15 035	51 015	15 200	0	81 250	75 000	108%		
		Chou (kg)					0				
		Tomate (kg)					0				
		Oignon (kg)					0				
		Engrais									
		Urée (kg)	124 100	323 855	180 560	25 500	654 015	810 036	81%		
		NPK (kg)	86 098	196 550	130 590	17 000	430 238	540 036	80%		
		Herbicides (l)	2 936	4 155	1 135	85	8 311.1	ND			
		Insecticides & Fongicides (kg)	4 298	0	542.5	0	4840.9	ND			
		Petit matériel et équipements agricoles					0				
		Sacs de collecte	0	25 500	1 100	52 750	79 350	171 450			
		Bâches de séchage	0	30	55		85				
		Pulvérisateur	1 007	0	55	197	1 259	ND			
		Motoculteur				66	66	120			
		Batteuses-vanneuses				26	26	100	9%		
		Motopompe	0	-	8	-	8	ND			
		Multiculteur ARARA+ Semoir	0	-	207		207	ND			
		Bœufs de cultures attelées	0	-	414	-	414	ND			
l'enquête SYGRI de 2ème niveau sera réalisée entre janvier et mars 2015 pour renseigner les autres indicateurs.	Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	- au moins 50% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 3 régions				0%	0%	≥50%		Enquête SYGRI	Prestataires de services de qualité disponibles
		- au moins 50% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus *				-	-	≥50%		PV de réception des ouvrages	
		- 30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) *				-	-	≥30%		Revue à mi-parcours	
		- nombre de producteurs formés aux bonnes pratiques agricoles par genre	0	1 457	252	265	1974	5 000	34%	Rapports des prestataires	
		dont femmes	0				740	2 000	31%	Rapports des	

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation n 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 16)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 nov 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation n en %	Moyens de vérification	Hypothèses /Risques
				622	35	83				prestataires	
		- nombre de technologies de production diffusées	0	0	0	0	0	0	0%		
Résultat 2 : des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production											
en raison des lourdeurs dans la passation des marchés, les premiers chantiers de travaux ont démarré en novembre 2014,	Produit 3 : Des aménagements hydroagricoles sont réhabilités ou livrés aux producteurs à des fins de production agricole	- Existence de comité de gestion et d'un dispositif d'entretien	0	0	0	21	21	ND		Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages	Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages...
		- Superficie de périmètres rizicoles réhabilités (ha)	0	0	607.2	101.8	709	2 000	35%	Revue à mi-parcours	
		- Superficie de nouveaux bas-fonds rizicoles en exploitation aménagés (ha)	0	0	0	0	400	0%	Rapports des prestataires		
		- Superficie de périmètres maraîchers sous irrigation localisée réalisés (ha)	0	0	0	4.5	4.5	90	5%		
		- 25% des petits producteurs ont accès à des périmètres d'irrigation aménagés/remis en état dans les zones ciblées	0%	0%	0%	0%	0%	≥25%	0%		
Composante 2 : Valorisation et mise à marché											
Résultat 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production											
	Produit 4 : L'information sur les marchés, les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	- Au moins 25% de petits producteurs et leurs OPA ont été formés aux méthodes et techniques de transformation, conservation et de commercialisation, dans les zones ciblées (par genre et classe d'âge)	0%	0%	0%	0%	0%	≥25%	0%	Enquête SYGRI	Rentabilité économique des filières choisies
										Rapports des prestataires	
										Rapports de suivi-évaluation	
										Rapports des OP	
										Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative	
		Rapports mensuels des agents d'appui-conseil									
		- 25% de petits producteurs ciblés ont adopté les technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation*	0%	0%	0%	0%	0%	0%	≥25%	0%	
- 30% des OPA soutenues ont accès aux informations sur les marchés et les	0%	0%	0%	0%	0%	0%	≥30%	0%			

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation n 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 novembre 16)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 nov 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses /Risques
		prix - nombre de technologies transformation, conservation et de commercialisations diffusées	0%	0%	0%	0	0	0	0%		
	Produit 5 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	- 60 km de pistes d'accès sont réalisées*	0	0	0	12	12	60	20%	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
		- 27 magasins de stockage, centres groupage et de hangars de conditionnement sont construits *	0	0	0	7	7	27	26%	PV de réception des travaux	
		- 12 abris pour unités de transformation sont créés*/fonctionnels	0	0	0	0	0	12	0%		
		Bâtiments de minirizeries	0	0	0	2	2	3	67%		
		moulin	0	0	5	3	8	20	40%		
		décortiqueuse	0	0	1	3	4	40	10%		
		Egreneuses maïs	0	0	0	24	24	40	60%		
		Palette	0	0	316	0	316	ND			
		Equipements divers (basculer, sondes, humidimètres, peson,...)	0	0	0	58	58	40	145%		
		Cageot en plastique	0	0	0	0	0	ND	%		
		-25% des producteurs bénéficiaires directs et leurs OPA soutenues ont accès à des installations de transformation, de stockage et/ou de commercialisation dans les zones ciblées	0%	0%	0%	0%	0%	≥25%	-		
		Résultat 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation									
	Produit 6 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	- 30% des OP de base appuyés adhèrent à une coopérative	0%	0%	0%	0%	0%	≥30%	0%	Rapports de suivi des OP	Gouvernance et démocratie appliquées
		- 25% des coopératives appuyées sont opérationnelles et économiquement actives	0%	0%	0%	%	0%	≥25%	0%	Diagnostic des OP en PY1, PY3 et PY5	
		- 20% des OPA soutenues par le Programme offrent des services rentables d'appui à leurs membres	0%	0%	0%	%	0%	≥20%	0%	Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
		Au moins 35% des OP des niveaux 1 ont atteint le prochain stade d'autonomie (niveaux 2)*	0%	0%	0%	%	%	%	%	Revue à mi-parcours	
		- Nombre d'OP appuyées par le projet	315	114	62	13	504	660	75%	Revue à mi-parcours	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Recommandations sur la composante 1

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Organiser des formations sur la production et l'utilisation de la fumure organique pour accompagner la fumure minérale ainsi que l'agroforesterie	UCP	
Fournir un encadrement approprié aux producteurs sur la maîtrise des outils météorologiques et leur utilisation dans la planification des actions de semis et post-récoltes (séchages des récoltes).	UCP	Janvier 2017
Entreprendre une étude sur la faisabilité de séparer les aménagements hydroagricoles des microprojets et en faire une exécution à part au profit des OPA demandeuses	UCP	Février 2017
Organiser un voyage d'étude au profit des producteurs des zones de production maraîchères pour une meilleure maîtrise de la technologie goutte-à-goutte	UCP	Février-Mars 2017
Prendre en compte, dans les autres projets du MINADER comme le PARFACI, les besoins de certains des sites du PROPACOM en barrages destinés à la maîtrise totale de l'eau ou en forages pour remplacer les puits maraîchers	UCP / DGPSP	Immédiat et continu

Recommandations sur la valorisation

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Inclure dans le mandat des prestataires d'appui à la structuration des OPA un module de gestion des magasins et d'utilisation de l'humidimètre	COPA	Immédiat
Diffuser le manuel de gestion des équipements post-récolte et appuyer les OPA à l'élaboration de règles de gestion et d'utilisation commune des équipements post-récolte	COPA	Immédiat
Rencontrer l'ONDR et d'autres partenaires pour opérationnaliser les mini-rizeries de Sakassou, Bouaké et Béoumi	UCP	Immédiat
Déplacer la porte des WC de la mini-rizérie de Sakassou vers l'extérieur du bâtiment principal	UCP /CORISAK	Janvier 2017
Equiper toutes les mini-rizeries d'extracteur d'air afin de garantir la santé et la sécurité du personnel	UCP	Mars 2017
Orienter les prestataires d'appui-conseil vers la formation des OPA sur l'utilisation et les techniques post-récolte	CPA	Immédiat
Prendre en compte «l'approche qualité» dans l'appui-conseil aux ESOP et aux CODERIZ	CIDR	Immédiat
Poursuivre les séances des comités locaux de suivi des ESOP pour renforcer le cadre d'échange entre les ESOP, CIDR, les CODERIZ, les actionnaires pour aplanir les incompréhensions et valider le modèle de gestion des mini-rizeries	UGP/CODERIZ ESOP/CIDR	Immédiat
Assister les ESOP pour obtenir du crédit auprès d'IF avec une gestion efficiente des 10 millions de fonds paddy perçus	UCP /CIDR	Immédiat et continu

Recommandations sur la mise en marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Diversifier les offres et procéder par appel d'offres restreint notamment en relançant rapidement les discussions avec d'autres partenaires en plus de Technoserve, i.e. le PARFACI, le CIREs et le BFCD	UGP	Immédiat
Identifier et initier des rencontres avec les structures d'appui à la commercialisation des produits pour des synergies d'action en faveur des OP	UGP	Immédiat
Obtenir de CODINORM et respecter les normes des produits rizicoles et vivriers	UGP/Antenne	Immédiat

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Rencontrer RONGEAD/OCPV pour finaliser les conditions de mise en place du SIM	Coordo	Immédiat

Recommandation sur la maturité des OPA

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Réévaluer, au cours de l'année 2017 et avec la participation des DR et des antennes, la migration des OPA entre les niveaux et documenter les fonctions économiques assumées avec le changement de niveau	COPA/RSE	Fin 1 ^{er} et 2 ^{ème} semestre 2017
Reprendre dans le mandat des prestataires dans le cadre de la reconduction de leurs contrats, les formations dont les aspects pratiques n'ont pas été diffusés	RPM/COPA	Dès janvier 2017
Reprogrammer en 2017, à la faveur de la livraison des aménagements, équipements et magasins, les formations dispensées antérieurement sur les thèmes liés à l'exploitation, l'entretien des infrastructures et la structuration des OPA	COPA	Dès janvier 2017
Organiser des visites d'échange entre OPA pour favoriser les formations auprès des OPA qui ont développé des compétences sur des thèmes spécifiques	COPA	Immédiat et continu
Organiser, par antenne, des mini-foires où: (i) des expériences et méthodes de travail jugées performantes seront exposées; (ii) des mini-ateliers animés par des OPA et des opérateurs économiques partenaires sur leurs expériences en matière de partenariat (approvisionnement, financement, commercialisation, gestion et reconstitution des fonds intrants et crédits divers seraient présentées)	COPA	Une fois par semestre
Documenter pour les besoins du futur rapport d'achèvement, les expériences réussies par certaines OPA en matière de contractualisation, gestion des fonds intrants, etc.	RSE/COPA	A partir de janvier 2017
Organiser un suivi rapproché du travail des prestataires par l'UCP et les antennes	RSE/CSE	Continu à partir de janvier 2017
Impliquer avec des cahiers de charges clairs et précis, les DR dans la supervision du travail des prestataires dans le domaine de la formation et le coaching des OPA dans la perspective de leur changement de niveau durant 2017	Coordo/COPA/DR	Continu à partir de janvier 2017

Recommandation sur l'alphabétisation fonctionnelle

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Signer un cahier de charge avec la DAENF en vue de la supervision de la formation en alphabétisation fonctionnelle dans les trois antennes du projet	RPM/Coordo	Dès janvier 2017
Anticiper sur les échanges préparatoires avec la DAENF en attendant les coûts des contrats d'alphabétisation avec les prestataires à recruter	RPM	Dès janvier 2017
Faire un suivi régulier de l'implication des antennes dans la mise en œuvre de l'activité	Coordo	Continu à partir du début de l'activité
Evaluer la faisabilité de la désignation, au sein du projet, d'un leader thématique (un des cinq COPA) qui serait responsable de la gestion et du suivi des activités d'alphabétisation	Coordo	Dès janvier 2017

Recommandation sur la Coordination et Gestion

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre toutes les mesures d'amélioration de la coordination discutées par la mission et la direction de l'UCP cf. para 102 du présent rapport	DGPSP / FIDA	Continu
Organiser très rapidement, avec l'appui d'un facilitateur (DGPSP et/ou Consultant externe) une retraite pour revoir et classer par ordre de priorité les activités prévues dans le PTBA 2017/2018	UCP / DGPSP	Immédiat
Assurer un suivi régulier et rapproché des dossiers auprès du FIDA, du Ministère du budget, de la DRMP et de la Préfecture	Coordo / RMP	Immédiat et continu
Prendre les dispositions nécessaires pour l'analyse et le jugement des offres dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables ⁵ (marchés de travaux et fournitures) afin d'accélérer au maximum les travaux de la Commission interne, de la COPE et de la COJO	RMP/Coordo	Dès le dépôt des offres

Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Elaborer, en s'inspirant des bonnes pratiques du projet Neer-Tamba, une note méthodologique sur le calcul des taux d'exécution physique à soumettre au MINADER pour approbation et au FIDA pour non-objection	Coordo., RSE, CSE	15 janvier 2017
Finaliser la revue approfondie du cadre logique et de ses indicateurs avant soumission au MINADER et à l'ANO du FIDA	RSE, CSE	Juste après la prochaine COP (pour la soumission de l'ANO)
Recruter un prestataire pour réaliser les enquêtes et sondages nécessaires aux renseignements de certains indicateurs d'effet	RSE	Immédiat
Rédiger un PV comprenant les données de réalisations physiques des activités de support aux OP lors des rencontres mensuelles antennes/prestataires et le faire remonter à l'UCP	CSE, COPA	Immédiat et continu
Tenir des discussions individuelles avec les cadres du projet lors des prochaines séances d'évaluation de leurs performances et insérer dans les fiches personnelles des responsabilités relatives au S&E	Coordonnatrice	A l'évaluation des performances du personnel pour 2016 et préparation des objectifs de 2017
Répliquer la formation sur la plateforme informatisée du SSE aux cadres du projet et formaliser les rôles et responsabilités en matière d'alimentation du Registre et de la Base de Données entre COPA, CSE et CAFM dans une note interne du projet	Coordo, RSE, CSE	15 janvier 2017
Terminer la saisie des données et la synchronisation des bases de données de l'ancienne à la nouvelle plateforme informatique afin de la rendre pleinement fonctionnelle	RSE, CSE	31 janvier 2017
Présenter les résultats en temps réel et en ligne à partir des données enregistrées sur la plateforme informatique lors des missions de coordination/supervision	COPA, CSE	Immédiat
Organiser la formation des différents utilisateurs de la plateforme informatique de S&E (MINADER, FIDA,	Coordo, RSE	15 février 2017

⁵ Cette recommandation est possible pour les fournitures et les travaux dont les ouvertures d'offres se font en une seule étape. En ce qui concerne les consultants, les ouvertures se font en 2 étapes: i) offres techniques ouvertes puis évaluées; ii) ensuite offres financières ouvertes et évaluées, (iii) puis combinaison offres techniques et financières et jugement. Entre les étapes i) et ii) il faut observer 10 jours aux soumissionnaires pour formuler des réserves éventuelles ou réclamations sur les résultats de l'évaluation des offres techniques. En somme, pour les consultants, il faut prévoir **au moins 20 jours ouvrables**

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
partenaires) et clarifier les rôles et responsabilités de chacun dans l'alimentation de la base de données		
Produire et utiliser le tableau de bord pour assurer la planification pluriannuelle du projet	Coordo, RSE	Immédiat, de façon concomitante avec la préparation du PTBA 2017 et continu

Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsables	Dates convenues
Accélérer le recrutement des CTC (Consultants) et le remplacement du Chef d'antenne de Korhogo	Coordo/RAF	Fin février 2017
Organiser un atelier de partage et répartition par antennes du PTBA 2017/18 approuvé	UCP/Antennes	Janvier 2017
Reverser au Trésor le trop-perçu sur le Compte Désigné	AC/RAF	Immédiat
Accélérer la mise à disposition de la DRFn°23	RAF	Décembre 2016
Dresser des plans de trésorerie trimestriels	RAF	Décembre 2016
Diligenter la collecte des attestations d'exonérations de TVA	RAF	Immédiat
Organiser un atelier de formation sur Tom2Pro à l'intention des CAFM	RAF/RPM	1 ^{ère} quinzaine de février 17
<ul style="list-style-type: none"> Envoyer toutes les quinzaines les copies des factures à l'UCP pour comptabilisation Envoyer toutes les fins de mois à l'UCP les brouillards de banque appuyés des pièces justificatives et des relevés bancaires Définir de commun accord avec le RAF les délais de traitement en interne des opérations 	CAFM	Janvier 2017
Eclater les lignes des biens hérités du PRAREP en autant de lignes que d'items selon le principe «une ligne un item» pour les immobilisations	COMPT	Décembre 16
Revoir les tableaux des dépenses et consommations de carburant; retirer du circuit les cartes de TOTAL non concernées par le projet	RAF	Décembre 16
Appliquer si possible, la règle de la double signature pour les comptes d'opération	MINAGRI/MEF	Janvier 2017
Plafonner à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse pour les petites dépenses	COORD/AC/RAF	Janvier 2017
Appliquer la procédure de contrôle de la caisse	RAF/AC	Décembre 16
Réduire de 15% le budget (PTBA) 2017/2018	RAF/RSE	Décembre 16
ECD		
<ul style="list-style-type: none"> Dater les Ordres de Paiement (OP) Joindre à la liasse un tableau explicatif chaque fois que l'Ordre de Virement concerne plusieurs OP. 	COMPT	Immédiat
Evaluer la charge de travail du personnel comptable et réorganiser le travail de la comptabilité	CONSULT	Janv./Fév. 17
Transmettre les résultats de l'évaluation de 2015 au FIDA	Coordo	Immédiat
Insérer le chronogramme de l'évaluation du personnel dans le manuel des procédures administratives	RAF	Immédiat
Arriérés de paiement de la Sécurité sociale d'un montant de 16 865 584 FCFA : se rapprocher de la CNPS pour tirer cette situation au clair	RAF	Immédiat
Paramétrer le tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats dans le logiciel Tom2Pro	RAF/CONSULT	Immédiat
Reporting périodique. Paramétrer dans Tom2Pro le modèle RFI pour rendre disponibles les rapports financiers intermédiaires mensuels à partir de février 2017 au plus tard	RAF/CONSULT	Janvier 17

Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Recruter un consultant pour élaborer la stratégie de sortie du projet	UCP/Siège	Fin janvier 2017
Soumettre à la non-objection du FIDA la stratégie de sortie du projet	UCP/Siège	31 mars 2017

Recommandations sur le genre, ciblage et inclusion des jeunes

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire une évaluation de la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes dans la mise en œuvre de PROPACOM	UCP/ RSE	31 janvier 2016

Appendice 3b - Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
Vue d'ensemble de l'exécution du projet	Organiser une séance de travail entre la DGPPS et le BNETD pour permettre d'accélérer l'exécution des travaux d'aménagements et réhabilitation de périmètres	Réalisé. Convention BNETD signée malgré le retard accusé. Convention transmis au Ministère du Budget depuis le 30 novembre 2016 pour enregistrement	DGPPS	31/05/16
	Revoir à la baisse les objectifs relatifs aux aménagements et réhabilitation de périmètres rizicoles et maraîchers lors de la révision du PTBA de 2016 et l'élaboration du PTBA de clôture couvrant 15 mois entre 2017 et le premier trimestre de 2018.	Réalisé. les objectifs d'aménagement ont été revus à la baisse aussi la révision du PTBA de 2016 (pas d'objectifs sur le dernier semestre 2016) que pour le PTBA de clôture. La convention BNETD porte sur 30 sites rizicoles (1 158,10 ha) et 13 sites maraîchers (57,40 ha) avec un chronogramme d'exécution des travaux disponible pour chaque site. Vu le retard accusé, le BNETD estime que 70% du portefeuille des travaux pourront être exécutés au 31/12/16 si la convention démarre au plus tard le 1 ^{er} /12/16. Le PTBA de clôture est bâti sur ces 70%. Une situation sera faite à mi-parcours avant la révision du PTBA en juin 2017	Coordo / DGPPS	Juin 2016
	Revoir à la hausse les objectifs se rapportant à la filière maïs au vu de leurs résultats encourageants	Réalisé. Le PTBA révisé 2016 a augmenté de 78,5 ha la superficie de maïs qui a été emblavée; portant à 3 169,50 ha sur les 3 000 ha prévus pour l'ensemble de la durée du projet. a été emblavée. En raison de la réallocation budgétaire opérée et du solde des ressources disponibles sur la catégorie « II : Equipements, moyens de transport, matériels et intrants », l'UCP a fait un arbitrage dans le choix de spéculations à mettre en place en 2017-2018. Ainsi, les cultures sous aménagement (riz et cultures maraîchères) qui n'avaient pas été suffisamment appuyés ont été retenues dans ce PTBA. Cependant, pour les mises en places de 2016, les plants subissent les attaques de chenilles au niveau des antennes de Bouaké et Bondoukou sur environ 10 ha qui ont été détruits. Les parcelles concernées ont été urgemment traitées et sont sous surveillance du MINADER et du CNRA	Coordo / DGPPS	Juin 2016
	Procéder à une évaluation indépendante des prestataires, pour s'assurer de la qualité des appuis qui sont fournis aux OPA. Les DRA, les STD et l'UCP pourraient ensemble cette évaluation	En cours. Outils d'évaluation des prestataires revus et harmonisés. Les évaluations ont été faites dans les antennes pour les CIDR, INADES, MONT Horeb, BFCD, etc.). En cours, celles de Delonix, CEGEF, DR ANADER Centre.	COORDO / DRA	Aout 2016
	Organiser un atelier de renforcement des capacités du personnel en vue de les amener à mieux cerner les contours détaillés du concept de microprojet.	Réalisé. avec l'appui du consultant C. BOULAN et sur la base du manuel de financement, les modalités de registres des demandes, de suivi et de gestion des microprojets (24 au 28/08/16) ont été définies. A la suite de cet appui technique, un atelier de formation a été réalisé avec la thématique	Coordo	Aout 2016

⁶ les dates indiquées supposent la fin de tout le processus de mise en œuvre de la recommandation y compris les autorisations requises (ANO, etc.).

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
		des chaînes de valeur pour le personnel du PROPACOM Ouest (le PROPACOM n'ayant plus de microprojet à instruire)		
	Remettre à plat le cadre logique, tant du point de vue des cibles à atteindre que des indicateurs d'effets	Réalisé. le cadre logique du PROPACOM a été révisé au cours d'un atelier qui s'est tenu à Katiola, du 22 au 23/08/16 avec le Consultant Cédric BOULAN. Pour le PROPACOM Ouest une proposition de révision a été faite. Ces 2 cadres logiques seront soumis à la mission de supervision de décembre 2016 pour observations	RSE / CSE /	septembre 2016
	Obtenir du consultant le rapport définitif sur les études d'impact à mi-parcours et programmer à temps la collecte des données quantitatives SYGRI afin qu'elles soient disponibles dans la perspective de la préparation du futur rapport d'achèvement	Réalisé. Le rapport final de la 2 ^{ème} enquête SYGRI (à mi-parcours) du PROPACOM a été transmis à l'UCP le 13/07/16. Le PTBA 2017-2018 d'achèvement prévoit le recrutement d'un consultant pour la collecte des données quantitatives SYGRI de 2 ^{ème} niveau	RSE / CSE	Juin 2016
Produits et effets	En raison de la persistance des perturbations climatiques, accroître de 10% les quantités d'intrants destinées aux producteurs et particulièrement les semences pour prévenir les situations de ré-semis en cas de manque de pluie.	Réalisé. Les quantités d'intrants destinées aux producteurs et particulièrement les semences ont été revues à la hausse (25 kg/ha au lieu de 20 kg pour le maïs, 50 kg/ha contre 40/ha pour le riz)	MINADER/FIDA	15/06/2016
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Recruter sur la base d'une liste restreinte un prestataire pour fournir un appui à 6 plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz, (soit 2 pour chacune des trois régions du PROPACOM).	Non réalisé. Les TDR ont été élaborés. La prise de service des Consultants CTC devrait permettre de réaliser cette activité sur 2017	UCP / COPA	Avril 2016
	Mettre à jour et partager régulièrement le chronogramme détaillé de tous les aménagements à réaliser avec le staff du projet	Réalisé. Les seuls travaux restants concernaient les infrastructures marchandes et le périmètre maraîcher de Niambroun. Les chronogrammes détaillés issus des différents moratoires accordés aux entreprises défaillantes ont été mis à jour et partagés pour un suivi régulier. A ce jour, les sites concernés ont été livrés.	RIR	Mensuel à partir de janvier 2016
	Mettre à jour régulièrement le tableau de synthèse de la situation des aménagements/réhabilitations en cours et le partager avec l'UCP, la DGPPS et le FIDA.	Réalisé. Les seuls travaux restants concernaient les infrastructures marchandes et le périmètre maraîcher de Niambroun. Les chronogrammes détaillés issus des différents moratoires accordés aux entreprises défaillantes ont été mis à jour et partagés avec la DGPPS, l'UCP et les antennes concernées pour un suivi régulier.	RIR	Continu à partir de janvier 2016
	Développer, pour les aménagements, une base de données relationnelle afin de faciliter la mise à jour et partager les informations sur le	Non réalisé. Un avis de recrutement lancé le 28/10/16 a été ouvert le 30/11/16. Le consultant devrait être recruté avant fin décembre 2016.	RIR	Fin troisième trimestre 2016

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	progrès des aménagements /réhabilitations en cours ainsi que les problèmes y afférents.			
	Inclure dans les DAO des critères d'évaluation liés aux attestations de bonne fin délivrées par les maîtres d'ouvrages des travaux réalisés antérieurement par les entreprises soumissionnaires.	Continu. critères déjà utilisés dans les DAO passés depuis 2013. Pas de nouveau DAO de travaux élaboré. Recommandations à prendre en compte pour les DAO BNETD et PROPACOM Ouest avec le volet authentification des ABE	RIR	Immédiat et continu
	Faire un suivi rapproché des impacts de l'appui-conseil et des formations des OPA bénéficiaires du projet et documenter l'évolution des changements et des taux d'adoption des techniques et méthodes apprises	Non réalisé. Cette recommandation sera prise en compte dans l'étude de pré-évaluation relative aux produits et effets induits par les actions du projet sur les OPA et les exploitants	CPA/ CSE/ et Chefs d'Antenne	Immédiat et continu
Formation et Encadrement des exploitants	Inciter les producteurs à fabriquer et utiliser la fumure organique dans les parcelles de culture pour mieux conserver l'eau.	En cours. Des séances de sensibilisation ont eu lieu avec les OPA et les exploitants. Les mandats des prestataires d'appui-conseil mettront l'accent sur la production et l'utilisation de la fumure organique. Les aménagements n'ont pas été réalisés à ce jour.	UPC	31 décembre 2016
	Prendre une option ferme pour l'utilisation de l'énergie solaire comme source d'énergie de l'exhaure de l'eau dans les périmètres maraîchers en lieu et place des motopompes.		MINADER FIDA	30 juin 2016
	Accroître l'objectif de superficie à emblaver en maïs de 3 000 à 6 000 ha.	Non réalisé. Compte tenu des ressources budgétaires limitées, la production de maïs n'a pas été inscrite au PTBA 2017. Un renforcement des OPA maïsicoles a été faite dans le cadre du PTBA 2016 révisé avec 78,5 ha de maïs emblavés sur les 90 ha prévus	MINADER FIDA	30 juin 2016
	Entreprendre des études géophysiques pour l'implantation et l'exécution de forages dans les sites maraîchers en lieu et place des puits.	Non réalisé. Les forages sur les sites maraîchers à puits seront réalisés sur d'autres financements du MINADER par d'autres projets (PARFACI, etc.) en raison de la limitation des ressources limités du projet (achèvement);	UCP	Immédiat
	Transférer les stocks d'intrants non encore utilisés à des spéculations sous culture dans la zone du PROPACOM pour éviter leur éventuelle détérioration.	Réalisé. Les stocks d'intrants disponibles dans les antennes a été distribué aux OPA pour les mises en place de maïs et de maraîchers 2016 et la production de semences de céréales dans les antennes du PROPACOM Ouest	UCP	Immédiat
	Organiser à l'intention des producteurs des visites de sites de goutte à goutte en Côte d'Ivoire ou dans les pays voisins (Burkina et Mali)	Non réalisé. Reporté en 2017, étant donné le retard dans la mise en œuvre de la convention BNETD comportant 13 sites maraîchers à irriguer au goutte à goutte	UCP	Novembre 2016
	Prévoir dans les DAO pour la fourniture du	Continu. Formation assurée sur le seul site aménagé au GaG de	UCP	Immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	système goutte à goutte une clause qui oblige le fournisseur à assurer l'installation, la fourniture de pièces de rechange ainsi que la formation des bénéficiaires pendant au moins 3 mois sur le site.	Niambrun par le prestataire. recommandation à prendre en compte dans les DAO en lien avec le BNETD		
l'appui conseil	Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui-conseil et formation des producteurs après évaluation satisfaisante des premiers contrats afin de : <ul style="list-style-type: none"> Consolider les formations reçues ; Coachier les formateurs relais ; Encadrer les nouveaux producteurs bénéficiaires de la reconstitution des fonds intrants. 	En cours de mise en œuvre avec les prestataires ayant obtenu au moins 70/100 à l'évaluation (CIDR, BFCD, SIADES, Mont Horeb, etc.) pour une année supplémentaire	COPA/CPA	Immédiat
	Faire bénéficier les producteurs victimes d'aléas avérés (à partir de 2014) d'une deuxième allocation en intrants et de l'appui conseil et formation	Réalisé. pour les mises en place de maïs sur 78,5 ha (6 OPA à Bondoukou et 3 OPA à Bouaké)	COPA/CPA	Immédiat
	Distribuer l'intégralité des stocks intrants	Réalisé. En juillet 2016		
Convention ADDR	Faire la capitalisation du Modèle de réinsertion communautaire des jeunes ex-combattants testés dans le Denguélé	Non Réalisé. Le CSE de l'antenne de Man fera une mission de suivi des effets du Modèle de réinsertion communautaire des jeunes ex-combattants testés dans le Denguélé	Antenne de Man	Nov 2016
	Insérer les bénéficiaires de l'initiative ADDR dans le dispositif de suivi du PROPACOM	Réalisé. Les bénéficiaires de l'initiative ADDR ont été insérés dans le dispositif de suivi du PROPACOM notamment concernant les résultats obtenus (personnes formées, quantités d'intrants distribués, nombre d'équipements/matériels distribués, etc.)	RSE	immédiat
Composante 2 : Valorisation et mise à marché	Passer en revue le portefeuille de microprojets au niveau de chaque antenne et vérifier la cohérence de chacun des microprojets; faire des propositions pour les optimiser.	Réalisé. avec l'appui du consultant BOULAN. Les données de suivi et de gestion sont en cours de saisie pour consolidation dans l'application informatique de S&E. Des états (rapports) qui en sortiront permettront d'évaluer la mise en œuvre de chaque microprojet	Chef d'antenne	Début juin 2016
	Sensibiliser les OPA sur les besoins de renouvellement des fournitures consommables (sacs et cageots)	En cours. Un mécanisme de renouvellement des équipements est en cours de validation pour l'ensemble des antennes pour mise en œuvre immédiate. Les premières livraisons (équipements et fournitures de consommables) ont démarré en octobre 2016, après le versement de la contribution des OPA bénéficiaires.	CTC/prestataire	Dès livraison et continu
	Mettre à disposition 15 millions de fonds de roulement (FDR) pour chacune des 3 ESOP de la zone nord. Pour Katiola, attendre la clarification sur la gouvernance. Prendre	Réalisé. Cependant ce sont 10 millions que les OPA ont reçu en espèce et du matériel informatique complet et des mobiliers de bureau. Les virements ont été fait entre Août et Septembre 2016.	Coordo / RAF	Juillet 2016 au plus tard

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	l'attache de l'agent comptable pour étudier la faisabilité de cet appui			
	Mettre à disposition cinq (5) millions de fonds d'amorçage et mettre au point le mode de gestion de ce fonds.	Non réalisé. Dix millions de fonds paddy ont été fournis aux ESOP. L'indisponibilité de fonds sur la catégorie (consécutive à la réallocation des ressources) n'a pas permis de fournir ces fonds aux ESOP. Le CIDR les assistera pour obtenir du crédit auprès d'IF avec une gestion efficiente des 10 millions de fonds paddy perçus.	Coordo / RAF /SFR	Immédiat
	Evaluer les performances du CIDR et le cas échéant le contracter pour un appui supplémentaire de 1 an.	Réalisé. L'évaluation des performances du CIDR a été faite en septembre 2016 avec satisfaction des bénéficiaires et de l'UCP. Un nouveau contrat CIDR en cours d'élaboration avec l'extension du mandat du CIDR à l'Antenne de Bondoukou (ESOP à mettre en place)	UCP	Immédiat
	Rencontrer l'ONDR pour faire le point sur le déploiement et l'appui aux minirizeries et aux plateformes départementales.	Réalisé. Plusieurs séances de travail ont lieu avec l'ONDR qui accuse des retards et rencontre des difficultés dans l'opérationnalisation de minirizerie (Sakassou) et des unités décorticage de riz (Korhogo)	Coordo/DGPPS	Immédiat
	Lancer les études sur la filière riz dans les régions couvertes par les antennes de Bouaké et Bondoukou	En cours. Prise en compte dans la prestation à réaliser par le CIDR. Les TDR sont élaborés avec les mandats relatifs à cette étude pour Bondoukou. Contrat non encore signé. Pour Bouaké, les CTC à recruter seront chargés de réaliser ces études	UCP	Octobre 2016
	Reprendre les discussions avec TechnoServe sur leur offre et continuer à chercher d'autres prestataires pour la mise en place des systèmes de gestion des minirizeries de la zone sud et l'appui aux plateformes départementales. Contractualiser.	Non réalisé. les échanges n'ont pas eu lieu en raison de la restructuration de TechnoServe.	UCP	Octobre 2016
	Etudier la possibilité d'alimenter les minirizeries par énergie solaire	En cours. Une mission d'évaluation des besoins d'investissement en énergie solaire a été faite au niveau de la minirizerie de Katiola. Les conclusions seront étendues aux autres minirizeries de Béoumi et de Bouaké vu qu'il s'agit de la même zone selon le consultant commis à cette étude. Pour les périmètres maraîchers, il n'y a pas encore eu de mission.	UCP	Octobre 2016
	Lancer l'étude sur les structures d'appui à la commercialisation des vivriers.	En cours. Retard dans le processus de recrutement des consultants. Un avis de recrutement de consultants lancé en octobre 2016. Le processus de sélection en cours.	UCP	Juillet 2016
	Rencontrer Rongead/OCPV pour finaliser les conditions de mise en place du SIM.	En cours. Les TDR ont été partagés avec le Rongead et l'OCPV. Activité reportée au PTBA 2017 avec la possibilité d'intégration des OPA mettant en œuvre un microprojet dans le SIM du Rongead	Coordo	Juillet 2016
Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA.	Accélérer la mise en œuvre des activités d'alphabétisation fonctionnelle pour toutes les OPA bénéficiaires du PROPACOM dont les besoins en ce domaine ont été clairement	Non réalisé. Activité reportée au PTBA 2017. Les TDR de recrutement de Prestataires ont permis d'élaborer la demande de propositions qui sera lancée avant fin décembre 2016	COPA	Immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	identifiés.			
Appui à la structuration et à la gestion des OPA	Accélérer le processus de reconduction sur deux ans du mandat des prestataires en charge de la structuration des OPA et dont les performances ont été positivement évaluées.	En cours. Evaluation des performances en cours dans les antennes de Bondoukou, Bouaké et de Korhogo. Un	COPA/ CAFM/ RPM	Immédiat
	Assurer, avec l'appui des services techniques déconcentrés (STD), un suivi rapproché des formations dans le cadre de l'appui à la structuration des OPA afin d'apprécier le bon déroulement des formations et la maîtrise des modules dispensés par les formateurs.	Continu. Les services techniques déconcentrés (STD) sont impliqués dans le suivi des activités de l'appui à la structuration des OPA; elles ont participé à l'atelier d'harmonisation des outils de S&E, des modules de formation des OPA, etc.	COPA/ DRA	Immédiat et continu
	Utiliser, avec l'appui des STD, les outils de diagnostic institutionnel participatif pour évaluer le niveau de maturité des OPA pour décider du passage d'un niveau à un autre. Particulièrement, pour le passage du niveau de maturité 1 au niveau 2 prendre en compte les activités économiques développées par l'OPA	Continu. Les STD sont impliqués dans l'évaluation du niveau de maturité des OPA pour décider du passage d'un niveau à un autre des modules de formation des OPA, etc.	COPA	Immédiat
	Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui à la structuration après évaluation satisfaisante afin de disposer suffisamment de temps pour disposer les modules de formations retenus.	En cours d'exécution pour les prestataires ayant donné satisfaction sur le premier mandat d'une année	COPA/CAFM/RPM	
	Initier systématiquement les activités d'appui à la structuration dès la signature de l'accord de financement avec toute OPA pour une meilleure exécution de ses activités.	Continu. Pas de nouvel accord de financement au niveau du PROPACOM, recommandation à prendre en compte dans le PROPACOM Ouest	COPA	Immédiat
Evaluation des prestataires	Renforcer le suivi rapproché des prestataires en impliquant les services techniques déconcentrés pour amener les prestataires à respecter leurs cahiers de charges	Continu. Les STD sont désormais plus impliqués dans le suivi rapproché des prestataires et des activités (réunion de démarrage, inspection et vérification des acquisitions de matériels agricoles, formation des bénéficiaires, réunion de conciliation, visite de chantier, réception provisoire, levée de réserve, etc.). En interne, un plan de suivi des activités pour chaque centre de responsabilité a été réalisé pour le PTBA 2017 (OPA, S&E, Production Agricole, PPM, Infrastructures rurales, Fiances rurales).	COPA	Immédiat
	Etablir et mettre régulièrement à jour une base de données des prestataires performants sur la base des évaluations.	Réalisé. une base de données des prestataires performants est disponible.	COPA	Immédiat
Composante 3 :	Continuer à tenir des réunions mensuelles entre l'UCP, la DRMP et la Préfecture en vue	Réalisé. Les rencontres régulières ont permis d'obtenir la résiliation des marchés en souffrance et hors convention BNETD. Les arrêtés de	Coordo	Immédiat et Continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
Coordination et Gestion	d'accélérer les procédures de passation des marchés	résiliation ont été signés par le Préfet. 4 des 5 premiers arrêtés devront être repris pour signature par le Préfet, du fait du vandalisme de juillet 2016 au niveau de la Préfecture de Bouaké.		
	Faire un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes et informer la DRMP des résultats obtenus dès la fin du délai fixé.	Réalisé. un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes a été fait avec la DRLMP de Bouaké: * Un marché a été résilié pour non respect des plusieurs moratoire, l'arrêté de résiliations est disponible Deux marchés ont fait l'objet de réception provisoire (avec ou sans réserve) des travaux ayant des retards d'achèvement (site maraîcher de Niambrun et les infrastructures marchandes de Bouaké)	RPM /RIR	continu
	Faire le suivi du traitement des dossiers de résiliations de contrats demandés à la DRMP	Réalisé. un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes a été fait avec la DRLMP de Bouaké. Un total de 15 arrêtés de résiliations sont disponibles	RPM	Immédiat et continu
	Renforcer les capacités du personnel de l'UCP en étude et évaluation des microprojets soumis ;	Réalisé. avec l'appui du consultant C. BOULAN et sur la base du manuel de financement, les modalités de registres des demandes, de suivi et de gestion des microprojets (24 au 28/08/16) ont été définies. A la suite de cet appui technique, un atelier de formation a été réalisé avec la thématique des chaînes de valeur pour le personnel du PROPACOM Ouest (le PROPACOM n'ayant plus de microprojet à instruire)	Coordo	Octobre 2016 et continu
	Faire systématiquement l'évaluation de chaque microprojet achevé par une équipe incluant le CSE, RIR, DRA, CPA,	Continu. La base de données des microprojets élaborée et en cours de saisie permettra de savoir si un microprojet est achevé et d'en faire l'évaluation	COPA	Immédiat et Continu
	Préparer les dossiers relatifs aux volets complémentaires des microprojets et les soumettre à une session extraordinaire du CRC en vue de leur inclusion soit dans le PTBA de 2016 ou dans le PTBA de 2017. Il ne faudra y inclure que les activités dont la programmation à rebours démontre la possibilité de terminer leur exécution avant la date d'achèvement du projet en mars 2018.	Réalisé. Travaux confortatifs ou acquisition d'équipements à réaliser sur PTBA 2017 (pour ceux n'excédant pas 12 mois)	Coordo	20/06/16 Octobre 2016
	Prévoir dans le PTBA de 2017-2018, les études préparatoires à l'élaboration du rapport d'achèvement (études /enquêtes thématiques sur les effets et impacts)	Réalisé. Pris en compte dans le PTBA 2017-2018 soumis à la validation du FIDA	CSE	Octobre 2016
	Rendre disponible le PTBA 2016 révisé sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	Réalisé. le PTBA 2016 révisé a été transmis au FIDA le 13/07/16	Coord, RSE, Equipe projet	15/07/16
	Elaborer le PTBA 2017-18 (15 mois) de clôture	Réalisé. le PTBA 2017-18 (15 mois) validé par le COP le 03/11/16 a été	Coord, RSE, Equipe	3 ^{ème} trimestre

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	du projet sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	transmis au FIDA le 16/11/16	projet	2016
Composante 3 Suivi-Evaluation	Réviser le cadre logique et les indicateurs en fonction des résultats de la revue du portefeuille des microprojets et pour améliorer et simplifier la batterie d'indicateurs, en particulier pour le niveau effet, en relation avec SIGRY	Réalisé. La révision du cadre logique a été réalisée avec l'assistance d'un consultant international en fin aout 2016. Elle a été l'occasion de réorganiser et reformuler le libellé des indicateurs afin de mieux distinguer les niveaux produits et effets. A cet effet, une attention particulière a été apportée à la désagrégation par genre et par classe d'âge quand cela a été possible et pertinent en termes d'évaluation.	Coord, RSE	septembre / octobre 2016
	Organiser un atelier réunissant l'équipe en charge du suivi-évaluation pour remettre à plat le dispositif, discuter des rôles et responsabilités de chacun et identifier les renforcements de capacités nécessaires à tous les niveaux.	Réalisé. avec l'assistance de deux consultants internationaux (CISSE Amadou et Cedrick BOULAN) entre aout et septembre 2016. A l'issue de ces appuis techniques, les outils du dispositif de planification et S&E ont été revus, différenciés et/ou harmonisés pour tenir compte des spécificités de chaque projet. Concernant la planification, le cadre logique et Cadre de mesure du rendement du projet ont été revu avec des indicateurs plus "simples" à collecter.	Coord, RSE/CSE	septembre / octobre 2016
	Améliorer l'intégration du système de suivi évaluation en harmonisant progressivement les outils utilisés par les antennes et par l'UCP	Réalisé. avec l'assistance de deux consultants internationaux (CISSE Amadou et Cedrick BOULAN) entre aout et septembre 2016. A l'issue de ces appuis techniques, les outils du dispositif de planification et S&E ont été revus, différenciés et/ou harmonisés pour tenir compte des spécificités de chaque projet. Concernant la planification, le cadre logique et Cadre de mesure du rendement du projet ont été revu avec des indicateurs plus "simples" à collecter.	RSE/CSE	Immédiat et continu
	Respecter les principes de subsidiarité entre les antennes et l'UCP et responsabiliser davantage l'ensemble de l'équipe dans la collecte des données et leur traitement.	Réalisé. En interne, le circuit de collecte et de traitement des données a été clarifié avec une meilleure précision et répartition des rôles et responsabilités entre l'UCP et les antennes. L'actualisation du manuel de S&E et les appuis techniques fournis au service S&E ont renforcé et ont permis de partager une compréhension harmonisée du dispositif du S&E du projet. De plus, l'application de S&E propose une organisation plus efficace du dispositif, respectant les principes de subsidiarité entre les niveaux et d'harmonisation / intégration des outils utilisés au sein du projet. Ainsi, les CSE vérifient, compilent et saisissent des données relatives à l'exécution des tâches et des activités et au niveau d'atteinte des résultats (indicateurs d'activités et de produits). Le RSE assure la cohérence des données saisies et des données contenues dans les outils de programmation (PTBA, marchés/contrats, etc.). Les CSE des antennes d'une manière générale assurent un contrôle qualité du rapportage des prestataires et réalisent à leur niveau un traitement plus poussé des données pour sortir des éléments d'analyse de	RSE/CSE	Immédiat et continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
		l'activité du projet dans leurs zones.		
	Consolider le dispositif d'enquêtes et de collecte des données afin de pouvoir compléter et vérifier les données communiquées par les prestataires	En cours. Le dispositif d'enquête et de collecte de données a été revu. Après le partage des outils de S&E du projet, les fiches de collecte (primaires et secondaires) sont mises à la disposition des prestataires. Des missions de suivi de terrain sont effectuées pour vérifier et apporter un appui au remplissage de ces fiches. Ensuite, les données consignées sur ces fiches sont confrontées aux déclarations et constations et/ou documents des OPA. Enfin, l'ensemble des fiches remontées par le prestataire est contrôlé et vérifié par les CSE sur la base des données de programmation et des marchés, des visites de terrain sur un échantillon d'OPA ou de sites. Pour obtenir des données par anticipation, une copie de l'ensemble des fiches de collecte est transportée au projet pour la saisie.	RSE/CSE	Second semestre 2016
	Mettre en place un cadre de suivi du portefeuille de microprojets sur la base de celui proposé par la mission et le faire évoluer en fonction des besoins d'informations	Réalisé. l'application de S&E permet de rendre dynamique avec le temps le suivi et la gestion de chaque microprojet dont les informations sont régulièrement mises à jour	CSE /RSE	Immédiat
	Etablir pour chaque microprojet un chronogramme de mise en œuvre partant de la signature de la convention, ou de la date d'établissement du chronogramme pour les microprojets en cours. Actualiser régulièrement le chronogramme.	Réalisé. avec l'appui du consultant C. BOULAN le suivi et la gestion de chaque microprojet comprend un chronogramme de mise en œuvre; l'application de S&E permet de rendre ce chronogramme de mise en œuvre dynamique avec le temps	Antennes, CAFM,	Immédiat, concomitamment avec la préparation du PTBA 2016 révisé, et continu
	Faire évoluer la base de données intégrée existante afin d'assurer le suivi et la programmation par microprojet en plus du suivi actuel selon l'architecture du PTBA, par antenne et par culture	Réalisé. l'application de S&E permet de rendre dynamique avec le temps le suivi et la gestion de chaque microprojet de façon multicritères (type, quantité, nature, localité, antenne, OPA, etc.) avec les mises à jour régulières	RSE/ CSE	Fin septembre 2016
	Valoriser le tableau de bord pour assurer la planification pluriannuelle du projet	Continu. PROPACOM Ouest. le tableau de bord sera actualisé sur la base du cadre de mesure des résultats. Ce tableau de bord sera mis à jour permettra de revoir les résultats et objectifs à atteindre après évaluation.	Coord, RSE	Immédiat, concomitamment avec la préparation du PTBA 2016 révisé, et continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	Diffuser largement le manuel de gestion du système informatisé de suivi-évaluation et assurer des formations sur l'utilisation du système informatisé de suivi évaluation à destination des différents types d'utilisateurs.	Réalisé. le manuel de suivi-évaluation a été diffusé et expliqué à l'ensemble du personnel. Les formations sur le système informatisé de S&E ont eu lieu du 05 au 28/11/16 par le RSE et le consultant dédié. Le manuel d'utilisation du système informatisé de S&E est en cours d'actualisation pour prendre en compte l'approche "gestion des microprojets"	RSE/CSE	Immédiat et second semestre 2016 (formations)
Suivi externe du MINADER	Impliquer les Directions centrales techniques et les STD dans l'appui à la mise en œuvre du Projet à travers la signature de convention-cadre	Continu. Une convention-cadre a été signée avec la DR construction de Bondoukou pour le suivi et le contrôle des travaux du centre de groupage. Il en est de même pour les DR MINADER (suivi des activités du PTBA) et des DR Constriction et Infrastructures Economiques (suivi des chantiers d'aménagement hydroagricoles et infrastructures marchandes)	Chefs d'antennes / Coordo	Immédiat et continu
	Mettre en place une assistance technique auprès de l'UCP pour renforcer ses capacités en matière de gestion axée sur les résultats, planification, approche microprojet, ciblage, suivi-évaluation, et travail en équipe	Réalisé. Deux consultants internationaux ont apporté une assistance à l'UCP (CISSE Amadou et Cedrick BOULAN) entre août et septembre 2016.	MINADER / FIDA	immédiat
État d'avancement de l'exécution du projet	Revoir le mode de calcul du taux de réalisation physique et reprendre les calculs de toutes les années selon cette méthode.	Réalisé. Un mode de calcul du taux physique a été adopté et intégré dans l'application de S&E. Sur cette base, le taux physique sera recalculé de 2013 à 2016 pour assurer une cohérence dans la comparaison et l'analyse des résultats du PROPACOM. Le rattrapage des données antérieures sera effectué d'ici fin janvier 2017. Cette même méthode de calcul d taux physique sera appliquée au PROPACOM Ouest	RSE	Immédiat et continu
Gestion fiduciaire				
Aspects fiduciaires	Assurer à terme la cohérence des informations et des tableaux de synthèse générés par le logiciel Tom2Marché en relation avec les données comptables.	Réalisé. le logiciel a été installé en mai 2016, la mise en relation avec les données comptables a été faite pour en assurer un cohérence	RPM/RAF/CPT	31/08/16
	Régulariser urgemment la vacance du poste de CPA de Bondoukou en faisant appel au candidat arrivé troisième lors du recrutement	Réalisé. le CPA de Bondoukou arrivé 3 ^{ème} au test de recrutement des CPA a pris service en août 2016	Coordo/DGPPS	30/06/16
	Surseoir à l'engagement des CTC et contractualiser des consultants nationaux et/ou régionaux pour prendre en charge les aspects liés à la transformation et à la commercialisation.	En cours. Les projets de TDR élaborés sont en cours de validation.	Coordo/DGPPS	15/07/16
	Doter la catégorie V « salaires et indemnités »	Réalisé. la catégorie V « salaires et indemnités » a été dotée de	MINADER/MPMEF/FIDA	31/07/16

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	de ressources supplémentaires pour permettre d'arriver à l'achèvement/clôture du projet.	ressources pour permettre d'arriver à l'achèvement/clôture du projet. La réallocation des ressources a été approuvée par le FIDA le 07/11/16		
	Harmoniser les Contrats du personnel du PRAREP/PROPACOM avec le nouveau contrat type.	Réalisé. un contrat-type (CDD) allant du 1er janvier au 31 décembre 2016 a été signé par l'ensemble du personnel	Coordo/RAF/DGPPS	30/06/16
	Réviser le PTBA/PPM 2016 sur la base des orientations de la revue à mi-parcours et le rendre disponible. Cette révision devra tenir compte également du PTBA/PPM 2017/2018 de quinze (15) mois allant du 01/01/17 au 31/03/18 à transmettre au FIDA au plus tard le 31/10/2016.	Réalisé. le PTBA 2016 révisé du 12 au 15/06/16, a été validé par le COP le 29/06/16 et transmis au FIDA le 13/07/16	Equipe du Projet/DEP	15/07/16 et 31/10/16
	Réduire le délai de positionnement des ressources entre le compte BNI Abidjan et BNI Bouaké	Pour mémoire. Courrier transmis à l'ACDP en juin 2016 et rencontre entre la mission et l'ACDP en mai 2016 sur la question. Les délais ont été réduits suites aux séances de travail avec l'ACDP notamment sur le transfert des fonds de la DRF 20 (du 09/08/16 au 16/08/16)	Agence Comptable de la Dette Publique (ACDP)	Pour mémoire
Aspects fiduciaires	Procéder à une réallocation des ressources, prenant en compte les dépassements enregistrés sur les catégories III et V et les investissements essentiels à réaliser d'ici l'achèvement/clôture du Projet dont les éléments significatifs ont été validés au cours de la mission.	Réalisé. Les catégories III et V ont été dotées de ressources sur la réallocation budgétaire approuvée par le FIDA le 07/11/16	MINADER/MPMEF/FIDA	31/07/16
	Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de 11 113 484 FCFA en plus dans le Compte Désigné en minorant la catégorie I « génie civil et rural » de la DRF 21 du même montant.	Réalisé. l'écart de reconstitution de 11 113 484 FCFA a été régularisé	RAF/CPT	30/06/16
	Accélérer le traitement de la demande de création de régie d'avance à Bouaké, la nomination de Régisseur et la modification du montant de celles de Korhogo et Bondoukou	Réalisé. la régie d'avance à Bouaké a été créée et le régisseur installé en Juillet 2016. Les Régisseurs de Bondoukou et Korhogo ont été confirmés dans leur poste. L'arrêté de création de la régie de Bouaké a revu à la hausse les montants de celles de Korhogo et Bondoukou	DAFP/MPMEF	31/07/16
	Apurer les dettes des fournisseurs/prestataires	Réalisé. les factures concernées ont été engagées pour une bonne partie des prestataires, notamment sur les travaux d'infrastructures et d'appui	Coordo/RAF/CPT	30/06/16

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
		conseil et structuration des OPA. Le paiement des prestataires est limité par la disponibilité des ressources sur les comptes.		
	Accélérer le processus de mise à disposition des attestations de TVA	Réalisé. Des Attestations d'exonération ont été délivrées et sont en cours de traitement au Trésor pour les autres factures engagées.	Coordo/RAF/CPT	31/08/16
	Solder les reliquats des frais de mission du personnel	En cours. la majorité des reliquats des frais de mission du personnel a été apurée; le reste a été engagé et en cours de traitement au niveau du Contrôleur Financier	Coordo/RAF/CPT	31/05/16
	Mettre en place un dispositif cohérent de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires	Réalisé. Un dispositif de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires a été mis en place et fait intervenir l'Agent Comptable au siège et les Régisseurs dans les antennes pour les équipements. Pour les travaux elle est définie et évaluée par l'ingénieur conseil. La contribution des bénéficiaires est désormais mobilisée et comptabilisée. Les montants dus sont versés au niveau de chaque antenne dans la régie concernée qui délivre une quittance de paiement. Les justificatifs de versement sont transmis à l'agent comptable pour consolidation avec au comptable qui en passe les écritures nécessaires dans ses livres. La situation complète est disponible dans les antennes et au niveau de l'Agent Comptable. Un dispositif cohérent de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires a été mis en place et fait intervenir l'Agent Comptable au siège et les Régisseurs dans les antennes pour les équipements. Pour les travaux elle est définie et évaluée par l'ingénieur conseil.	Equipe du Projet	31/08/16
	Assurer, avant la mise à disposition des 26 batteuses et 66 motoculteurs aux bénéficiaires, le versement de leur contribution de 5% à l'Agent Comptable, qui le reversera au compte désigné.	Réalisé. Les OPA bénéficiaires versent leur contribution en numéraire de 5% auprès des services de l'Agence Comptable. La livraison n'intervient que lorsqu'une OPA a versé au moins 75% de cette contribution. La remise officielle a été faite le 14/10/16 par le Ministre du MINADER. La livraison s'est faite entre le 14/10/16 et le 30/11/16 pour les OPA s'étant acquitté de leur contribution de 5%.	Chefs d'Antenne /RAF/Agent Comptable	31/08/16
	Régulariser cette alimentation non autorisée du compte désigné à travers la catégorie II «Equiperment, moyens de transport, matériel et intrants » d'une DRF à soumettre dont le montant sera diminué d'autant.	Réalisé. Ces alimentations non autorisées sont régularisées dans les DRF au fur et à mesure des versements effectués en banque sur le compte désigné et pris en compte dans la DRF de la période considérée.	Coordo/RAF/CPT	30/09/16

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	Matérialiser sur le formulaire C11 « suivi des contrats », le suivi administratif de l'exécution des contrats.	Réalisé. Le formulaire C11 est matérialisé dans le logiciel de comptabilité par le vocable "« suivi des contrats »	RAF/RPM/CPT	Immédiat
	Evaluer l'impact de la mise en œuvre des procédures simplifiées en matière de passation des marchés.	Pour mémoire. L'impact est positif. Les délais ont été réduits, En dehors de l'ANO du FIDA, celle de la DRMP n'est plus requise sur certaines attributions.	Equipe de supervision	Pour mémoire
	Finaliser la mise à jour du manuel de procédures	Réalisé. le manuel de procédures a été mis à jour les 26, 27/07/16 à Bouaké avec l'ensemble du personnel	Coordo/RAF	31/08/16
	Systématiser la mise à disposition des 80% d'avance pour les missions à l'intérieur.	Réalisé. les 80% d'avance sont payés si les TDR validés de mission sont soumis au plus tard 7 jours ouvrés avant le début de ladite mission	Coordo/RAF	Pour mémoire
Durabilité	Promouvoir, à travers la sensibilisation ou autres actions incitatives, la contractualisation entre les OPA rizières et les mini-rizeries	En cours. les producteurs autour des ESOP établissent des contrats de livraison. Le dispositif de fidélisation sera renforcé à travers la fourniture d'intrants et le versement de ristourne.	COPA/consultant CTC	15/07/16
	Renforcer la sensibilisation sur le mécanisme de la reconstitution des fonds intrants (visites d'échanges, renforcer, clarifier le message sur la nécessité de reconstituer pour eux-mêmes et de rembourser pour que les autres membres aient accès aux intrants)	En cours. Les données collectées indiquent le taux de reconstitution est en moyenne de 50% pour le maïs, pour le riz sur la première année, le taux est de 26%. Action de sensibilisation et de formations à renforcer en 2017	COPA/CPA	immédiat
	Définir de manière participative les mécanismes de gestion, d'entretien et de renouvellement pour les aménagements, magasins, équipements, etc.)	Non réalisé. un projet de document de mécanisme a été élaboré et partagé au niveau des antennes. Des séances de validation seront organisées avec les OPA.A mettre en œuvre sur le PTBA 2017	COPA/ CPA/consultant CTC	immédiat
Autres aspects				
Prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes	Elaborer une stratégie genre assortie d'un plan d'action qui sera étendue au PROPACOM Extension Ouest	En cours. Processus de recrutement d'une équipe de 2 consultants non achevé. Contrat à signer en décembre 2016.	Coordo/ COPA	Septembre 2016
	Organiser une séance de formation sur la notion du genre à l'attention du personnel de l'UCP	Non réalisé. A mettre en œuvre sur le PTBA 2017 avec les consultants chargés d'élaborer la stratégie genre	Coordo	Août 2016
	Renouveler des séances de sensibilisation auprès des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes aux facteurs de production	Continu. sur PROPACOM Ouest, les séances de sensibilisation continuent	Coordo/COPA	A partir d'Août 2016
	Privilégier le financement de microprojets ou d'initiatives qui intéressent les femmes et les	Continu. sur PROPACOM Ouest, les séances de sensibilisation continuent pour que les OPA soumettent des microprojets impliquant le	Coordo/COPA	Immédiat et continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
	jeunes (maïs, maraîchers, etc.)	plus les femmes et les jeunes		
Participation des bénéficiaires	Accentuer la sensibilisation des dirigeants des OPA et leurs membres sur le bien-fondé et l'intérêt pour eux de contribuer aux coûts de réalisation et d'entretien des infrastructures, d'acquisition et de maintenance des équipements,	En cours. Les actions de sensibilisation couplées avec la livraison effective des équipements et matériels, ont permis d'accroître le taux de contribution de la part des OPA. Stratégie à déployer sur PTBA 2017	COPA	Continu
	Exiger que le paiement de la contribution en numéraire aux coûts des équipements à hauteur de 5% soit libéré par les OPA bénéficiaires avant toute livraison.	Réalisé. Seules les OPA ayant payé leur contribution de 5% ont été livrées.	CAFM/ COPA	Continu
Partenariats et les prestataires de services	Faire l'allotissement des marchés en tenant compte de la nature des travaux et de la distance entre les sites	Continu. Cette recommandation sera prise en compte dans la convention BNETD et les marchés concernant le PROPACOM Ouest	RPM/ Responsables Techniques	Immédiat/ continu
	Contrôler auprès des structures émettrices, les Attestations de Bonne Exécution (ABE) fournies par les soumissionnaires	Réalisé. Toutes les ABE ont été authentifiées auprès des structures émettrices en liaison avec la DRMP. cette disposition concernera l'ensemble des mises en concurrence à venir dans toutes les antennes du projet	RPM	Immédiat/ continu
	Poursuivre les réunions régulières entre l'UCP (RPM et CAFM) et la DRMP	Continu. Plusieurs séances de travail ont eu lieu entre l'UCP et la DRMP de Bouaké. Ces réunions ont été l'occasion de finaliser le processus de résiliation des marchés en souffrance et d'accélérer la passation des marchés en cours	RPM/ CAFM	Immédiat/continu
Sécurisation foncière	S'assurer qu'un document formel concédant un droit d'usage compatible avec la nature des aménagements soit établi entre les propriétaires des terrains sur lesquels les aménagements sont réalisés et les bénéficiaires appuyés par le PROPACOM et que ce document soit visé par les autorités administratives (Préfet)	Continu. Toutes les infrastructures construites ont fait l'objet de document de cession dument visé par les autorités administratives; il en sera de même les aménagements et les infrastructures marchandes à réaliser Une fiche de clarification foncière est disponible	Coordo, RIR	Immédiat et continu
	Prendre attache avec les services fonciers pour discuter des possibilités d'appui sur les zones aménagées par le projet.	En cours. Pas de nouveaux aménagement sur le PROPACOM. Pour le PROPACOM Ouest, les STD feront la clarification foncière avant la sélection puis l'aménagement des sites concernés; appui aux OPA pour l'obtention de titre de propriété foncière	Coordo, COPA, RIR	Juin 2016
Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	Prévoir un accord de principe plutôt qu'une convention cadre entre MINADER et MINEF pour les activités de reboisement	Réalisé. L'idée de convention-cadre n'a pas été jugée pertinente par le MINADER. Une convention a été signée directement et respectivement entre le PROPACOM et les projet Muraille verte et projet reboisement flancs des montagnes du MINEF	UCP, Antennes de Man et Korhogo	Immédiat
	Planifier et lancer les études sur les besoins en	Non réalisé. Le retard accusé dans la finalisation des conventions avec	UCP, Man et Korhogo	Second

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁶
(ASAP)	bois-énergie	les projets du MINEF n'ont pas permis de lancer cette étude. Transféré sur le PTBA 2017 (sur financement PROPACOM Ouest/ASAP)		semestre 2016
	Evaluer les besoins logistiques réels de la SODEXAM après le démarrage des activités	Réalisé. Les besoins logistiques réels de la SODEXAM ont été identifiés et consignés dans la convention signée avec le PROPACOM. Une DANO a été adressé le 30/11/16 au ministère en charge du budget pour approbation de la convention. Un cahier des charges a été élaboré pour la demande de cotation en vue de l'acquisition des matériels et équipements	UCP, Antenne de Bouaké, SODEXAM	Après le démarrage des activités
	Préparer la convention ASAP-CNRA de façon à pouvoir démarrer les activités en 2017	Non réalisé. La convention devrait comprendre la fourniture de semences résistantes au CC, la formation sur l'agroforesterie et les itinéraires techniques innovants relatifs au CC. L'UCP a opté pour l'achat direct des semences. Pour cette raison, le CNRA tarde malgré maintes relances à réagir sur les demandes cotation et TDR soumis.	UCP, Séguéla, CNRA	Second semestre 2016
	Planifier les activités d'appui institutionnel : convention avec le MINEF et identification du prestataire	Réalisé. les activités d'appui institutionnel au MINEF ont été identifiées et consignés dans la convention signée avec les projet Muraille verte et projet reboisement flancs des montagnes. Une demande de cotation a été lancée pour l'acquisition des matériels et équipements	UCP, MINEF	Second semestre 2016
	Détailler les obligations fiduciaires des partenaires liées à la mise à disposition des fonds par tranche dans les conventions et prévoir des rencontres entre services fiduciaires après la signature	Continu. Pris en compte. Des séances de travail techniques ont eu lieu avec le MINEF, la SODEXAM	Responsables conventions, partenaires, SAF	Immédiat et continu
	Intégrer des modèles de justificatifs (rapports périodiques et justificatifs de dépense) dans les annexes des conventions	Réalisé. Les modèles de justificatifs (rapports périodiques et justificatifs de dépense) sont en annexes dans les conventions	Responsables conventions, RSE, SAF	Immédiat et continu
	Prendre des mesures pour garantir le géo-référencement des investissements du projet (coordonnées GPS relevées pour les aménagements et infrastructures)	En cours. L'application informatique de Suivi-Evaluation comprend un module cartographie qui permet le géo-référencement des investissements du projet. Les aménagements et infrastructures seront matérialisés sur la carte de la Côte d'Ivoire avec les données suivantes (nature, capacités, OPA bénéficiaires, etc.)	RSE, prestataires et partenaires	Juin 2016
	Abandonner le projet de convention avec l'ANDE et responsabiliser les bureaux d'études chargés des aménagements pour la formulation systématique de PGES	En cours. Pour le PROPACOM Ouest, l'élaboration des PGES sera incluse dans le mandat des prestataires. Concernant le PROPACOM, les PGES sera discuté	Bureaux d'études/prestataires,	Immédiat et continu

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

(au 30/11/2016)

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
Volet : Accès aux facteurs de production							
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de riz irrigué							
	Assurer le règlement des factures d'intrants riz (marché 2015)						
Appui aux OPA pour la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de riz irrigué	Assurer la fourniture et la livraison des intrants de riz aux OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	11.70		0%	
		Quantité de biostimulant	litre	45.00	-	0%	
	Superviser la distribution aux exploitants des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	14.50		0%	
		Quantité de NPK	tonne	55.500		0%	
		Quantité d'Urée	tonne	36		0%	
		Quantité d'herbicide	litre	195		0%	
		Quantité de biostimulant	litre	390		0%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	72		0%	
	Assurer le transport des semences de riz du WAAP et du PRAREP du magasin de l'ONDR vers l'antenne de Bondoukou	Quantité de semences R1	tonne			100%	
	Assurer le transport des semences de riz et de maïs, fertilisants et produits phytosanitaires de l'antenne de Bondoukou vers les magasins des OPA					100%	
	Assurer le transport des semences et intrants de production de riz, de maïs et de légumineuse et sacs de collecte de l'antenne de Bouaké					100%	
Assurer le transport des intrants de Korhogo vers les magasins des OPA bénéficiaires					100%		
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de maïs						100%	
Appui aux OPA pour la production de masse de maïs	Assurer la fourniture et la livraison des semences de légumineuse et d'inoculum pour les producteurs de maïs	Quantité de semences de soja	tonne	1.5	1.95	100%	
		Quantité de semences d'haricot blanc	tonne	1.0		0%	
		Quantité d'inoculum	g	12 000		0%	
	Assurer la fourniture et la livraison des intrants de maïs aux OPA	Quantité de semences R1 de	tonne	1.35	1.95	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
Appui aux OPA pour les productions maraîchères	Superviser la distribution aux exploitants par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	maïs livrée aux OPA					
		Quantité de semences hybrides de maïs livrée aux OPA	tonne	1.35		0%	
		Quantité de NPK livrée aux OPA	tonne	16.50		0%	
		Quantité d'Urée	tonne	12		0%	
		Quantité d'herbicide post-levée livrée aux OPA	litre	90		0%	
		Quantité d'herbicide total livrée aux OPA	kg	45		0%	
		Nbre de pulvérisateurs livrée aux OPA	u	9		0%	
		Organiser des ateliers de formation des bénéficiaires sur l'utilisation des pesticides et fertilisants chimiques	Quantité de semences de soja	tonne	1.5		0%
	Quantité de semences d'haricot blanc		tonne	1		0%	
	Quantité d'inoculum		g	12 000		0%	
	Quantité de semences hybrides de maïs distribuée aux producteurs		tonne	1		0%	
	Quantité de semences R1 distribuée aux producteurs		tonne	1		0%	
	Quantité de NPK		tonne	16.5		0%	
	Quantité d'Urée		tonne	12		0%	
	Quantité d'herbicide		litre	90		0%	
	Quantité d'herbicide		kg	45		0%	
	Nbre de pulvérisateurs		u	9		0%	
	Nombres de participants	Nbre d'atelier	u	3		0%	
			u	6		0%	
Volet : Mécanisation de l'Agriculture							
Appui aux OPA et CGA pour	Superviser la livraison du matériel de mécanisation agricole	Nbre de motoculteurs	u	66	66	100%	
		Nbre de batteuses-vanneuses	u	23	23	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
l'acquisition de matériels de mécanisation	Assurer les frais de manutention et de sécurisation des motoculteurs à la station CNRA Vivriers de Bouaké	Nbre de motoculteurs	u	66	66	100%	
	Assurer le transport et la distribution du matériel agricole aux OPA bénéficiaires	Nbre de motoculteurs	u	66	94	100%	
		Nbre de batteuses-vanneuses	u	17	19	100%	
	Organiser la formation des bénéficiaires sur l'utilisation, l'entretien et la réparation des motoculteurs et batteuses-vanneuses	Nombre d'artisans formés	u	14	29	100%	
		Nombre de machinistes formés	u	132	114	86%	
	Organiser la cérémonie officielle de remise du matériel agricole aux bénéficiaires	Cérémonie organisée	u	1	1	100%	
	Recruter des fournisseurs pour la livraison de bœufs de culture attelée pour les OPA de production de maïs	Nbre de paires de bœufs	u	20	-	0%	
Nbre de kits d'attelage		u	20	-	0%		
Volet : Appui-Conseil							
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de riz irrigué	Superficie de riz irrigué emblavée	ha	360.10	129.95	36%	
		Nbre de producteurs encadrés	u	717	469	65%	
		Nbre de producteurs formés	u	614		0%	
	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de maïs	Superficie de Maïs	ha	90	79	87%	
		Nbre de producteurs encadrés	u	105	191	100%	
		Nbre de producteurs formés	u	60		0%	
	Fournir l'appui-conseil pour la production de cultures maraîchères	Superficie de Maraîchères	ha	25.3	-	0%	
		Nbre de producteurs encadrés et formés	u	318	-	0%	
	Organiser l'atelier d'harmonisation des outils (appui-conseil & appui à la structuration des OPA)	Nbre d'atelier	u	1	1	100%	
	Faire analyser la qualité des sols des sites de productions rizicoles et maraîchères	Nbre de rapport d'analyse	u	1	1	100%	
	Organiser un voyage d'étude et de visites d'échanges à Gagnoa sur le SRI impliquant les producteurs leaders	Nombre de participants	u	20	-	0%	
	Organiser des rencontres d'échanges avec les responsables des OPA Bénéficiaires	Nbre de séances de travail	u	6	-	0%	
Volet : Aménagements hydro-agricoles							
Suivi automatisé des travaux d'aménagement	Développer une base de données relationnelle sur les aménagements	1 base données développée	u	1	-	0%	
	Effectuer le paiement des factures des entreprises et bureaux d'études/contrôle pour les travaux sur les sites hors convention BNETD.						

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
	Elaborer et signer la convention BNETD pour la mise des infrastructures	Convention signée	u	1	1	100%	
	Payer l'avance de démarrage	Proportion payée	u	30%	-	0%	
	Assurer le paiement des frais supervision des agents des structures décentralisées (communucation, internet, mission, carburant)						
	Assssurer le paiement de frais d'actes et de contentieux relatifs aux processus de résiliations de marchés d'infrastructures en souffrance						
Assistance technique au RIR	Apporter un appui au RIR pour le suivi des prestataires	Nbre de consultants recrutés	u	2	-	0%	
Valorisation et mise en marché							40%
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation							
Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Apporter un appui à l'acquisition et à l'installation des équipements de transformation/ commercialisation	Nbre de Décortiqueuses	u	2	2	100%	
		Nbre de Moulin	u	4	4	100%	
		Nbre de Egreneuses	u	24	24	100%	
		Nbre de Humidimètre	u	36	36	100%	
		Nbre de Sonde de prélèvement	u	57	57	100%	
		Nbre de Cageot en plastique	u	495	-	0%	
		Nbre de Bascule	u	58	58	100%	
		Nbre de Palette	u	1 306	-	0%	
		Nbre de sac vide de collecte	u	52 750	52 750	100%	
	Organiser la cérémonie officielle de remise du matériel agricole aux Bénéficiaires	Nombre de ceremonies	u	3	-	0%	
Opérationnalisation de la minirizerie de Bondoukou	Acquérir le matériel de remplacement des pièces défectueuses de la minirizerie de Bondoukou	lot de pièces	u	1	1	100%	
	Achever le montage et les essais de la minirizerie (volet essais en charge)	une minirizerie fonctionnelle	u	1	1	100%	
	Assurer le règlement des factures d'eau et d'électricité de la minirizerie de Bondoukou le temps de la remise officielle aux bénéficiaires	Nombre de facture d'électricité	u	6	6	100%	
		Nombre de facture d'eau	u	4	4	100%	
Promotion des ESOP	Achever l'appui-accompagnement pour la consolidation des minirizeries de Katiola-Ferké et Korhogo	Nbre d'ESOP consolidées	U	3	5	100%	
	Apporter un appui supplémentaire aux ESOP Katiola-Ferké et Korhogo pour la gestion des fonds paddy	Nbre d'ESOP consolidées	U	3	-	0%	
	Faire l'évaluation et l'enlèvement des constituants des chaines d'usinage des minirizeries de Béoumi, de Tabako et Sakassou	Nombre de rapports d'études	U	1	1	100%	
	Lancer le processus de recrutement de fournisseur pour la livraison du						

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
	matériel de remplacement et d'amélioration du plateau technique des chaînes d'usinage des minirizeries de Béoumi, de Sakassou et de Tabako						
	Appuyer l'association des semenciers des régions de Gbêkê et du Hambol à l'opérationnalisation de l'unité mobile de conditionnement de semence		U	1	-	0%	
	Définir et mettre en œuvre un modèle d'affaire autour des ESOP de Korhogo, Ferkessédougou et Katiola	Modèle d'affaires	U	3	-	0%	
Appui aux antennes pour le volet transformation-commercialisation	Recruter des consultants au niveau des antennes chargés du volet transformation-commercialisation	Nbre de consultants recrutés	U	3		0%	
	Assurer les frais mensuels des consultants chargés du volet transformation-commercialisation	Nbre de mois	U	15		0%	
Volet : Système d'informations sur les marchés							
Plateformes filières	Mettre en place des plateformes départementales/régionales	Nbre de plateformes	u	6	-	0%	
	Elaborer et signer une convention avec le Rongead pour la mise en place de SIM		u	1		0%	
	Recruter un consultant chargé de réaliser l'étude sur les modèles d'appui à la commercialisation des produits vivriers.						
	Réaliser l'étude sur les modèles d'appui à la commercialisation des produits vivriers.	Nombre de rapport d'études	u	1	-	0%	
Volet : Infrastructures marchandes							
Centre de groupage de Bondoukou	Réaliser la clôture du centre de groupage de Bondoukou	Nbre de cloture	u	1.0	-	0%	
	Assurer l'adduction en eau potable du centre de groupage	Un compteur d'eau installé	u	1.0	-	0%	
	Connecter le centre de groupage au réseau électrique	Un compteur d'electricité installé	u	1.0	-	0%	
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs							
Appui à la structuration et la gestion des OPA	Poursuivre l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2013	Nombre de dirigeants formés	u	150		0%	
		Nombre d'OPA légalement constituées	u	13		0%	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	u	126		0%	
	Organiser l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2014	Nombre de dirigeants formés	u	147		0%	
		Nombre d'OPA légalement constituées	u	10		0%	
		Nombre de comités spécialisés	u	153		0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
		mis en place					
Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Assurer le paiement du solde du marché de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA		u	-			
	Assurer le paiement du solde du marché de supervision de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA		u	-			
	Organiser des missions de sensibilisation et d'identification des bénéficiaires du programme d'alphabétisation	Nombre d'OPA identifiée	u				
	Signer la convention de supervision de l'alphabétisation fonctionnelle	Convention signée	u	1	1	100%	
	Superviser de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Nombre de rapports de supervision	u	1	-	0%	
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs							72%
Volet : Coordination et Gestion							
Renforcement des capacités du personnel	Former le personnel en passation des marchés	Nombre de cadres formés	u	18	18	100%	
	Acquérir et installer la version monosite et multiprojets de TomPro et former les utilisateurs	Nbre de logiciels acquis	u	1	1	100%	
		Nbre de cadres formés	u	10	10	100%	
	Acquérir et installer un logiciel de dessin et de traitement des données topographiques	Nbre de logiciels acquis	u	2	-	0%	
	Recruter un consultant et organiser l'appui au personnel sur le concept de microprojet						
Recrutement du personnel complémentaire	Assurer le paiement des frais du cabinet d'appui au MINAGRI pour la suite du recrutement du personnel complémentaire						
Manuels du projet	Achever l'actualisation du manuel de procédures financement des microprojets	Nombre de manuels	u	1	1	100%	
	Achever l'actualisation du manuel de procédures de gestion admin, fin et comptable révisé	Nombre de manuels	u	1	1	100%	
Orientation et Pilotage du projet	Organiser les sessions du COP	Nombre de session du COP	u	2	2	100%	
	Organiser les sessions des CRC	Nombre de session des CRC	u	7	7	100%	
	Organiser les ateliers du comité ad hoc de suivi technique	Nombre d'atelier du comité ad hoc de suivi technique	u	6	6	100%	
Fonctionnement de l'UCP et gouvernance	Réaliser l'audit de l'exercice 2015	Nombre de rapports disponibles	u	1	1	100%	
	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	U	12	11	92%	
	Assurer le paiement de la gratification annuelle	Nbre de mois	U	1	-	0%	
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaires	Nbre de mois	U	12	11	92%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
	Assurer le paiement des charges sociales	Nbre de mois	U	12	11	92%	
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel	Nbre de mois	U	12	11	92%	
	Assurer le paiement des frais de carburant	Nbre de mois	U	12	11	92%	
	Assurer le paiement des contrats d'entretien, de maintenance et de réparation (véhicules, logiciel, matériel informatique et bureau, climatisation, groupe électrogène..etc)	Nbre de mois	U	12	11	92%	
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, abonnement, assurance auto, etc.)	Nbre de mois	u	12	11	92%	
	Assurer le paiement des annonces et insertions des Avis, autres articles de visibilité et cachets						
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur						
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI (formations et forum régional FIDA)						
	Réhabiliter le réseau électrique de l'antenne de Bondoukou	1 réseau électrique réhabilité	u	1	1	100%	
	Réaliser les travaux d'aménagement de la cafétéria en salle de réunion pour l'antenne de Bouaké et divers travaux d'électricité	1 salle de réunion construite	u	1	-	0%	
	Refaire la peinture des bâtiments du siège à Bouaké et des antennes de Korhogo et Bondoukou	siège et 3 antennes repeintes	u	3	2	67%	
	Réhabiliter le câblage internet du siège et de l'antenne de Bouaké	1 câblage internet réhabilité	u	1	1	100%	
	Réhabiliter les bâtiments de l'antenne de Korhogo		u	1	-	0%	
	Réaliser le câblage et la mise en réseau de l'antenne de Bondoukou	une antenne câblée et mise en réseau	u	1	1	100%	
	Réaliser les travaux d'assainissement de la cour de l'antenne de Bondoukou	une antenne assainie	u	1	-	0%	
	Réaliser une clôture en fil barbelé de l'antenne de Bondoukou	une antenne sécurisée	u	1	-	0%	
	Fournir et installer un groupe électrogène à l'antenne de Korhogo	Nbre de groupes	u	1	1	100%	
	Appui institutionnel	Fournir et installer un groupe électrogène à la DRMP de Bouaké	Nbre de groupes	u	1	-	0%
Volet : Suivi-Evaluation							
Programmation/ Planification	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2016	Nombre d'atelier	u	1	1	100%	
	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2017	Nombre d'atelier	u	1	1	100%	
	Organiser les réunions périodiques de l'UCP	Nombre de réunion	u	3	5	100%	
	Organiser les missions de S&E interne de l'UCP	Nombre de missions	u	5	5	100%	
	Organiser les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	u	4	4	100%	
	Organiser les missions de supervision du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	2	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016 REVISE			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016	% PTBA 2016 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							38%
Opérationnalisation du système de S&E	Faire l'extension de l'application informatique de S&E au PROPACOM Ouest	Nombre de rapports disponibles	u	1	1	100%	
	Assurer les frais des consultants chargés d'apporter un appui à l'UCP pour l'opérationnalisation du système de S&E	Nombre de consultants recrutés	u	2	2	100%	
Etudes d'évaluation	Réaliser la deuxième enquête SYGRI du PROPACOM	Nombre de rapports disponibles	u	3	3	100%	
	Organiser des ateliers d'évaluation des réalisations et les effets à mi-parcours du PROPACOM	Nombre d'ateliers d'évaluation	u	1	-	0%	
		Nombre de rapports disponibles				100%	
	Recruter des consultants et Organiser la revue à mi-parcours	Nombre de rapports disponibles	u	1	1	100%	
Communication	Mettre en œuvre la stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes du milieu rural	stratégie de communication ciblée mise en œuvre	u	1	-	0%	
	Réaliser des panneaux de signalisation sur les réalisations du projet	Nombre de panneaux	u	10	10	100%	
	Réaliser des émissions radio sur les activités du PROPACOM	Nombre d'émissions radio	u	5	5	100%	
	Réaliser des gilets, polos et tricots estampillés PROPACOM	Des gilets, tricots et gadgets confectionnés	u	1	-	0%	
	Signer et mettre en œuvre un partenariat avec le WAAPP et l'ENSEA pour apporter un appui à la collecte de données complémentaires d'impact						
Prise en compte du genre	Elaborer la stratégie genre du PROPACOM		u	1	-	0%	
Volet : Gestion des savoirs							
	Participer à l'atelier sur la Capitalisation et gestion de la connaissance et l'Organisation et gestion administrative des projets / programmes	Nombre de cadres formés	u	9		9%	
	TOTAL GENERAL					42.03%	

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performances financières par bailleur de fonds au 30/11/16

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	22 213,9	11 325,2	50,98
Government	5 410,0	1 780,5	32,91
Bénéficiaires	1 056,5	50,7	4,80
Total	28 680,4	13 156,4	45,87

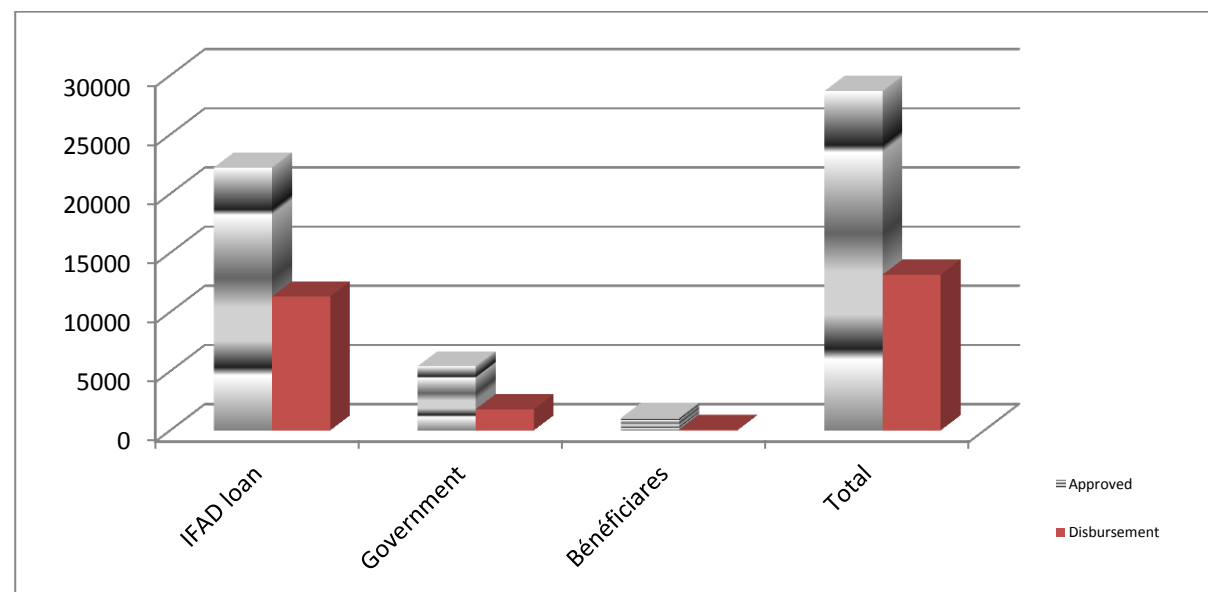


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composantes	Accord FIDA			Gouvernement		
	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	11 685,5	7 533,8	64,47	3 217,6	462,1	14,36
1.1. Accès au facteur de production	3 744,8	5 538,4	147,9	1 451,3	79,8	5,50
1.2. Aménagement hydro agricole	7 940,7	1 995,5	25,1	1 766,3	382,3	21,64
2. Valorisation et mise en marché	6 223,8	919,0	14,77	1 637,3	164,3	10,03
2.1. Valorisation des produits vivriers	1 510,5	208,2	13,78	355,1	30,9	8,69
2.2. Infrastructures marchandes et publiques	2 874,0	221,9	7,72	873,2	0,0	0,00
2.3. Professionnalisation des organisations de producteurs	1 839,3	489,0	26,58	409,1	133,4	32,62
3. Coordination, Suivi/Evaluation et gestion des Savoirs	4 304,6	2 872,3	66,73	555,1	1 154,1	207,91
3.1. Unité de Coordination du Programme	4 304,6	2 872,3	66,73	555,1	1 154,1	207,91
Total	22 213,9	11 325,2	50,98	5 410,0	1 780,5	32,91

IFAD Loan : 11 325 191,04 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 30/11/16

Gouvernement : 886 828 895 FCFA soit 1 780 522,01 USD au taux historique de 1 USD = 498,072 FCFA

Bénéficiaires : 25 249 027 FCFA soit 12 325,80 USD

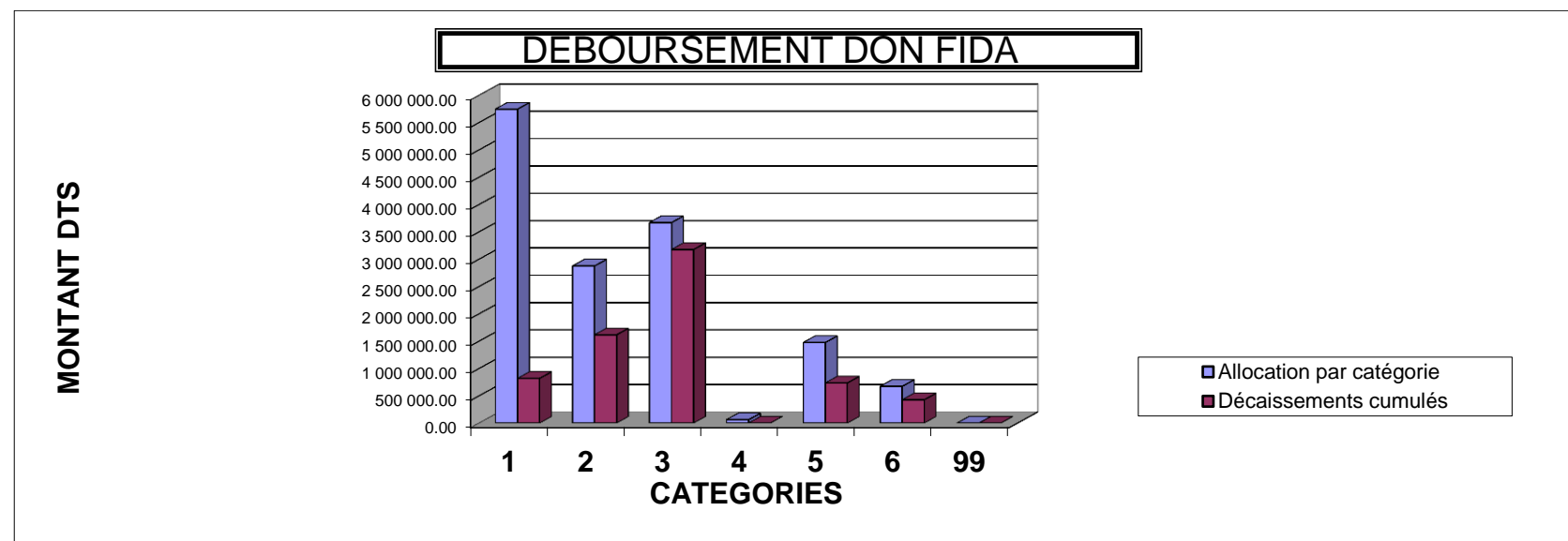
Tableau 5C: Décaissement du Don FIDA en DTS au 30/11/16

Catégories	Montants réalloués	Disbursement DRF n°1 à 22	Balance	%	W/A Pending (UCP: DRF 23)	W/A Pending (UCP:DRF 24) Montant différé Catégorie V "salaires" (sur DRF 22 et 23)	Total	%
Génie Civil et Rural	5 745 000	817 985,81	4 927 014,19	14,24	113 994,32		934 958,94	16,27
Équipement, moyens de transport, matériel et intrants	2 875 000	1 615 402,97	1 259 597,03	56,19	49 639,43		1 666 339,54	57,96
Études, formation, information, assistance technique	3 670 000	3 175 925,60	494 074,40	86,54	178 218,42		3 358 801,08	91,52
Fonds de roulement pour l'achat de paddy	62 000	0,00	62 000,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Salaires et indemnités	1 475 000	734 640,73	740 359,27	49,81	0,00	238 728,44	979 607,43	66,41
Coût de fonctionnement	673 000	427 152,27	245 847,73	63,47	51 341,57		479 835,46	71,30
Non alloué	0	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Dépôt initial		1 004 928,63	-1 004 928,63	0,00	0,00		1 004 928,63	0,00
Total/Don	14 500 000	7 776 036,01	6 723 963,99	53,63	393 193,75	238 728,44	8 424 471,06	58,10

Au taux de 1 DTS = 838,0515822149 FCFA au 30/11/2016 source <http://www.xe.com/fr/currencytables/>

8 407 958,20

Figure 1: Décaissement du don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Accord de don Annexe I, II, A, 4.2 « composition de l'UCP »	Effectif de l'UCP	30/06/2016	Réalisé pour le CPA Bondoukou. En cours pour les 3 CTC	Le poste de CPA de Bondoukou est pourvu depuis aout 2016. Pour les 3 postes de CTC (consultants), les projets de TDR sont en cours de validation
Article VII, section 7.01, b, ii)	Avant le début de chaque année du projet « L'Agent principal soumet...la version provisoire du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année.... »	31/10 de l'année n-1 pour l'année n	Mis en œuvre	Le PTBA d'achèvement 2017-2018 a été soumis au FIDA le 16/11/16, soit 16 jours après la date limite.
Section 9 .02 « états financiers »	« Le bénéficiaire remet au fond chaque année fiscale des états financiers..... dans un délai de 04 mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04 de l'année n pour l'exercice n-1	Sans objet	Les états financiers de l'exercice 2016 sont prévus pour transmission au FIDA le 30/04/17.
Section 9.03 audit des comptes	Le bénéficiaire doit remettre au fonds dans les 6 mois suivant l'année fiscale une copie certifiée conforme du rapport d'audit... »	30/06 de l'année n pour l'exercice n-1	Sans objet	Le mandat du cabinet qui a fait les trois derniers audits a expiré. Les TDR pour le recrutement d'un nouveau cabinet par voie d'appel à manifestation d'intérêt est en cours de validation au niveau du FIDA. Les rapports d'audit de l'exercice 2016 sont prévus pour être transmis au FIDA le 30/06/17.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Dans la cadre du Programme d'Urgence Riz (PUR), l'ex-Projet d'appui aux petits Producteurs Maraîchers dans les régions des Savanes (PPMS) sur cofinancement du Gouvernement et du FIDA, a acquis de sept mini-rizeries d'une capacité des traitement de riz paddy de 1 000 à 1 300Kg/h au bénéfice des sept départements couverts par le projet PPMS (Korhogo, Ferkessedougou, Boundiali, Béoumi, Bouaké, Katiola et Sakassou), ainsi que la construction des magasins pour abriter les mini-rizeries et leur installation par l'Etat de Côte d'Ivoire.

La mise en route et la gestion de ces unités économiques avec ses exigences, constituent une première pour la plupart des OPA plutôt impliqués dans la production que dans la transformation. Aussi dès leur transfert, ces unités constituées sous forme d'ESOP ont rencontré d'énormes difficultés parmi lesquelles :

- Le faible niveau de structuration des Coopératives Départementales des Riziculteurs (CODERIZ) bénéficiaires de ces unités de transformation ;
- La non bancarisation des CODERIZ pour le financement de l'achat de paddy ;
- La méfiance des IMF pour le financement des activités des OPA issue d'expériences malheureuses vécues dans le passé ;
- La faible capacité de mobilisation des ressources des OPA ;
- L'absence de services rendus (approvisionnement en intrants, vente de la production) par les CODERIZ aux riziculteurs ;
- Le manque de confiance entre les riziculteurs de base et les dirigeants des CODERIZ ;
- L'absence de périmètre irrigué dans certaines localités des CODERIZ pour approvisionner les unités en paddy ;
- Le manque et l'insuffisance de fonds de roulement pour l'achat de paddy ;
- La mauvaise qualité du riz paddy livré par les producteurs,
- Les difficultés d'accès au marché ;

Pour permettre une meilleure appropriation et un bon fonctionnement de ces unités économiques il convient au préalable de leur mise en place de :

- s'assurer et ou identifier la demande du marché,
- s'assurer du potentiel de production de la zone en lien avec les capacités techniques des équipements choisis ;
- s'assurer de l'existence d'infrastructures de base : route eau, électricité sur les sites choisis ;
- s'assurer que les technologies et équipements proposées sont technico économiquement appropriées (facile d'utilisation et d'entretien, rentabilité, robuste etc.) ;
- s'assurer des capacités techniques et organisationnelles des OPA bénéficiaires pendant la mise en place et le fonctionnement ;
- renforcer les capacités des OPA et sensibiliser les riziculteurs sur la qualité du riz paddy à fournir ;
- mettre en place un modèle de gestion transparent équitable accepté par tous ;
- sensibiliser les riziculteurs afin de renouveler leur confiance aux dirigeants des CODERIZ ;
- élaborer une stratégie de paiement de ristournes aux producteurs pour leur fidélisation ;
- élaborer puis diffuser un cahier de charge spécifique sur la qualité du riz paddy ;
- opter pour un transfert de l'unité aux CODERIZ de telle sorte qu'elle constitue une garantie morale auprès des banques pour la recherche de financement ;
- prévoir et inciter à mettre en place un fonds d'entretien et de renouvellement des équipements ;
- accorder un fonds de roulement avant le démarrage de toute activité mais aussi de pouvoir rendre de services à leurs membres ;
- construire des barrages hydro-agricoles desservant des périmètres à aménager ;
- octroyer des fonds roulement conséquent aux mini-rizeries à installer ;
- optimiser l'exploitation de l'unité par la diversification des produits, l'étuvage du riz, des prestations payantes, la valorisation des sous-produits ; et enfin
- intégrer le concept des mini-rizeries dans les dynamiques nationales en cours.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Aucune innovation n'est à mentionner
